

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES
1984/1985

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

SUÈDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MAI 1985



ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

SUÈDE



MAI 1985

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les signataires de la Convention relative à l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants ont adhéré ultérieurement à cette Convention (les dates sont celles du dépôt des instruments d'adhésion) : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973).

La République socialiste fédérative de Yougoslavie prend part à certains travaux de l'OCDE (accord du 28 octobre 1961).

© OCDE, 1985

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I. Politique macro-économique : problèmes, choix et résultats	8
Le choix de la stratégie	9
La reprise récente marque-t-elle une rupture par rapport aux tendances passées ?	12
Prévisions pour 1985 et 1986	23
Mise en perspective des projections	26
II. Problèmes posés par le maintien du plein emploi à moyen terme	27
L'objectif de plein emploi	27
Risque-t-on de voir s'engager un cycle des dévaluations ?	31
Nécessité d'une plus grande flexibilité du marché du travail	34
Les soldes financiers sectoriels et la nécessité de réduire le déficit du secteur public	37
III. Aspects de la transformation de l'industrie	41
L'adaptation des entreprises et des industries suédoises à un nouvel environnement	41
Mesures de soutien et d'incitation prises par le gouvernement	49
Soutenir la compétitivité de l'industrie	53
Remarques finales	56
IV. Conclusions	57
Notes et références	62
<i>Annexes :</i>	
I. Notes techniques	63
II. Chronologie économique	75
Annexe statistique	80

TABLEAUX

<i>Texte</i>	
1. Déséquilibres économiques en 1974 et en 1982	8
2. Indicateurs des chocs extérieurs sur l'économie de la Suède et celle d'autres petits pays de l'OCDE	11
3. Contributions à la croissance du PIB au cours de trois phases de reprise	12
4. La politique budgétaire au cours de trois phases de reprise	13
5. Origine et emploi des ressources	18
6. Balance des opérations courantes	19
7. Contribution aux variations de la balance commerciale	20
8. Évolution du marché du travail	21
9. Inflation	21
10. Perspectives pour 1985 et 1986	24
11. Projections concernant le commerce extérieur et la balance des opérations courantes	25
12. Évolution sectorielle de l'emploi entre 1970 et 1990	29

13. Épargne financière de 1980 à 1984	37
14. Déficit budgétaire et déficit tendenciel pour les années fiscales 1982/83 à 1985/86	39
15. Indicateurs de l'effet d'«éviction»	40
16. Ratios comptables de certaines entreprises industrielles	43
17. Résultats des grandes entreprises industrielles	48
18. Classification des échanges de produits manufacturés selon leur contenu en technologie	54

Annexes

A1. Comptes consolidés des administrations publiques	63
C1. Perspectives à moyen terme	67
C2. Affectation des ressources, 1970-1990	67
C3. Sentiers possibles de l'inflation entre 1984 et 1987	68
D1. Aides publiques au secteur manufacturier par principaux objectifs : ratios significatifs	71
D2. Aides publiques à l'industrie, par principaux objectifs	71
D3. Aides publiques à l'industrie ; ventilation par objectifs et par instruments, exercice 1981/82	72
D4. Aides publiques à l'industrie ; ventilation par objectifs de l'action gouvernementale et par principales catégories	72

Annexes statistiques

A. Quelques statistiques rétrospectives	80
B. Origine et utilisation des ressources, aux prix courants	81
C. Origine et utilisation des ressources, aux prix de 1980	82
D. Recettes et dépenses des administrations publiques	83
E. Balance des paiements	84
F. Marché du travail	85
G. Production et emploi par secteur	86
H. Commerce extérieur, total et par région	86
I. Prix et salaires	87
J. Monnaie et crédit	87

GRAPHIQUES

1. Résultats économiques comparatifs	10
2. Dépenses et recettes des administrations publiques	14
3. Taux d'intérêt	15
4. Expansion de la masse monétaire	17
5. Salaires nominaux et réels	22
6. Projections officielles à moyen terme	26
7. Chômage et inflation, 1962-1984	28
8. Avance des salaires réels	30
9. Production industrielle et compétitivité	32
10. Compétitivité sur le plan des coûts et aides aux marchés du travail et des produits	33
11. La pression fiscale	36
12. Solde budgétaire des administrations publiques	38
13. Courbes de productivité en 1977 et en 1983	42
14. Dépenses de recherche et développement	45
15. D'une technologie industrielle de procédés vers une technologie de produits	47
16. Structure de l'aide à l'industrie	50
17. Aide financière et incitations à l'innovation en 1984	51
18. Évolution de la structure des échanges en fonction du changement technologique	55

STATISTIQUES DE BASE DE LA SUÈDE

LE PAYS

Superficie (en milliers de km ²)	450	Population des villes principales, banlieue comprise (fin 1983), en milliers :	
Lacs (en milliers de km ²)	39	Stockholm	1 409
Terres arables (en milliers de km ²)	30	Goteborg	696
Bois (en milliers de km ²)	228	Malmö	454

LA POPULATION

Population (fin 1983), en milliers	8 331	Accroissement naturel net par 1 000 habitants (moyenne 1979-1983)	0.4
Densité au km ²	19	Solde net des migrations (moyenne 1979-1983)	6 041
Accroissement naturel net (1979-1983) en milliers	3		

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1983 (en milliards de couronnes)	704.5	Formation brute de capital fixe en 1983 : Pourcentage du PIB	18.7
PIB par habitant (en dollars des États-Unis)	11 029	Par habitant, en dollars des États-Unis	2 058
		Emploi en 1983 : Civil total (milliers)	4 224
		Pourcentage du total : Agriculture, sylviculture, pêche	5.4
		Industrie	29.9
		Autres activités	64.7

L'ÉTAT

Pourcentage du PIB en 1983 : Consommation publique	29	Composition du Parlement : (nombre de sièges) :	
Recettes ordinaires de l'État	61	Sociaux-démocrates	166
Formation brute de capital fixe du secteur public	4	Conservateurs	86
Exercice budgétaire : Administration centrale : 1 ^{er} juillet-30 juin		Centre	56
Collectivités locales : année civile		Libéraux	21
		Communistes	20
			349
		Dernières élections générales : Septembre 1982	
		Prochaines élections générales : Septembre 1985	

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services, en pourcentage du PIB (moyenne 1979-1983)	31.8	Importations de biens et services, en pourcentage du PIB (moyenne 1979-1983)	31.9
Principales exportations en 1983 (en pourcentage des exportations totales de marchandises) :		Principales importations en 1983 (en pourcentage des importations totales de marchandises) :	
Produits forestiers	16.2	Constructions mécaniques (exclus navires)	35.3
Constructions mécaniques (exclus navires)	44.1	Matières premières (non comestibles) et combustibles	35.3
Produits sidérurgiques	5.3	Métaux et produits de la transformation des métaux	4.9
Minéral de fer	0.9	Denrées alimentaires, boissons et tabac	4.6

LA MONNAIE

Unité monétaire : la couronne		Unités monétaires par dollar des données journalières :	
		Année 1984	8.2731
		Mars 1985	9.5016

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel de la Suède par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 29 avril 1985.

Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 14 mai 1985.

INTRODUCTION

La situation économique de la Suède s'est améliorée à plusieurs égards depuis le début de la reprise mondiale. En 1984, la production et la rentabilité des entreprises manufacturières se sont encore fortement accrues, et la balance extérieure courante a dégagé un léger excédent, alors qu'elle accusait un déficit correspondant à 3½ pour cent du PIB deux ans plus tôt. Le PIB a progressé de 3 pour cent. En dehors des exportations, c'est surtout l'investissement dans le secteur manufacturier qui a stimulé la demande. La nette amélioration des résultats budgétaires au cours des dernières années constitue par ailleurs une importante rupture avec le passé. Néanmoins, les autorités avaient sous-estimé les risques d'inflation liés à la dévaluation et à la forte progression des bénéfices ; les prix ont augmenté de 8 pour cent, c'est-à-dire deux fois plus qu'on ne l'avait prévu officiellement. Après un bref rappel des raisons qui ont amené les autorités à adopter la stratégie macro-économique actuelle, la partie I de la présente Étude analyse les évolutions intervenues en 1984 par comparaison avec les phases de reprise conjoncturelle précédentes. Cette analyse est suivie d'une présentation des perspectives à court terme, qui laissent entrevoir un ralentissement de la croissance économique en 1985 et en 1986.

Depuis la guerre, le plein emploi a constitué l'objectif prioritaire de la politique économique. Avec en arrière-plan l'Étude à moyen terme publiée en 1984 par le Ministère des Finances, et approuvé par le Parlement comme fil directeur de la politique économique, la partie II examine certaines des conditions qu'il faudrait remplir pour atteindre l'objectif d'un taux de chômage ramené à 2 pour cent d'ici la fin de la décennie. On y fait observer que, dans la mesure où le secteur public ne peut pas, pour des raisons de répartition des ressources et de finances publiques, continuer à absorber intégralement l'accroissement de la population active, les nouveaux emplois devront nécessairement être créés dans le secteur privé. Il apparaît absolument indispensable de ramener l'inflation au même niveau que dans les autres pays. Pour cela, il faudrait que les hausses de salaires restent modérées, ce qui ne sera sans doute possible que si les marchés du travail atteignent un degré de flexibilité élevé du double point de vue de la mobilité et de la fixation des salaires. En guise de conclusion, la partie II examine comment il serait possible de redresser l'épargne nationale afin d'assurer simultanément le plein emploi et l'équilibre de la balance extérieure courante. S'il apparaît nécessaire, à cet égard, que la position financière du secteur public continue de s'améliorer, il semble aussi que le rythme auquel les déficits pourront être réduits ne dépend pas uniquement des possibilités d'épargne par le secteur privé. Les effets défavorables sur l'économie de l'augmentation rapide du rapport de la dette publique au PIB seraient une raison supplémentaire de continuer à faire preuve de rigueur en matière budgétaire.

On s'attend à une progression de l'emploi dans le secteur privé, notamment dans les services, mais cela implique aussi que le secteur industriel soit viable et en expansion. C'est sur ce dernier point qu'est axée la partie III, où l'on s'efforce d'évaluer la situation des industries manufacturières suédoises, en analysant le processus d'ajustement qui a eu lieu au cours de la dernière décennie. Grâce, notamment, aux deux ajustements du taux de change, la rentabilité

des entreprises a été rétablie et la structure de leurs bilans a été considérablement renforcée. Une attention particulière est accordée à deux aspects du processus d'ajustement, à savoir la modification de la stratégie des entreprises et l'application progressive de nouvelles technologies de produits. La situation technologique de l'industrie suédoise représente ainsi un élément central de l'évaluation ; en conséquence l'Étude examine les mesures prises par les pouvoirs publics pour promouvoir l'innovation et la recherche, et aborde quelques aspects de la gestion d'une économie «à forte intensité de connaissances». Des conclusions concernant l'action gouvernementale sont présentées dans la partie IV.

I. POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE : PROBLÈMES, CHOIX ET RÉSULTATS

Le processus d'ajustement macro-économique amorcé par la nouvelle stratégie économique mise en œuvre pour remédier aux graves déséquilibres extérieurs et intérieurs de la Suède s'est poursuivi en 1984 avec plusieurs résultats positifs. Le présent chapitre de l'étude, qui s'ouvre par un bref exposé des raisons ayant inspiré la stratégie macro-économique, décrit ensuite les principales caractéristiques de la reprise en 1983 et 1984, les lignes de force de

Tableau 1. Déséquilibres économiques en 1974 et en 1982

	1974	1982
<i>Stagflation</i>		
Croissance annuelle moyenne (en %) au cours des périodes de dix ans se terminant en 1974 et en 1982		
PIB nominal	9.6	11.9
PIB réel	3.5	1.7
Indice implicite des prix du PIB	6.1	10.2
Production industrielle (Indice 1974 = 100)	100.0	93.8
Chômage (en % de la population active)		
Chômage déclaré	2.0	3.1
Chômage déclaré et bénéficiaires de programmes visant le marché du travail	4.5	6.3
<i>Endettement extérieur</i>		
Position créditrice nette, en milliards de couronnes	+13.6	-135.8
Position créditrice nette, en % du PIB	+5.3	-21.7
Balance courante, en % du PIB	-1.0	-3.6
<i>Balance épargne/investissement (en % du PIB)</i>		
Épargne brute	22.9	14.1
Épargne nette	12.6	2.1
Formation brute de capital fixe	21.5	18.8
<i>Déficits budgétaires</i>		
Déficit de l'administration centrale, en milliards de couronnes	-10.3	-83.1
Déficit de l'administration centrale, en % du PIB	-4.0	-13.2
Dépenses de l'administration publique, en % du PIB	48.7	67.4
Part des versements d'intérêts dans les dépenses totales	4.3	15.6
Encours de la dette publique, en milliards de couronnes	52.7	301.8
Encours de la dette publique, en % du PIB	20.6	48.1

Source : Secrétariat de l'OCDE.

l'action gouvernementale et les perspectives d'évolution pour 1985 et 1986. Il se termine par une évaluation des principaux risques liés à la conduite de la politique économique étant donné l'évolution prévisible au cours du cycle actuel.

Le choix de la stratégie

Le gouvernement issu des élections de septembre 1982 se trouvait confronté à un double problème pour la formulation de sa stratégie macro-économique. Sur le plan conjoncturel, d'une part, la situation s'était dégradée nettement, du fait notamment que la politique de régulation de la demande suivie dans les premiers mois de 1982 se fondait sur l'hypothèse d'une reprise économique durable en Suède et à l'étranger. Avec le brusque fléchissement de l'activité observé vers le milieu de 1982, dans le pays et à l'extérieur, le chômage augmenta et les déficits de la balance courante et du budget se gonflèrent. D'autre part, il fallait, évidemment, s'attaquer aux profonds déséquilibres structurels qui s'étaient formés dix ans durant. Ces problèmes de fond ont été traités de façon plus détaillée dans les études précédentes de la Suède (par exemple, celles de juillet 1982 et de février 1984), de sorte qu'on se contentera ici de les résumer brièvement.

La période allant du premier choc pétrolier à 1982 s'est caractérisée par une croissance économique lente, un taux d'inflation à la fois élevé et instable, un déficit budgétaire croissant, des crises répétées des paiements extérieurs et des difficultés grandissantes à assurer le plein emploi, objectif premier des autorités. L'économie marquait le pas, des phénomènes jugés d'abord purement conjoncturels dégénéralant ainsi en déséquilibres structurels graves qui n'étaient plus guère justiciables des instruments classiques de la politique macro-économique. Le tableau 1 montre clairement la dégradation de l'environnement macro-économique au cours de la seconde moitié des années 70 et au début des années 80. Les aspects suivants ont retenu particulièrement l'attention :

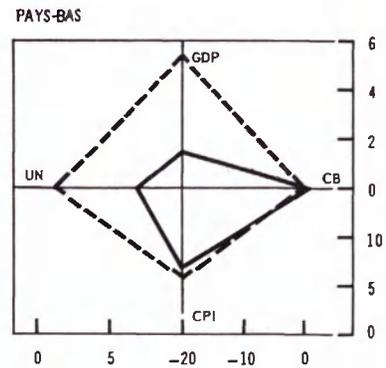
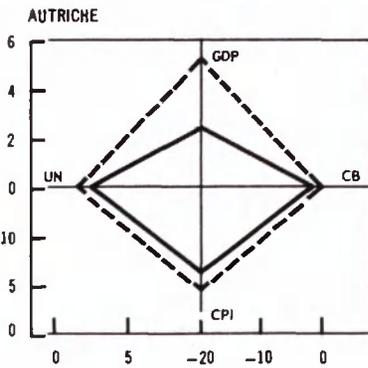
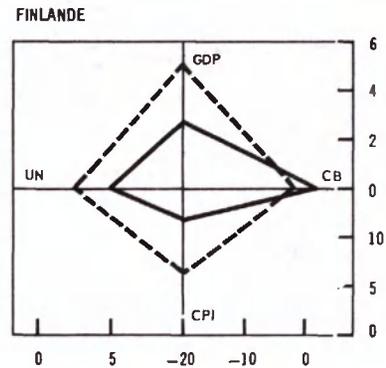
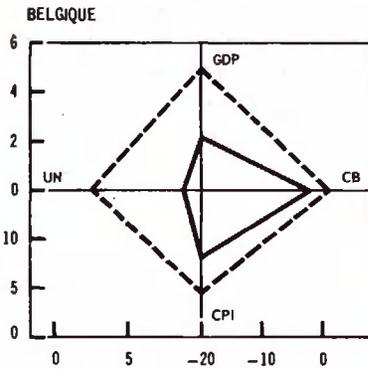
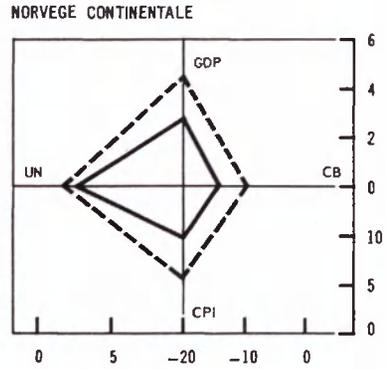
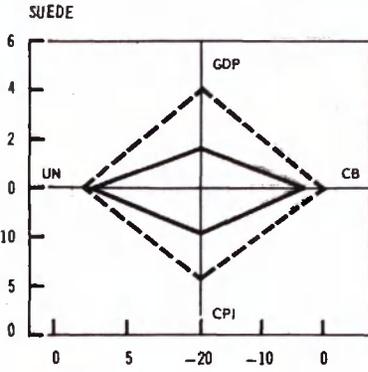
- Persistance de la *stagflation*, reflétant une accentuation marquée de la courbe de l'offre globale. En pratique, cela signifie que tout accroissement du revenu et de la demande, en termes nominaux, se traduisait par une croissance réelle de plus en plus faible et se dissipait pour une part de plus en plus forte en accélération de l'inflation.
- Persistance des *déficits* de la balance courante et gonflement rapide de la dette extérieure (qui dépassait 20 pour cent du PIB en 1982).
- Diminution sensible de la part de l'*épargne nationale* dans le revenu national, accompagnée d'une baisse régulière de la part de l'investissement dans la valeur ajoutée.
- Dégradation rapide du *solde financier du secteur public*, liée à une augmentation continue du rapport des dépenses publiques au PIB, qui avait atteint plus de 67 pour cent en 1982.

Les résultats de l'économie suédoise étaient médiocres non seulement par rapport aux périodes précédentes, mais aussi, à certains égards, en comparaison des autres petits pays à économie ouverte et à revenu élevé (graphique 1). Dans un sens, on peut considérer que ces résultats reflétaient les effets de la structure particulière de la Suède et de l'articulation propre de sa politique économique, puisqu'il n'y a aucune raison de penser que la Suède ait été plus durement frappée que les autres petits pays du même type par les « chocs » subis du fait de l'économie internationale dans les années 70 et au début des années 80 (tableau 2).

- L'économie suédoise est très ouverte sur l'extérieur, mais celle des autres pays considérés l'est aussi (par exemple, la part des exportations dans le PIB était d'environ 59 pour cent en 1982 aux Pays-Bas contre 32 pour cent en Suède) ;

Graphique 1. Résultats économiques comparatifs

- - - Moyenne 1963-1973
 — Moyenne 1973-1983
 GDP : Croissance annuelle moyenne du PIB (vol.)
 UN : Taux de chômage (normalisé)
 CPI : Hausse moyenne de l'indice des prix à la consommation
 CB : Balance des paiements courants



Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tableau 2. Indicateurs des chocs extérieurs sur l'économie de la Suède et celle d'autres petits pays de l'OCDE

	Suède	Finlande	Danemark	Norvège	Autriche	Pays-Bas
A. Ouverture sur l'extérieur						
Part des exportations dans le PIB (en %)						
1970	24.1	25.7	27.9	41.8	32.4	44.9
1983	33.8	30.5	36.3	46.1	41.1	48.5
B. Termes de l'échange (1970 = 100)						
1974	88.8	98.6	90.1	103.6	99.9	91.5
1980	84.7	89.0	84.0	124.2	93.5	89.0
1983	81.1	90.9	83.0	137.6	93.8	90.4
C. Effet des « liaisons » internationales¹						
Après un an	-2.2	-2.2	-1.6	-2.0	-1.5	-1.7
Après deux ans	-2.9	-2.8	-1.9	-2.6	-2.1	-2.3
D. Part des biens d'équipement dans les exportations (en %)						
	37.7	16.0	21.0	15.0	26.6	15.4

1. Effet cumulé (en points de pourcentage), sur le PIB, d'une diminution durable des dépenses publiques non salariales de 1 pour cent du PIB, s'opérant simultanément dans tous les pays de l'OCDE.

Sources : Comptes nationaux et Statistiques commerciales de l'OCDE; estimations du Secrétariat.

- La dégradation des termes de l'échange sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie a été ressentie de façon à peu près uniforme dans tous les pays ; en Suède, elle avait d'ailleurs été atténuée, dans une certaine mesure, par les recettes qu'avait procurées la flambée des prix des produits de base ayant précédé le premier choc pétrolier de 1974 ;
- Les mécanismes de transmission internationaux et, par conséquent, les retombées des politiques restrictives adoptées dans certains grands pays de l'OCDE entre 1974 et 1977 et de manière plus générale entre 1980 et 1982, ne semblent pas avoir réduit davantage la demande extérieure pour la Suède que pour les autres pays.

On peut cependant faire valoir qu'au cours de cette période, la Suède a souffert d'un désavantage structurel du fait que la composition de la demande internationale s'est modifiée au profit des biens de consommation et au détriment des biens d'équipement, lesquels constituent pour elle, plus que ce n'est le cas pour certains autres petits pays, la majeure partie des exportations.

S'il était généralement admis qu'un ajustement du taux de change était, en principe, nécessaire pour résoudre les problèmes de coûts et de balance courante propres à la Suède, l'ampleur de la dévaluation (16 pour cent) a prêté à controverse. De plus, à une époque où la stabilité des marchés des changes apparaissait très fragile, une action unilatérale aussi vigoureuse risquait de déclencher des dévaluations en chaîne. La dévaluation permit néanmoins de corriger le déficit extérieur tout en maintenant un niveau élevé d'activité économique, et il fallait de toute évidence une action énergique pour redresser les graves déséquilibres structurels. Comme on estimait par ailleurs que des mesures extrêmes tablant sur la seule expansion du secteur public pour soutenir l'emploi, ou sur la rigueur budgétaire pour rétablir l'équilibre extérieur, ne répondraient pas de manière adéquate aux problèmes

spécifiques de la Suède, une « troisième voie » a été retenue, qui visait à accroître la flexibilité du secteur productif, à développer la production et freiner la demande intérieure. L'essentiel pour la Suède était de produire et de trouver son salut en sortant de la crise.

La reprise récente marque-t-elle une rupture par rapport aux tendances passées ?

i) Comparaison avec les phases de reprise précédentes

Du fait de l'avantage concurrentiel procuré par les ajustements du taux de change effectués en 1981 et 1982, la reprise actuelle diffère sur plusieurs points importants des phases conjoncturelles analogues enregistrées dans le passé. Conformément à la stratégie économique globale, la croissance du PIB est presque entièrement imputable à l'excédent des exportations sur les importations, tandis qu'au cours des reprises précédentes la demande intérieure avait été le principal moteur de l'activité (tableau 3). La part des dépenses du secteur public s'est fortement réduite pendant la reprise récente, et il en va de même de la consommation privée. La première de ces évolutions s'explique par le resserrement progressif de la contrainte budgétaire, la seconde par une diminution du revenu disponible réel qui n'a été que partiellement compensée par la baisse du taux d'épargne, devenu presque nul. La moindre contribution de la formation de stocks semble liée à une gestion plus rigoureuse de ces derniers, sous l'effet notamment du niveau élevé des taux d'intérêt réels.

Tableau 3. Contributions à la croissance du PIB au cours de trois phases de reprise
En % du PIB réel

	1972-1974	1978-1980	1982-1984
Consommation privée	3.2	0.8	-0.4
Achat de biens et services dans le secteur public	1.5	2.1	0.8
Investissement privé	2.0	0.9	1.4
<i>dont :</i>			
Résidentiel	0.2	-0.2	0.3
Non-résidentiel	1.8	1.1	1.1
<i>Demande intérieure finale</i>	4.6	4.5	1.3
Formation de stocks	2.6	3.1	0.3
<i>Demande intérieure totale</i>	7.2	7.5	1.6
Exportations	5.3	1.7	5.4
Importations	-5.2	-3.6	-1.5
<i>Solde intérieur</i>	0.1	-2.0	3.9
PIB aux prix du marché	7.3	5.6	5.6

Source : Comptes nationaux de l'OCDE et Bureau central de statistiques, Comptes nationaux.

ii) Orientation de la politique de régulation de la demande

La stratégie actuelle a donné à la politique de régulation de la demande une orientation plus restrictive que ce n'était le cas lors des reprises précédentes. Évaluée sur la base du solde budgétaire corrigé des influences conjoncturelles, la *politique budgétaire* a évolué en 1983 et

Tableau 4. La politique budgétaire au cours de trois phases de reprise¹

En %

	1972-1974	1978-1980	1982-1984
Variation du solde budgétaire corrigé des influences conjoncturelles ²	-4.4	-4.8	+1.5
Variation du solde budgétaire effectif	-2.4	-3.5	+3.4
Croissance des dépenses réelles ³	+3.4	+6.6	+1.6
Variation du rapport des prélèvements fiscaux au PIB ⁴	-0.6	-1.0	+0.6

1. Tous les chiffres se rapportent aux administrations publiques.

2. Le signe (-) indique une orientation plus expansionniste de la politique budgétaire, et le signe (+) une orientation plus restrictive.

3. Achats de biens et services des administrations publiques.

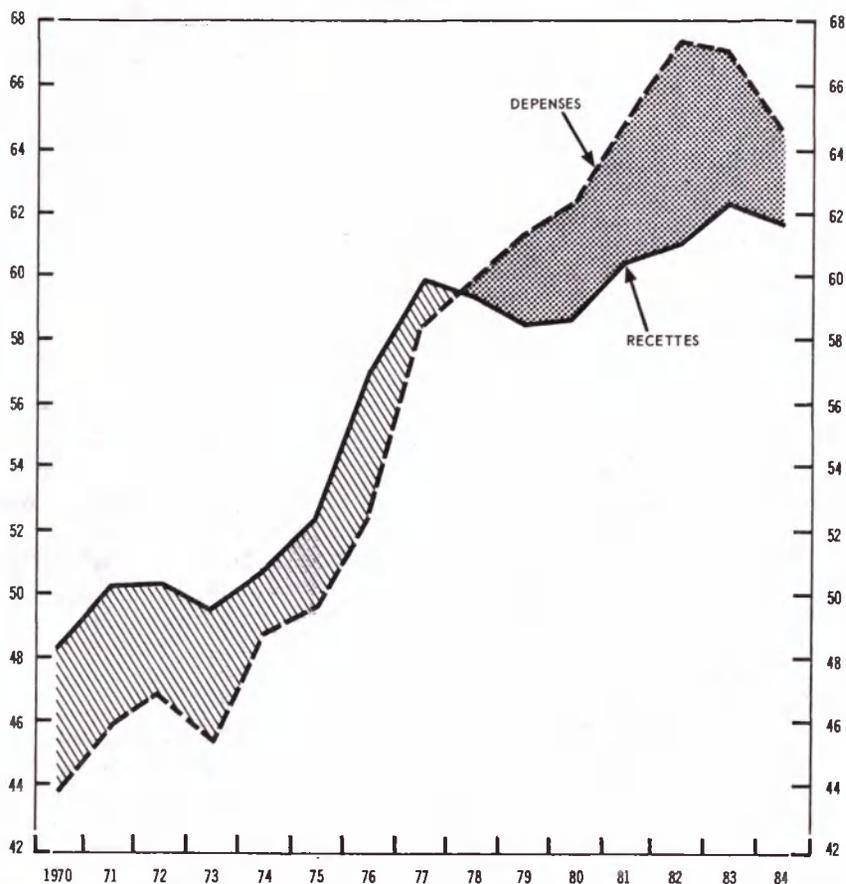
4. Rapport des recettes fiscales totales (y compris les charges sociales au PIB).

Source : Secrétariat de l'OCDE.

1984 dans le sens du resserrement, à proportion de 1½ pour cent du PIB au total (tableau 4). (On trouvera à l'Annexe I une analyse détaillée de l'évolution budgétaire de 1983 à 1985). Ce resserrement a été soigneusement conçu de façon à ce qu'il s'opère au moment où les effets expansionnistes de la dévaluation commencent à gagner l'économie interne. Pour améliorer le solde commercial et dégager des ressources pour la nécessaire progression de l'investissement, il a fallu restreindre d'autres composantes de la dépense intérieure, notamment la consommation privée. De plus, la situation des finances publiques imposait une politique d'austérité budgétaire. Une grande rigueur a présidé aux inscriptions de dépenses ; après une progression ininterrompue depuis la seconde guerre mondiale, le rapport des dépenses publiques générales au PIB s'est stabilisé en 1983 aux environs de 68 pour cent pour tomber à 65 pour cent en 1984. Cette rupture avec les tendances passées est encore plus prononcée si l'on déduit les versements d'intérêts. La baisse ainsi enregistrée en 1984 tient au souci notamment de rigueur dans les dépenses et à l'effet exercé une fois pour toute sur le niveau des dépenses par la réduction du taux de base des pensions et la diminution des aides sélectives et non permanentes à l'industrie, ramenées de 10¼ milliards de couronnes en 1983 à 3½ milliards en 1984 (soit de 1½ pour cent à ½ pour cent du PIB). L'assainissement des finances publiques a été obtenu aussi pour une part importante par un accroissement des recettes. Celui-ci a largement tenu à l'accélération de l'activité économique mais aussi au fait qu'en 1983, essentiellement en raison du relèvement des impôts indirects, le rapport des prélèvements fiscaux au PIB a augmenté avant de diminuer légèrement en 1984.

Le budget de l'exercice 1985/86 a été présenté au début de janvier 1985. Selon les estimations du Secrétariat de l'OCDE, le solde budgétaire des administrations publiques, corrigé des influences conjoncturelles, devrait rester à peu près inchangé en 1985. Ce fait s'éclaire évidemment par la perspective d'un affaiblissement de l'effet d'entraînement exercé sur l'économie suédoise par la demande extérieure. Les dépenses du secteur public, corrigées de l'inflation, devraient continuer d'augmenter, notamment au niveau des administrations municipales, mais à un rythme plus lent que la production totale, de sorte que le rapport des dépenses au PIB marquera une nouvelle baisse. Afin de limiter les hausses de prix en 1985, on n'a pratiquement pas modifié la fiscalité indirecte, et le rapport des prélèvements fiscaux au PIB devrait baisser d'environ un point. Toutefois, les mesures temporaires de gestion de trésorerie portant notamment sur l'échéancier des versements des cotisations de sécurité sociale, tendront à peser sur le solde financier global. Corrigé de ces effets, le budget des administrations publiques pourrait se solder par un déficit d'environ 25 milliards de couronnes, soit 3 pour cent du PIB. En 1986, les augmentations délibérées de dépenses seront

Graphique 2. Dépenses et recettes des administrations publiques
En % du PIB



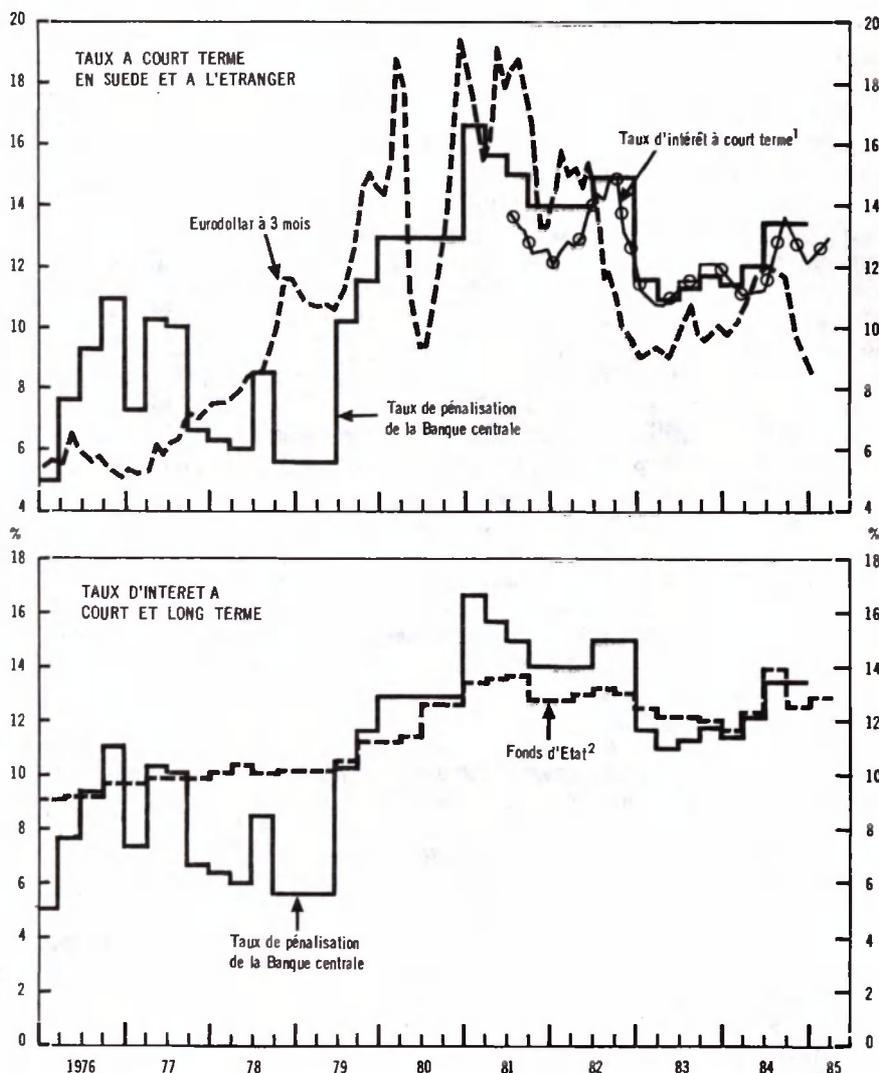
Source : Bureau central de statistiques, Comptes nationaux et Ministère des Finances.

sans doute faibles, mais les versements d'intérêts pourraient continuer de s'accroître régulièrement. La progression des recettes publiques devrait être plus modérée avec le ralentissement de l'expansion économique et la moindre progression des salaires et des prix ; tout compte fait, selon les estimations de l'OCDE, le déficit budgétaire pourrait être à peu près du même ordre de grandeur qu'en 1985.

Une action bien équilibrée sur la demande exigeait aussi une *politique monétaire* restrictive. Les contraintes liées aux déséquilibres financiers importants qui ont caractérisé l'économie suédoise au début des années 80, notamment l'alourdissement rapide de la dette extérieure et de l'endettement du secteur public, ont continué de peser sur la mise en œuvre de la politique économique, encore que la contraction du déficit budgétaire et le redressement de la balance courante aient manifestement facilité la tâche des autorités monétaires. L'objectif

guidant ces dernières dans leurs opérations a été de maintenir les taux d'intérêt du marché monétaire à des niveaux assurant à peu près l'équilibre des flux de capitaux sur le marché des changes. Les mouvements de capitaux à court terme sont acceptés, l'objectif étant d'assurer l'équilibre sur de plus longues périodes. Indépendamment de la modulation du coût des recours à la banque centrale, les opérations d'open-market sont devenues, avec l'apparition d'un marché secondaire de bons du trésor suffisamment large, un nouvel et important moyen

Graphique 3. Taux d'intérêt



1. Taux des certificats de dépôt à 3 mois jusqu'à juin 1983, puis taux des bons du trésor à trois mois.
 2. A partir de 1984, bons du trésor à cinq ans.

Sources : Banque centrale, Secrétariat de l'OCDE.

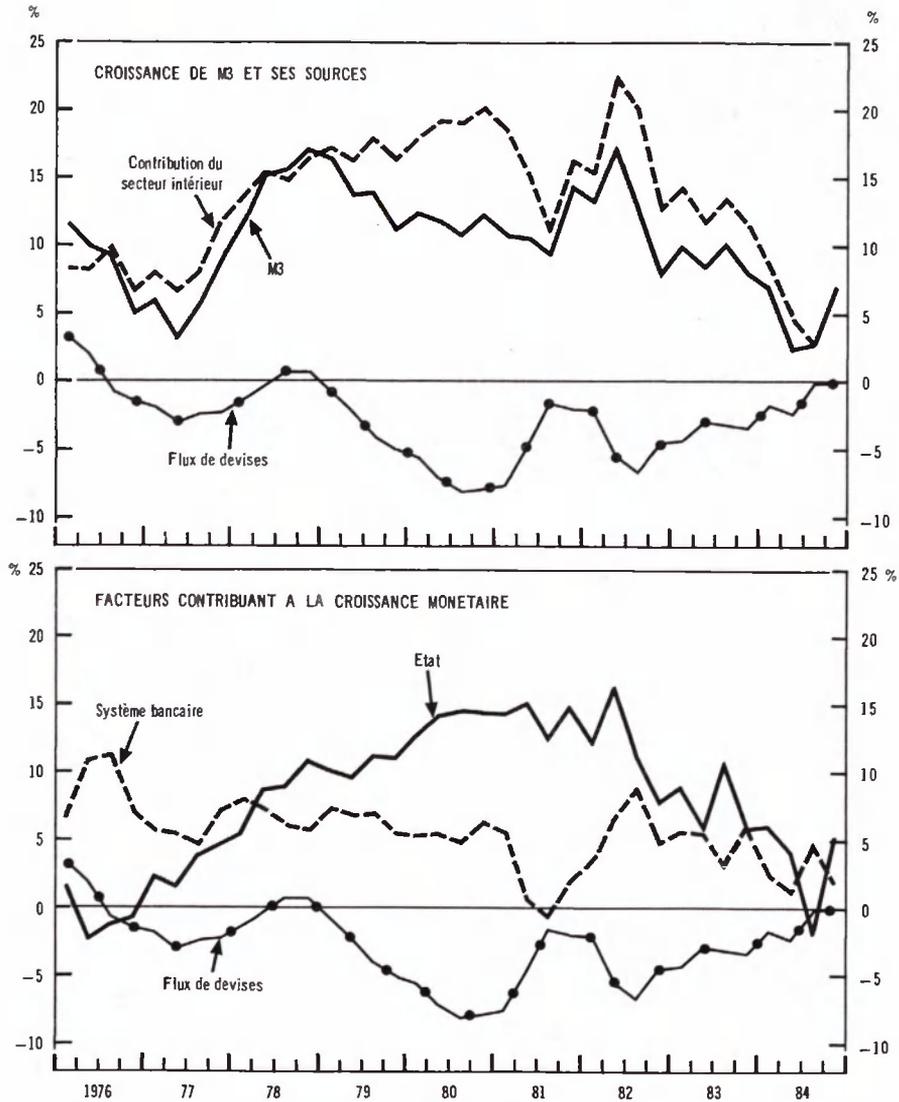
d'action entre les mains de la Riksbank. Ainsi, le relèvement des taux du marché monétaire par le jeu d'opérations d'open-market en mai a constitué la réaction des autorités à des écarts de taux d'intérêt devenus défavorables et à des sorties persistantes de capitaux. Cette mesure se révélant insuffisante pour interrompre les sorties de fonds, les taux d'escompte et de pénalisation ont été relevés au mois de juin. Le renversement ultérieur des mouvements de capitaux a permis une détente des taux du marché monétaire à l'automne 1984. Les nouvelles sorties enregistrées en novembre ont rendu nécessaire un autre relèvement de ces taux en janvier 1985, par le biais d'opération d'open-market (graphique 3).

bb. Dans une perspective un peu plus longue, généralement un an, les autorités fixent des directives concernant l'expansion de l'encours des crédits bancaires non prioritaires (c'est-à-dire les crédits accordés à d'autres fins que la construction de logement et le financement de la dette publique). Traditionnellement, le crédit bancaire était contrôlé par le jeu de coefficients d'actifs liquides, mais depuis que ceux-ci ont été supprimés, à l'automne 1983, c'est par le biais de recommandations que la Banque centrale agit sur le comportement des banques. En 1983 et 1984, la norme a été de 4 pour cent, ce qui implique une diminution en termes réels. Étant donné la faible croissance des dépenses de consommation et, par conséquent, de la demande de crédit des ménages, et du fait aussi de la situation financière très confortable des entreprises, les banques n'ont guère eu de difficultés à respecter la norme d'expansion du crédit. Ainsi, avec l'élargissement de la gamme des instruments de la dette publique et, plus récemment, la création de nouvelles formes d'épargne à l'intention des ménages, la part du besoin d'emprunt de l'État financée en dehors du système bancaire s'est accrue régulièrement. Afin de consolider cette évolution, les principaux investisseurs institutionnels tels que la Caisse de Retraite Nationale (AP) et les compagnies d'assurance ont été invités à investir en obligations prioritaires (obligations d'état et obligations mobilière) environ 73 pour cent de l'accroissement net de leurs ressources à partir de septembre 1984, taux qui a été porté à 85 pour cent en 1985. Contrairement au réglementation précédente, il n'y a maintenant aucune obligation de détenir des obligations. De plus, la masse importante des liquidités que les entreprises ont dû déposer auprès de la banque centrale pour se conformer aux diverses réglementations relatives au fonds d'investissement a aussi contribué à réduire le financement monétaire du déficit budgétaire. Ainsi, évaluée au moyen des indicateurs classiques, la politique monétaire est restée relativement restrictive. Les taux d'intérêt, on l'a vu, ont été assez élevés, en termes nominaux comme en termes réels, et l'expansion de la masse monétaire au sens large a été très modérée en 1984 (en moyenne 4½ pour cent) (graphique 4).

La conception de la politique monétaire qui, jusqu'aux premières années de la présente décennie, avait principalement été fondée sur la mise en œuvre de réglementations, a été sensiblement modifiée. Ce changement d'orientation a commencé en 1982 avec l'introduction d'un nouveau titre de la dette publique, le bon du Trésor à intérêt précompté, destiné aux investisseurs non-institutionnels. D'autres mesures ont suivi :

- La gestion de la dette publique a été principalement conçue pour étayer la politique monétaire dans un régime plus largement fondé sur le jeu des forces du marché.
- Les taux d'intérêt ont été déréglementés pour les compagnies d'assurance en 1982, et, en 1983, des recommandations ont remplacé la stricte réglementation des taux d'intérêt des banques;
- Les coefficients d'actifs liquides des banques, qui étaient en vigueur depuis trente ans, ont été supprimés, et la mise en œuvre du contrôle des émissions d'obligations a été assouplies.

Graphique 4. Expansion de la masse monétaire



Source : Banque centrale.

- La suppression des coefficients d'actifs liquides des banques, ainsi que de l'obligation faite aux compagnies d'assurance de détenir un certain pourcentage d'obligations dans leurs portefeuilles, a favorisé l'apparition d'un marché secondaire pour les titres obligataires.

iii) Demande, production et solde extérieur

Selon des données provisoires, la croissance économique a été un peu plus rapide qu'il n'était prévu dans la dernière étude de la Suède publiée en février 1984 (tableau 5). Les principales différences sont les suivantes :

- La formation brute de capital fixe s'est redressée plus fortement que prévu, du fait de la progression des bénéfiques et de l'insuffisance des capacités dans certaines industries de base ;
- La consommation des administrations publiques, notamment des municipalités, s'est accrue plus rapidement ;
- En revanche, les exportations de biens et de services ont progressé un peu plus lentement ;
- Le processus de déstockage qui s'était amorcé en 1981 s'est poursuivi en 1984 et a été plus prononcé qu'on ne s'y attendait .

La croissance du PIB a été relativement forte au dernier trimestre de 1983 et au premier trimestre de 1984, mais elle s'est ralentie au cours des deux trimestres suivants. Avec la nouvelle accélération observée dans les trois derniers mois de l'année, son taux moyen s'est élevé à 3 pour cent environ, chiffre un peu supérieur aux premières estimations.

Les dépenses de consommation finale du secteur privé se sont accrues en volume d'environ 1 pour cent en 1984 après avoir diminué de 2 pour cent en 1982 et en 1983. Les revenus réels des ménages ayant augmenté de ½ pour cent, l'expansion de la consommation a été soutenue aussi par une nouvelle baisse du taux d'épargne des ménages, tombé à zéro. La progression des achats de biens et de services du secteur public a été un peu plus rapide qu'en 1983 (1¼ pour cent contre 1 pour cent). Cela s'explique en partie par une légère augmentation des dépenses

Tableau 5. Origine et emploi des ressources

	Milliards de cour.	Pourcentage de variation par rapport à la période précédente aux prix de 1980					
		1979	1980	1981	1982	1983	1984 ²
Consommation privée	397.4	2.4	-0.9	-0.7	1.3	-1.7	0.9
Consommation publique	221.5	4.8	2.3	2.2	0.9	0.9	1.8
Formation brute de capital fixe	143.8	4.5	3.5	-5.3	-1.1	1.1	3.6
Secteur public	21.7	0.1	1.5	-4.0	-4.6	-0.7	-0.7
Construction résidentielle	31.5	1.8	-6.0	-4.7	-1.7	-2.1	3.2
Entreprises	90.6	7.1	8.1	-6.0	0.1	2.8	13.2
Demande intérieure finale	762.7	3.5	0.9	-0.8	0.7	-0.4	1.7
Variation des stocks ¹	-7.2	2.0	1.1	-2.1	-0.0	-0.4	0.7
Demande intérieure totale	755.5	5.5	1.9	-2.8	0.8	-0.8	2.5
Balance extérieure ¹	28.5	-1.6	-0.3	2.6	0.1	3.3	0.6
Exportations, biens et services	282.2	6.1	-0.5	1.4	4.4	10.5	6.1
Importations, biens et services	253.7	11.6	0.4	-7.1	4.3	-0.0	4.9
Produit intérieur brut	784.0	3.8	1.7	-0.3	0.8	2.5	3.0
<i>Pour mémoire :</i>							
Indice implicite des prix de la consommation privée		7.9	12.4	11.3	10.3	10.5	8.5
Indice implicite des prix du PIB		8.0	11.7	9.4	8.6	9.5	8.1
Croissance du PIB, ensemble de l'OCDE		3.1	1.2	1.6	-0.5	2.2	5.0
Croissance du PIB, pays européens de l'OCDE		3.2	1.0	-0.1	0.6	1.3	2.5

1. La variation des stocks et la balance extérieure sont exprimées en pourcentage du PIB de l'année précédente.

2. Bureau central de statistiques, *Comptes nationaux*.

Source : OCDE, *Comptes nationaux*.

militaires de l'administration centrale et par les charges supplémentaires contractées par les municipalités pour soutenir l'emploi (travaux publics spéciaux et mesures spéciales visant à réduire le chômage des jeunes). Les investissements publics ont accusé une nouvelle diminution en 1984 (3¼ pour cent en 1984). Cette tendance décroissante tient à la fois au ralentissement de la consommation du secteur public et au niveau relativement élevé de ses investissements au cours des années antérieures.

L'investissement des entreprises, soutenu par la forte expansion des exportations, l'accroissement des bénéfices et l'amélioration des marges brutes d'auto-financement, a été la composante la plus dynamique de la demande intérieure. La progression a été très inégale selon les secteurs, les plus actifs à cet égard étant l'industrie et le commerce. Dans l'industrie, on a observé une forte reprise des constructions d'usines (42 pour cent) tandis que, pour les machines, l'accroissement a été plus faible (11 pour cent). C'est ainsi que le taux d'investissement par rapport à la valeur ajoutée dans les industries manufacturières, qui avait légèrement augmenté en 1983, a gagné 1 point en 1984. Avec un chiffre de 15 pour cent, ce taux reste cependant inférieur de 2 points à sa valeur dans la période de reprise 1978/79 et de près de 5 points à son «pic» de 1976. Il est à noter que les industries de base (industries extractives, bois, métaux de base et acier) ont accru leur taux d'investissement dans une proportion beaucoup plus forte que les industries mécaniques. On relève aussi que l'expansion de l'investissement a été presque entièrement le fait des grandes entreprises (employant au moins 200 salariés). Chose un peu surprenante, *la construction de logements* a enregistré une augmentation de 3¼ pour cent en volume. Ce chiffre recouvre une diminution des constructions neuves qui a été plus que compensée par une forte progression des activités de remise en état et de reconstruction. Le *processus de déstockage* qui s'était amorcé en 1981, s'est tassé légèrement en 1984, d'où une contribution positive à la croissance du PIB. Au cours de la période 1981-1984, les stocks se sont réduits au total de 22 milliards de couronnes, soit près de deux fois plus qu'au cours de la phase précédente de déstockage (1977-1978).

La contribution du *solde extérieur* à la croissance du PIB a diminué très sensiblement en 1984 (½ pour cent contre 3¼ pour cent en 1983). Cette évolution tient en grande partie à l'accélération des importations de biens et de services (5 pour cent) qui a accompagné l'extension de la reprise à toutes les composantes de la demande intérieure, tandis que le taux de croissance des exportations a baissé par rapport au niveau élevé atteint en 1983. La

Tableau 6. Balance des opérations courantes
Milliards de couronnes

	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Opérations courantes</i>					
Commerce de marchandises	-10.7	-1.2	-5.8	10.2	24.6
Exportations, fob	131.0	144.9	168.1	210.5	242.5
Importations, caf	141.7	146.1	173.9	200.3	217.9
Paiements invisibles, net	-7.3	-12.0	-15.6	-16.7	-22.6
Transports maritimes	3.9	5.0	4.7	6.0	5.7
Voyages	-5.2	-6.2	-5.5	-4.3	-4.8
Autres services	2.8	3.6	4.1	4.8	4.1
Intérêts et dividendes	-3.8	-9.7	-14.0	-16.8	-20.5
Transferts	-5.0	-4.7	-4.9	-6.4	-7.1
Ajustement	-0.8	-1.0	-1.4	-0.3	-1.0
Balance des opérations courantes	-18.8	-14.2	-22.8	-7.0	1.0

Source : Institut national.

Tableau 7. Contribution aux variations de la balance commerciale
En milliards de couronnes

	1981	1982	1983	1984
Contribution du :				
Volume des exportations	0.9	5.8	20.0	16.5
Volume des importations	8.3	-9.4	-3.5	-10.0
<i>dont :</i>				
Importations nettes de pétrole	..	..	3.3	3.0
Navires	..	..	1.3	-3.2
Termes de l'échange	0.3	-1.0	-0.9	8.0
Variation de la balance commerciale	9.5	-4.6	15.0	14.5

Source : Institut national.

demande pondérée par la composition des importations s'est accrue en 1984 d'environ 8 pour cent, dont 4 points environ au titre des importations nécessaires pour la production destinée à l'exportation. Les exportations de marchandises (navires non compris) ont progressé d'environ 9½ pour cent (en volume), assurant ainsi, en moyenne, le maintien des parts de marché globales, et elles ont été particulièrement soutenues à destination des autres pays nordiques et des États-Unis. Cependant, sous l'effet de la détérioration des prix relatifs à l'exportation et de l'insuffisance des capacités dans certaines industries de base, on a enregistré une diminution des parts de marché au long de l'année. Les exportations de produits manufacturés se sont accrues de 9 pour cent en volume (12 pour cent hors ventes de navires). Au total, l'excédent de la balance commerciale a encore augmenté de 14 milliards de couronnes pour s'établir à 25 milliards (tableau 6), cette évolution résultant pour moitié environ d'une amélioration de 3 pour cent des termes de l'échange (tableau 7). La balance des services a également marqué une légère progression, mais celle-ci a été annulée dans une certaine mesure par l'accroissement des charges liées à la lourde dette extérieure, les intérêts versés ayant augmenté d'environ 3 milliards de couronnes pour s'établir à 20 milliards (ce qui correspond à 8 pour cent des exportations totales et 2½ pour cent du PIB). La balance courante a dégagé un léger excédent de 1 milliard (1/4 pour cent du PIB), après un déficit de 7 milliards en 1983 et de 22 milliards en 1982.

iv) État du marché du travail et évolution de l'inflation

Le marché du travail a accusé des tendances diverses en 1984 (tableau 8). D'une part, le nombre de chômeurs déclarés, qui s'était accru de 70 000 au cours des trois années précédentes de récession, a diminué d'environ 15 000 en 1984 pour tomber à 137 000 (soit environ 3.1 pour cent de la population active). D'autre part, le nombre de personnes occupées au titre des programmes de soutien du marché du travail a augmenté de 37 000, dont 30 000 du fait des programmes spéciaux en faveur des jeunes. Ainsi, le nombre total de chômeurs, selon une définition large englobant les chômeurs recensés et ceux qui bénéficient des programmes de soutien du marché du travail, s'est accru d'environ 20 000 personnes, le chômage touchant 7½ pour cent de la population active, contre 7¼ pour cent en 1983. Contrairement à l'évolution observée dans la plupart des autres pays d'Europe et du fait principalement de facteurs démographiques, la croissance de l'offre de main-d'œuvre s'est ralenti sensiblement par rapport à la fin des années 70 et au début des années 80 (environ 20 000 personnes par an actuellement, contre 40 000 à 50 000 auparavant). Cependant, le

Tableau 8. Evolution du marché du travail

	1980	1981	1982	1983	1984
	Milliers de personnes				
Offre de main-d'œuvre	4 318	4 349	4 369	4 391	4 415
Emploi	4 234	4 241	4 232	4 240	4 278
Chômage	84	108	137	151	137
Bénéficiaires de programmes visant le marché du travail	122	115	139	162	199 ¹
	En % de la population active				
Chômage déclaré	1.9	2.5	3.1	3.5	3.1
Chômage déclaré + bénéficiaires de programme visant le marché du travail	4.8	5.1	6.3	7.2	7.6 ¹

1. Non compris l'emploi bénéficiant de l'aide à l'embauche : 179 000 personnes, soit 7.1 % de la population active.

Source : Bureau central de Statistiques.

Tableau 9. Inflation

En %

A. Comparaison internationale

	Taux annuel moyen					Taux effectif	
	Moyenne		1982	1983	1984	Période de 12 mois se terminant en décembre	Période de 6 mois se terminant en décembre
	1961-1970	1971-1981					
Suède	4.0	9.5	8.6	8.9	8.0	8.2	4.4
Etats-Unis	2.8	8.1	6.1	3.2	4.3	4.0	1.5
Japon	5.8	8.6	2.7	1.9	2.2	2.6	1.3
Allemagne	2.7	5.2	5.3	3.3	2.4	2.0	0.6
Autriche	3.6	6.3	5.4	3.3	5.6	5.0	1.1
Danemark	5.9	10.0	10.1	6.9	6.3	5.6	1.9
Finlande	5.0	11.3	9.6	8.3	7.1	6.1	2.0
Pays-Bas	4.0	7.3	6.0	2.8	3.3	2.8	1.2
Norvège	4.5	8.9	11.3	8.9	6.2	5.9	2.2
Suisse	3.3	5.1	5.6	3.0	2.9	2.9	1.3
7 grands pays	3.2	8.7	7.0	4.5	4.5	4.1	1.7
Pays européens de l'OCDE	3.8	10.6	10.5	8.3	7.6	6.9	2.9
Total OCDE	3.3	9.2	7.8	5.3	5.3	4.9	2.1

B. Facteurs contribuant à la hausse des prix à la consommation

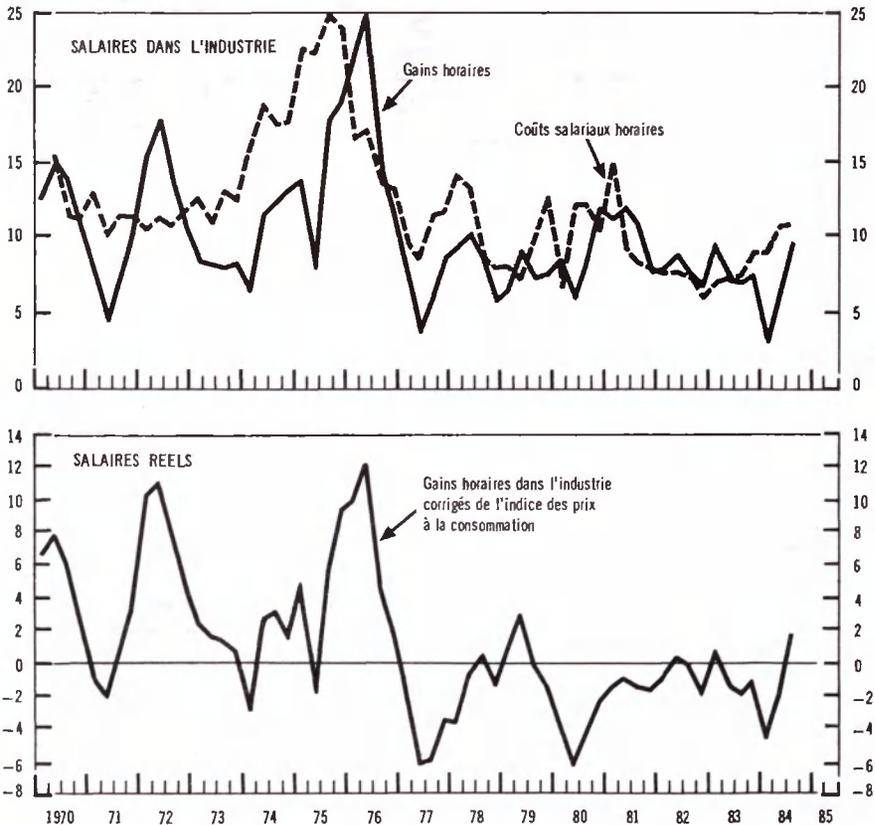
	1980	1981	1982	1983	1984
Impôts indirects	3.4	-0.7	0.3	2.0	1.2
Prix internationaux	3.8	4.4	4.9	2.9	1.8
Loyers	2.3	2.2	1.5	0.8	1.9
Autres	4.2	3.5	3.2	3.6	3.2
Total (décembre/décembre)	13.7	9.4	9.9	9.3	8.1

Source : OCDE et Institut national.

nombre total d'heures ouvrées par salarié a augmenté plus rapidement que par le passé, la durée moyenne du travail par salarié s'étant allongée pour la troisième année de suite. La demande de main-d'œuvre a amorcé un net redressement au second semestre de 1984 et, pour la première fois depuis 1980, l'emploi industriel s'est accru (d'environ 10 000 personnes). Dans les services privés, l'emploi s'est développé de façon très inégale selon les branches d'activité, mais on note au total une légère progression. Comme les années précédentes, ce sont les municipalités qui ont apporté la plus forte contribution à la croissance de l'emploi total (36 000 personnes). Cependant, l'augmentation des offres d'emploi, malgré l'accélération observée vers la fin de l'année, est restée plus faible qu'au cours des phases de reprise précédentes ; on a vu néanmoins apparaître une nette pénurie de travailleurs ayant des qualifications techniques.

L'évolution des coûts et des prix en 1984 a été décevante. Les coûts salariaux horaires totaux dans le secteur manufacturier auraient augmenté de 10¼ pour cent pour les travailleurs manuels, marquant ainsi une nouvelle accélération par rapport aux 9¼ pour cent

Graphique 5. Salaires nominaux et réels
Données trimestrielles; pourcentage de variation
des chiffres trimestriels sur un an



Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

enregistrés en 1983. Si les charges de sécurité sociale ont été maintenues stables, cela a été plus que compensé par le niveau plus élevé des majorations de salaires négociées et par un plus fort glissement des salaires, évolutions qui reflètent dans une certaine mesure un « rattrapage » sur l'accord salarial relativement généreux conclu pour 1983 dans le secteur public, ainsi que l'amélioration de la situation dans certains secteurs du marché du travail. La vive progression des bénéfices a par ailleurs renforcé les revendications salariales et donné aux entreprises plus de moyens pour les satisfaire. Si l'on tient compte des travailleurs non manuels, les coûts salariaux horaires moyens ont augmenté de 9 pour cent dans l'industrie et quelque 8 pour cent dans l'ensemble de l'économie (dont environ 2½ pour cent au titre du glissement des salaires). Les gains de productivité ayant été assez importants (7 pour cent), les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier n'ont augmenté « que » de 2 pour cent. Les marges bénéficiaires appliquées aux coûts variables ont évolué très différemment d'une branche d'activité à l'autre. L'accroissement des marges calculées a varié par exemple de 0 à 4½ pour cent dans les industries de base mais il a été de ½ pour cent seulement dans les industries mécaniques. Ainsi, malgré un blocage temporaire des prix (d'avril à juillet), le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'indice des prix à la consommation, n'a diminué que d'un point pour s'établir à 8.0 pour cent en 1984 – taux supérieur de plus de 3 points à la moyenne de la zone de l'OCDE et deux fois plus élevé que l'objectif des autorités (tableau 9). La moindre incidence des augmentations d'impôts indirects et des prix déterminés par le marché mondial a été partiellement compensée par la hausse des coûts de logement.

Prévisions pour 1985 et 1986

Les projections sont fondées sur les hypothèses techniques habituelles :

- a) Politique macro-économique inchangée ;
- b) Taux de change stable (9.09 couronnes pour 1 dollar) ;
- c) Prix nominal du pétrole inchangé (27.3 dollars par baril).

Pour un petit pays à économie ouverte, l'évolution de l'activité économique internationale joue un rôle déterminant. Avec un ralentissement de l'expansion aux États-Unis, l'impulsion d'origine externe dont bénéficie l'économie suédoise devrait s'affaiblir au cours de la période considérée. On s'attend aussi en moyenne à un tassement de la croissance économique dans les autres pays nordiques. De ce fait, le taux d'expansion des marchés extérieurs de la Suède pourrait être d'environ 6 pour cent en 1985 et 1986, contre 9 pour cent en 1983.

Le point sensible des présentes projections est l'évolution des coûts et des prix au cours des deux prochaines années. Non seulement les résultats à l'exportation dépendront de l'évolution de la compétitivité relative, mais il semble aussi que la reprise dans l'industrie pourrait s'étioler par suite d'une perte de confiance des entreprises et de la nécessité de maintenir des taux d'intérêt élevés si les pressions sur les coûts ne s'atténuent pas sensiblement. Selon le gouvernement, il devrait être possible de ramener l'inflation à 3 pour cent en 1985 et la réalisation de cet objectif serait compatible avec des majorations totales de salaires d'environ 5 pour cent d'une année sur l'autre. Toutefois, cet objectif risque d'être dépassé, étant donné qu'une large partie de la marge ainsi laissée à la hausse des prix se trouve déjà utilisée avec l'augmentation de 2¼ pour cent de l'indice des prix à la consommation enregistrée pour les trois premiers mois de cette année, encore que cette hausse reflète dans une certaine mesure l'effet exercé sur le prix des importations par le cours élevé du dollar pendant les premiers mois de 1985. Conformément à l'accord informel passé avec le Gouvernement, les organisations du marché du travail ont accepté de limiter les hausses de salaires à 5 pour cent en 1985. Les syndicats (LO) et le patronat (SAF) sont convenus de recommander aux partenaires sociaux de négocier dans le cadre de ce plafond. Les conventions collectives actuellement conclues, qui

couvrent la majeure partie du marché du travail, sont compatibles avec ces recommandations. Étant donné le rythme de hausse des salaires en 1984, un plafond de 5 pour cent ne laisse guère de place à l'augmentation des salaires en 1985. Le glissement des salaires dans l'industrie manufacturière a été de 4¼ pour cent en 1984, et si la situation du marché du travail reste pratiquement inchangée, il pourrait être difficile de le réduire sensiblement. Qui plus est, la forte progression des salaires en 1984 a été contrebalancée par d'importants gains de productivité conjoncturels, et l'on peut raisonnablement s'attendre, pour 1985, au retour à une progression plus normale de la productivité. Ainsi, la pression des coûts unitaires de main-d'œuvre pourrait au mieux rester à peu près inchangée, mais des marges bénéficiaires qui demeureraient constantes après deux années d'amélioration très sensible (l'accroissement des marges a contribué pour 1½ pour cent environ à la hausse des prix en 1984) aideraient cette évolution. Pour augmenter les chances d'arriver à un résultat proche de son objectif, le gouvernement a institué récemment un blocage temporaire des prix prenant effet au 6 mars. Il veut ainsi éviter qu'un nouvel accroissement des marges bénéficiaires ne compromette la réalisation de l'objectif fixé en matière d'inflation et que les entreprises ne répercutent sur leurs prix des hausses de coûts d'origine intérieure supérieures à celles dont on a tenu compte pour l'objectif de progression des salaires (5 pour cent). Le gouvernement espère aussi que le blocage contribuera à réduire les anticipations inflationnistes. Le dispositif devrait être levé progressivement à mesure que les branches d'activité auront négocié avec l'Office des prix des hausses jugées conformes à l'objectif officiel. L'hypothèse de travail retenue dans la présente Étude est que les majorations de salaires seront, en moyenne, proches de 6 pour cent en 1985 et que l'inflation se ralentira au cours de l'année pour tomber à 4½ pour cent, ce qui correspond à une hausse des prix de 6½ pour cent d'une année sur l'autre.

Avec la décélération des échanges mondiaux, le rythme de la reprise en Suède, si

Tableau 10. Perspectives pour 1985 et 1986
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, volumes

	1984	1985	1986	Prévisions officielles 1985
Consommation privée	0.9	1 ½	1	1.4
Consommation publique	1.8	1	¾	0.8
Investissement total	3.6	4 ½	2 ¼	3.7
<i>dont :</i>				
Secteur public	-5.4	-1 ½	-½	1.2
Investissement non résidentiel du secteur privé	6.1	8	4	8.4
Investissement résidentiel	3.2	-1 ½	-1 ½	-2.4
Demande intérieure finale	1.7	2	1	2.3
Formation de stocks	0.7	1	½	1.3
Demande intérieure totale	2.5	3	1 ½	3.6
Exportations de biens et services	6.1	4 ¼	4	4.3
Importations de biens et services	4.9	6	4	6.3
Solde extérieur	0.6	-¼	..	-0.4
PIB aux prix du marché	3.0	2 ½	1 ¾	2.4
<i>Pour mémoire :</i>				
Indice implicite des prix du PIB	8.1	6¾	4¾	6.0
Indice implicite des prix de la consommation privée	8.5	6½	4½	6.0
Emploi	0.8	¾	½	0.9
Chômage	3.1	3	3	2.9
Production manufacturière	6.9	4½	2½	6

Sources : Ministère des Finances, et Secrétariat de l'OCDE.

Tableau 11. Projections concernant le commerce extérieur et la balance des opérations courantes¹

	1984		1985		1986	
	Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
	En pourcentage					
Exportations de biens	7.1	7.2	4 3/4	5 1/4	4 1/4	3 1/2
<i>dont :</i>						
Biens manufacturiers	9.4	5.5	5 1/4	6	4 3/4	4 1/4
Importations de biens	4.7	4.8	6	3 1/2	4 1/4	2 1/2
<i>dont :</i>						
Biens manufacturiers	9.7	3.5	9 1/4	4 1/2	5	3 3/4
	Millions de dollars des Etats-Unis					
Balance commerciale (fob/fob)	4 511		4 645		5 350	
Opérations invisibles, nettes	-4 420		-5 087		-5 705	
Balance courante	91		-442		-355	

1. Taux de change Couronne suédoise/Dollar des E.-U. : 1984: 8.27, 1985: 9.09 et 1986: 9.03.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

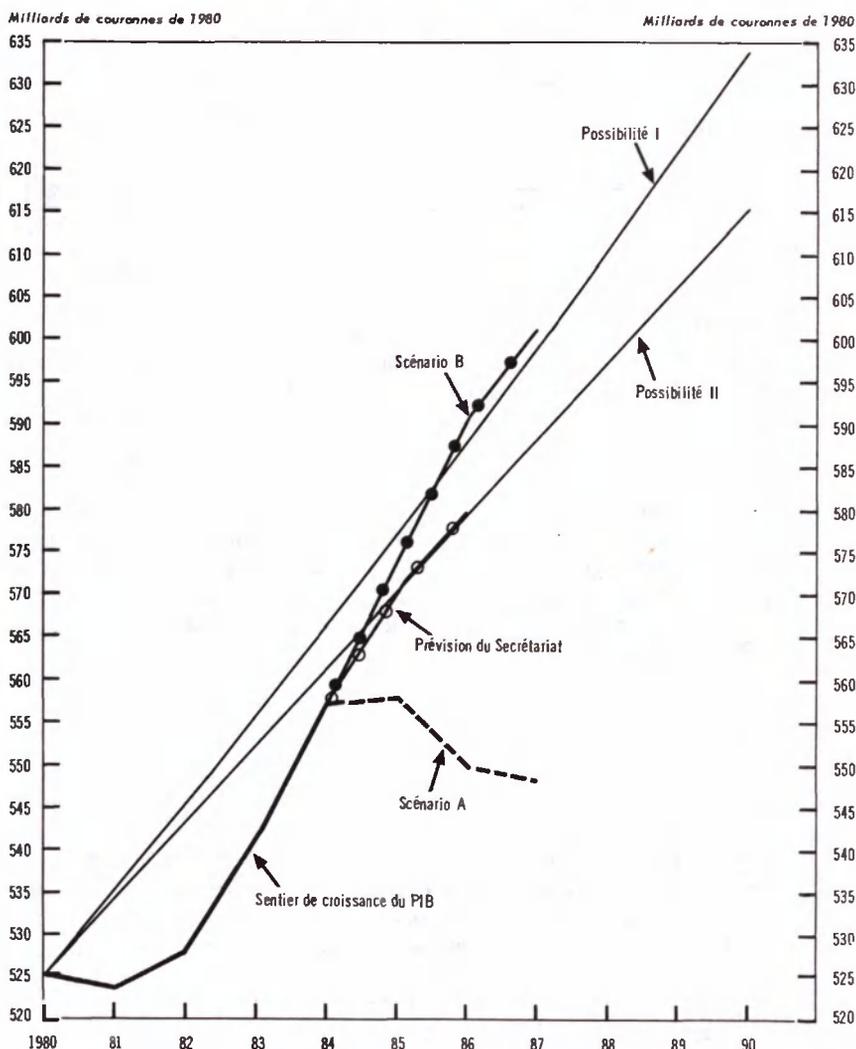
fortement tributaire de la bonne tenue des marchés extérieurs et de la croissance de l'investissement, devrait aussi s'affaiblir (tableaux 10 et 11). Sur la base des hypothèses du Secrétariat concernant l'évolution des coûts, la compétitivité internationale pourrait se dégrader mais les exportations de produits manufacturés devraient bénéficier du moins en 1985, des effets retardés de la dévaluation et du déplacement qui continue de s'opérer dans la demande mondiale au profit des biens d'équipement dont le poids dans les exportations suédoises est considérable. Le volume des importations devrait augmenter du fait de la teneur plus forte en produits étrangers de la croissance de la demande, notamment dans le secteur de la consommation privée et de la formation de stocks. De ce fait, la contribution de la variation du solde extérieur à la croissance du PIB semble devoir devenir négative en 1985 et sera probablement presque nulle en 1986.

A supposer que les salaires et les prix évoluent conformément aux prévisions ci-dessus et que l'emploi marque encore une légère progression, les revenus disponibles réels devraient permettre une certaine accélération de la croissance de la consommation privée. En revanche, la nécessité de réduire le déficit du secteur public fixe d'étroites limites à l'expansion de la consommation des administrations. L'élément le plus dynamique de la demande intérieure sera sans doute la formation de capital fixe dans le secteur manufacturier. La dernière enquête sur les intentions d'investissement dans l'industrie laisse prévoir un nouvel et important accroissement en 1985, (de 25 pour cent en volume). Le renversement du mouvement des stocks devrait contribuer notablement à la progression de la demande globale. Quant à la construction de logements, elle cessera probablement de baisser cette année. Ainsi, la croissance globale pourrait se ralentir, le taux revenant à quelque 2 1/2 pour cent en 1985 et 1 3/4 pour cent en 1986. Avec une évolution conjoncturelle normale de la productivité, l'emploi continuerait d'augmenter et le chômage accuserait un léger recul. Quant à la balance courante, elle redeviendra probablement déficitaire en 1985 et 1986, du fait principalement de l'accroissement continu des intérêts de la dette extérieure et d'une augmentation des transferts publics et privés.

Mise en perspective des projections

Il n'est pas sans intérêt de replacer les présentes projections du Secrétariat dans une perspective un peu plus reculée en les mettant en regard des scénarios présentés dans l'Étude officielle à moyen terme de 1984, bien que celle-ci ne donne pas de véritables prévisions. Le graphique 6 présente deux sentiers de croissance possible pour la décennie 1980-1990 (sentier I et sentier II) qui constituent les « projections » de base pour la réalisation du plein emploi en 1990¹. Le premier scénario privilégie l'accroissement de l'excédent commercial et

Graphique 6. Projections officielles à moyen terme



Note : Graphique établi à partir des scénarios de croissance du PIB présentés dans l'étude à moyen terme, des comptes nationaux provisoires de 1984 et des projections du Secrétariat.

Sources : Étude à moyen terme et estimations du Secrétariat.

de la consommation et de l'investissement privés dans la poursuite de cet objectif, tandis que le second fait fond sur l'augmentation des dépenses publiques plus que sur la croissance dans le secteur privé. De plus, en prenant comme point de départ la situation de 1983, on a tracé deux sentiers de «raccordement» à plus court terme. L'un, le sentier A, est basé essentiellement sur l'évolution des salaires et des prix observée dans le passé, à savoir un taux d'inflation irréductible d'environ 8 à 10 pour cent, et sur une politique budgétaire passive, c'est-à-dire que les projections des tendances des dépenses et recettes du secteur public impliquent l'absence de nouvelles mesures délibérées concernant les dépenses ou la fiscalité. L'autre, le sentier B, est fondé sur l'hypothèse d'une inflation nettement plus faible (notamment à court terme) et de mesures gouvernementales visant à améliorer régulièrement la situation budgétaire (on trouvera de plus amples détails à ce sujet à l'Annexe I). Les projections du Secrétariat font apparaître pour 1986 une certaine déviation par rapport au sentier d'ajustement «souhaitable». Il n'en serait donc, semble-t-il, que plus nécessaire de veiller à ce que l'évolution des coûts et des prix intérieurs soit compatible avec la conjoncture internationale. Les autorités ont fait un pas dans ce sens en décrétant récemment un blocage des prix, encore qu'il y ait un risque de dérapage une fois que le dispositif sera levé. De surcroît, bien que le déficit budgétaire ait à peu près suivi le sentier défini dans l'Étude à moyen terme, il semble qu'il y ait du chemin à faire pour que le besoin de financement du secteur public soit suffisamment réduit. Il se pourrait donc que sans un renforcement de l'action des autorités, le plein emploi ne soit pas atteint, du moins si l'on veut que l'économie présente les caractéristiques structurelles souhaitables pour assurer durablement la croissance au-delà de 1990. Ces questions sont examinées de façon détaillée dans la Partie II.

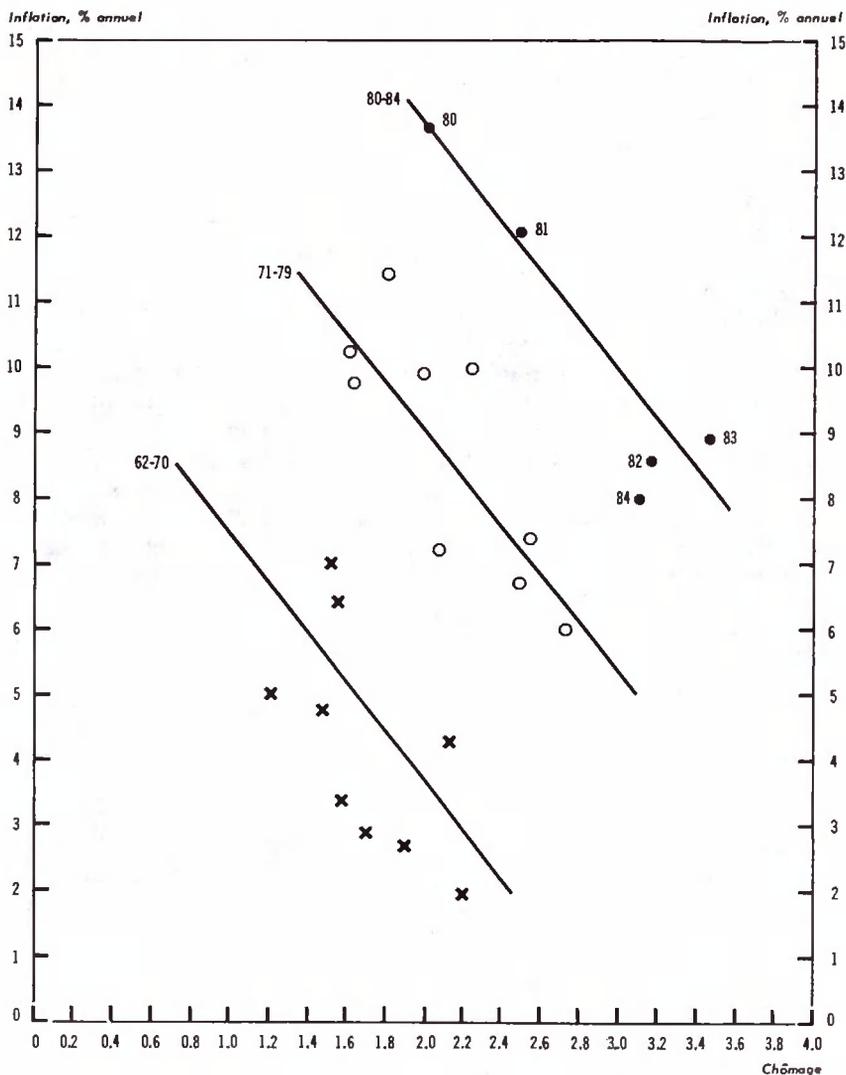
II. PROBLÈMES POSÉS PAR LE MAINTIEN DU PLEIN EMPLOI A MOYEN TERME

Depuis la guerre, le plein emploi n'a cessé d'être l'objectif prioritaire de la politique économique suédoise. Dans le budget présenté récemment, le gouvernement a vigoureusement réaffirmé sa volonté d'atteindre cet objectif. Les conditions dans lesquelles le plein emploi et l'équilibre de la balance extérieure pourraient être rétablis d'ici la fin de la présente décennie est au centre de l'Étude à moyen terme publiée par les autorités au début de 1984. La principale conclusion de cette Étude était que ce double objectif pouvait être atteint si un certain nombre de conditions étaient remplies. Bien que parfaitement conciliables à long terme, ces conditions – stabilité des prix, équilibre budgétaire et rentabilité suffisante des entreprises – obligent souvent à opérer des arbitrages difficiles à court terme. On examinera ici quelques uns de ces points, notamment les impératifs qui devront guider la politique économique dans les années à venir, tandis que les principaux résultats «empiriques» de l'Étude à moyen terme seront analysés dans l'Annexe I.

L'objectif de plein emploi

L'objectif de plein emploi est défini comme le niveau minimum de chômage frictionnel, correspondant à 2 pour cent de la population active. En retenant le même chiffre que dans l'Étude à moyen terme publiée en 1978, les autorités n'ont pas tenu compte de l'augmentation tendancielle du chômage frictionnel observée en Suède comme dans d'autres pays depuis le

Graphique 7. Chômage et inflation, 1962-1984



Source : Ministère des Finances, Étude à moyen terme, SOU 1984:4.

milieu des années 70. Cela s'explique sans doute par le fait qu'elles se sont traditionnellement fixé des objectifs très ambitieux en matière d'emploi. De fait, selon les termes du gouvernement : «Le rétablissement du plein emploi est l'objectif prioritaire de la politique gouvernementale. Toute personne qui souhaite travailler doit pouvoir obtenir un emploi satisfaisant. Le chômage est une tragédie personnelle et un gaspillage de ressources» (Budget

de la Suède pour 1985-86 p. 17). Dans les années 60, le taux de chômage s'était rarement écarté de la fourchette de 1½ à 2 pour cent ; il s'était maintenu aux alentours de 2 à 2½ pour cent dans les années 70 et il est resté voisin de 2½ à 3 ½ pour cent durant les premières années 80. Ce résultat exceptionnel par rapport aux autres pays a été obtenu au prix d'une détérioration régulière de la relation représentée par la courbe de Phillips, c'est-à-dire par une progression de l'inflation par paliers successifs (graphique 7). Pour atteindre l'objectif de plein emploi fixé par les autorités, il faudrait qu'un effort très sensible soit fait pour réduire les rigidités que constituent, sur le marché du travail, les obstacles à la mobilité (professionnelle et géographique) et le manque de flexibilité des salaires. Sinon, c'est la stabilité des prix qui serait compromise. De plus, un tel engagement limite sérieusement les possibilités d'action sur le plan macro-économique en cas de choc extérieur ou exogène, comme des variations des termes de l'échange, de la productivité globale ou du niveau des coûts intérieurs, et cette contrainte n'a sans doute pas été étrangère, dans le passé, à la détérioration des résultats macro-économiques.

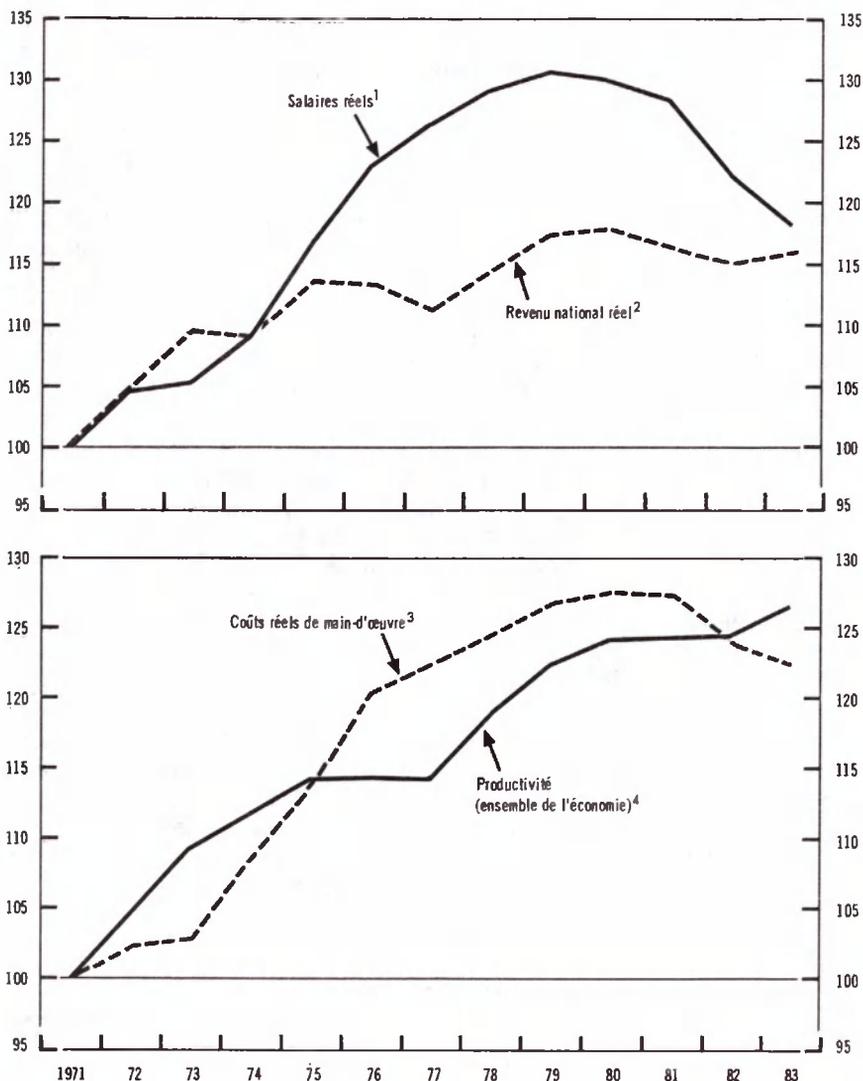
La croissance de l'emploi total observée au cours de la dernière décennie s'explique presque entièrement par l'expansion dans le secteur public. Toutefois, on s'accorde largement à reconnaître que compte tenu des niveaux actuels d'imposition, ainsi que des contraintes financières découlant de l'augmentation rapide du déficit budgétaire, de la dette publique et de la part des paiements d'intérêt dans les dépenses totales au cours des dernières années, les possibilités d'accroître les dépenses publiques dans l'avenir sont très limitées, de sorte que, dans les années à venir, les nouveaux emplois devront principalement être créés dans le secteur privé. D'après les prévisions officielles à moyen terme, c'est surtout dans le secteur des services que des emplois seront créés, encore que l'on s'attende à ce que les effectifs des industries manufacturières, fortement réduits au début des années 80, augmentent à nouveau vers la fin de la période considérée (1983-1990) (tableau 12). L'accroissement de l'emploi dans le secteur des services s'explique en partie par le ralentissement des gains de productivité observé depuis la fin des années 70. Cette évolution est assez surprenante, étant donné la rapidité avec laquelle les technologies modernes d'information se sont diffusées dans ce secteur depuis quelques années. Il est possible qu'elle témoigne d'un retour à des gains de productivité plus normaux. Cependant, il se peut aussi que l'expansion du secteur des services dépende dans une large mesure de celle du secteur manufacturier. De plus, durant les périodes de récession, comme celle de 1980-82, les gains de productivité dans le secteur des services se ralentissent fortement en raison de la rétention d'un plus grand nombre d'agents techniques et d'employés. A long terme, l'expansion du secteur des services dépendra dans une large mesure de la viabilité et du développement rapide du secteur manufacturier, dont les conditions sont analysées dans la partie III.

Tableau 12. **Evolution sectorielle de l'emploi entre 1970 et 1990**

	1970-1980	1980-1983	1983-1990	Accroissement annuel moyen (en %) entre 1983 et 1990	Accroissement annuel moyen (en %) entre 1970 et 1983
	(milliers de personnes)				
Production de biens et d'énergie <i>dont :</i>	-233.4	-124.6	+59.5	0.6	-1.5
Production manufacturière	-73.8	-91.1	+55.3	0.9	-1.1
Services privés	+62.5	+36.9	+108.8	1.1	0.6
Secteur public	+502.9	+64.9	+127.7	1.1	5.7
Total	+332.0	-22.8	+296.0	1.0	0.6

Source : Ministère des Finances, *Etude à moyen terme 1984* SOU 1984:4.

Graphique 8. Avance des salaires réels
Indices, 1971 = 100



1. Revenu salarial (selon la définition des comptes nationaux) horaire, corrigé de l'indice implicite des prix de la consommation privée.
2. Revenu national brut en termes réels divisé par le total des heures ouvrées.
3. Coût total de main-d'œuvre corrigé de l'indice implicite des prix du PIB.
4. PIB réel divisé par le nombre total d'heures ouvrées.

Source : Statistics Sweden, Comptes nationaux.

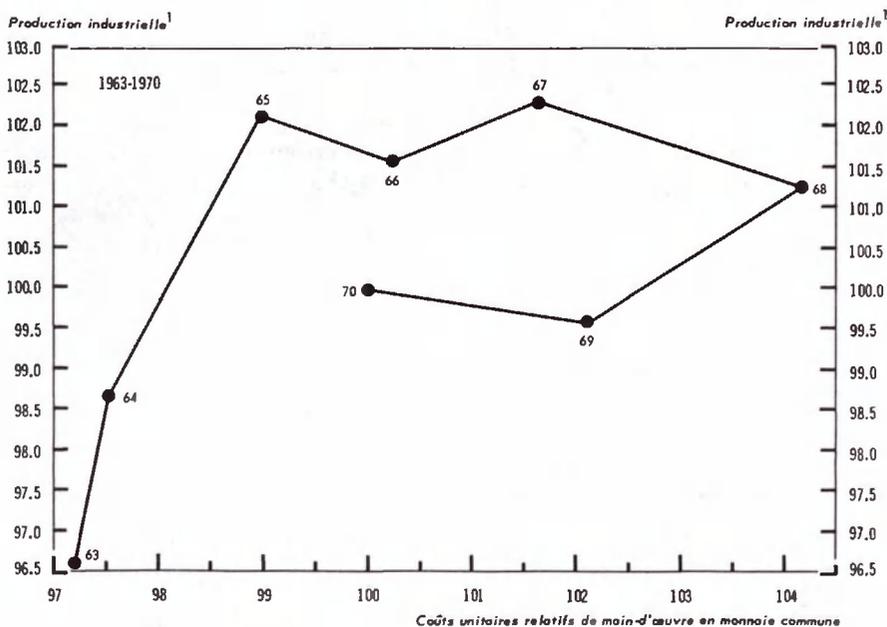
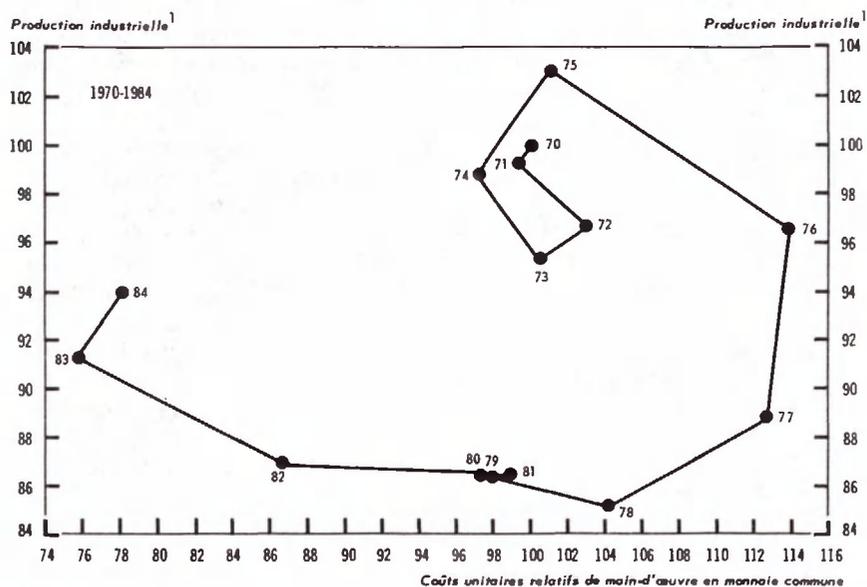
Les taux d'intérêt restant élevés et l'expansion du secteur public se ralentissant, les autorités comptent surtout sur la baisse du niveau des salaires réels et l'élimination de l'«avance des salaires réels», rendues possibles par les deux dernières dévaluations, pour développer l'emploi dans le secteur privé (graphique 8). Néanmoins, à première vue, l'expérience passée semble contredire l'existence d'un lien de causalité puissant entre le niveau des salaires réels et l'emploi. D'un côté, la Suède est certainement l'un des pays où les salaires réels ont accusé les plus fortes variations au cours de la dernière décennie. En revanche, l'évolution de l'emploi y a été beaucoup plus favorable que dans la moyenne des pays Membres européens. Cela s'explique en partie par le développement rapide, au cours des années 70, des secteurs non marchands (c'est-à-dire le secteur public et les secteurs bénéficiant d'une aide publique) où l'évolution des salaires réels n'a sans doute eu qu'une faible incidence sur l'emploi. Le transfert de ressources à ces secteurs de l'économie peut être attribué aux effets de deux mécanismes différents (mais non exclusifs l'un de l'autre). La priorité étant accordée au plein emploi, les augmentations autonomes des salaires réels qui tendaient à réduire l'emploi dans le secteur privé ont obligé le secteur public à absorber la main-d'œuvre devenue excédentaire. Par ailleurs, l'expansion autonome du secteur public, en rendant la demande globale de main-d'œuvre supérieure à l'offre, a entraîné un ajustement des salaires réels destiné à attirer du secteur privé la main-d'œuvre nécessaire. Dans un cas comme dans l'autre, l'évolution générale de l'emploi au cours des années passées semble s'expliquer de façon satisfaisante par le niveau excessif des salaires réels.

Risque-t-on de voir s'engager un cycle des dévaluations ?

La dévaluation d'octobre 1982 a été le dernier d'une série d'ajustements du taux de change - 3 pour cent en 1976, 5 pour cent et 10 pour cent en 1977 et 10 pour cent en 1981 - dont l'objet était de résoudre le problème du manque de compétitivité des entreprises suédoises au niveau des prix. Cependant, si l'on peut dans l'ensemble considérer les dévaluations précédentes comme des ajustements *ex post* visant à compenser des déséquilibres persistants du niveau des coûts relatifs, le dernier ajustement était destiné à donner aux industries manufacturières suédoises un avantage concurrentiel susceptible de mettre un terme à dix années de stagnation de la production et à la diminution de la part de l'investissement dans la valeur ajoutée. De fait, l'expérience des années 60 et 70 met bien en évidence la relation étroite qui existe entre les résultats relatifs des industries et leur compétitivité (graphique 9). L'augmentation rapide de la production industrielle (et des bénéfices) entre 1973 et 1976 s'est accompagnée d'une détérioration de la compétitivité internationale - la «crise des coûts». Avec un certain décalage, la croissance de la production industrielle s'est sensiblement ralentie entre 1976 et 1978 par rapport aux niveaux enregistrés dans la zone de l'OCDE. A son tour, cette évolution a été à l'origine d'ajustements de la compétitivité, qui ont à nouveau entraîné un accroissement des parts de marché et de la production en 1983-84. Par conséquent, il semblerait que :

- a) Les gains de compétitivité doivent sans doute dépasser un certain seuil avant de se traduire par des gains sensibles de parts de marché et par un accroissement des niveaux de production (relatifs) ;
- b) Le mouvement de boucle dans le sens des aiguilles d'une montre durant la plus grande partie des années 60 et 70 donne à penser que, dans une économie où les marchés de facteurs sont affectés de rigidités, la forte amélioration de la rentabilité des entreprises tend à se dissiper peu à peu en augmentation des coûts salariaux, par la voie des négociations salariales et du glissement des salaires.

Graphique 9. Production industrielle et compétitivité
Indice, 1970 = 100

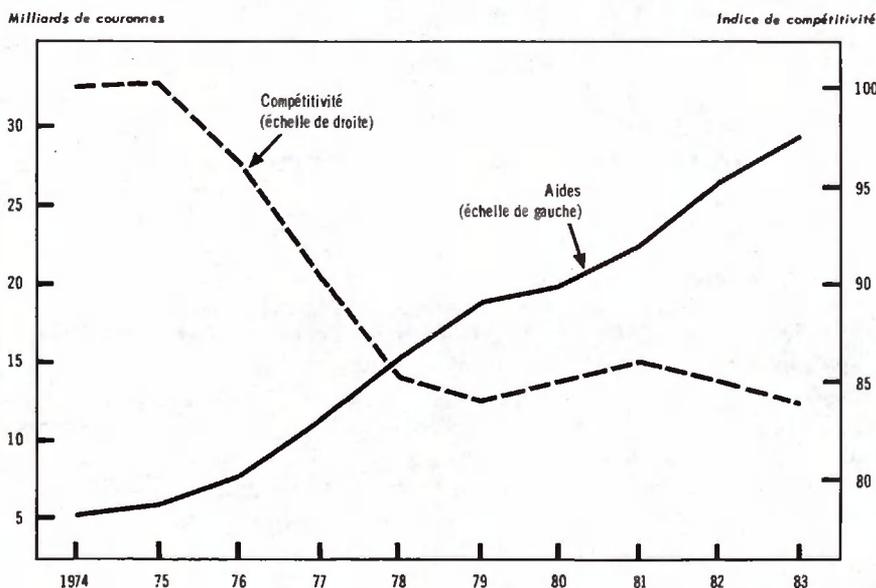


1. Compétitivité de la production industrielle suédoise par rapport à celle des pays européens de l'OCDE.
Source : Secrétariat de l'OCDE.

Après les « crises engendrées par les coûts » qui ont marqué le milieu des années 70, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre de la Suède ont évolué à peu près de la même façon que le taux de change effectif en termes nominaux, du fait notamment de la viscosité des salaires nominaux. C'est principalement aussi du fait de ce facteur que l'avance des salaires réels a été comblée. Pour aboutir à des conclusions plus précises, il faudrait sans doute entreprendre une étude économétrique approfondie qui sortirait du cadre de la présente Étude, mais le graphique 9 illustre néanmoins l'importance stratégique des coûts salariaux et des taux de change pour la production et l'emploi dans les secteurs exposés à la concurrence internationale. Si le fort accroissement des profits des entreprises engendré par la dernière dévaluation se traduisait par une augmentation excessive des salaires, les effets de la dévaluation n'auraient qu'un caractère temporaire. Il est d'autant plus indispensable que la modération persiste sur le plan des salaires que la tendance des coûts dans les pays concurrents s'est nettement infléchie en baisse au cours des dernières années. Qui plus est, comme le gouvernement a explicitement déclaré qu'aucun nouvel ajustement du taux de change n'interviendrait, c'est principalement au niveau des coûts salariaux relatifs que les éventuels ajustements nécessaires devront s'opérer.

Les difficultés rencontrées dans le passé pour exploiter durablement les gains découlant des dévaluations s'expliquent par l'interaction complexe de facteurs structurels et politiques. Dans les précédentes Études de l'OCDE sur la Suède, on a régulièrement fait observer que, dans le passé, le processus de formation des salaires avait eu tendance à engendrer de façon

Graphique 10. Compétitivité sur le plan des coûts et aides aux marchés du travail et des produits¹
Moyenne mobile sur 3 ans



1. La compétitivité est l'inverse d'un indice des salaires relatifs dans l'industrie manufacturière, et les aides aux marchés du travail et des produits sont la somme des dépenses au titre des programmes visant le marché du travail et des subventions à l'industrie.

Sources : Statistics Sweden; Secrétariat de l'OCDE.

persistante des augmentations des coûts relatifs, exerçant ainsi un effet défavorable sur la rentabilité et, par conséquent, l'emploi dans les secteurs exportateurs, tandis que la structure inadéquate des salaires avait eu tendance à créer des « poches » de chômage dans certaines branches, pour certaines catégories de travailleurs, certains groupes d'âge et certaines régions. Face à cette situation, la réaction à court terme des autorités, guidées par l'objectif prioritaire du plein emploi, a invariablement été de prendre de nouvelles mesures d'aide sélective en faveur du marché du travail, de multiplier les subventions et de gonfler les effectifs du secteur public (graphique 10). En bref, ces accommodements, et leur caractère très sélectif, ont empêché d'importants ajustements de se réaliser, en déchargeant les partenaires sociaux de la responsabilité d'assurer des niveaux de rentabilité et donc des niveaux d'emploi suffisants dans les secteurs exposés. De plus, le recours massif aux aides publiques a eu de profondes conséquences sur la répartition des ressources au sein de l'industrie, en bloquant des ressources productives dans des emplois peu efficaces et en empêchant les mécanismes du marché de jouer le rôle qui leur revenait dans le processus de répartition des ressources (voir aussi la Partie III).

La nécessité de consolider les gains découlant des dévaluations par une modération des hausses de salaires avait été nettement soulignée dans la dernière Étude de l'OCDE sur la Suède (Étude économique de l'OCDE sur la Suède, février 1984, pages 44 et suivantes). Comme on l'a noté plus haut, les accords portant sur l'année 1984 se sont traduits, dans les industries manufacturières, par des hausses des coûts salariaux nominaux (y compris le glissement des salaires) d'environ 10¼ pour cent, tandis que les accords déjà conclus pour 1985 ont abouti à l'acceptation d'un plafond de 5 pour cent pour le taux des augmentations. Néanmoins, ce freinage apparent n'a pu être obtenu qu'après intervention du gouvernement, et il ne semble pas témoigner d'un changement de comportement fondamental. Les choses s'étaient passées à peu près de la même façon en 1983 où, compte tenu des perspectives d'inflation, on avait enregistré des hausses de salaires relativement modérées ; mais une réaccélération s'est produite l'année suivante, lorsque le gouvernement s'est tenu à l'écart des négociations, malgré ses efforts considérables pour favoriser un large consensus dans le sens de la modération des salaires. Ces efforts se sont traduits par diverses mesures :

- La création de fonds salariaux et d'un impôt (temporaire) sur les dividendes, ainsi que l'absorption des liquidités des entreprises dans divers fonds d'investissement, dans le but de faire mieux accepter l'accroissement des profits et d'éviter qu'il n'entraîne des revendications salariales compensatoires.
- Le relèvement de l'impôt sur la richesse et la limitation de l'indexation des barèmes de l'impôt, afin d'éviter des surenchères concernant l'évolution relative des revenus.
- Un blocage temporaire des prix (s'appliquant d'avril à juillet 1984) joint à une nouvelle ponction sur les liquidités des entreprises.

Cette expérience donne à penser que, pour assurer une croissance non-inflationniste équilibrée, il faudra peut-être modifier sensiblement le cadre institutionnel traditionnel des négociations salariales. Il s'agira sans doute pour l'essentiel de mettre l'accent sur la flexibilité du marché du travail, en ce qui concerne aussi bien la mobilité de la main-d'œuvre que la fixation des salaires, encore que dans ce dernier cas, on risque ainsi de compromettre le caractère très égalitaire des accords de salaires.

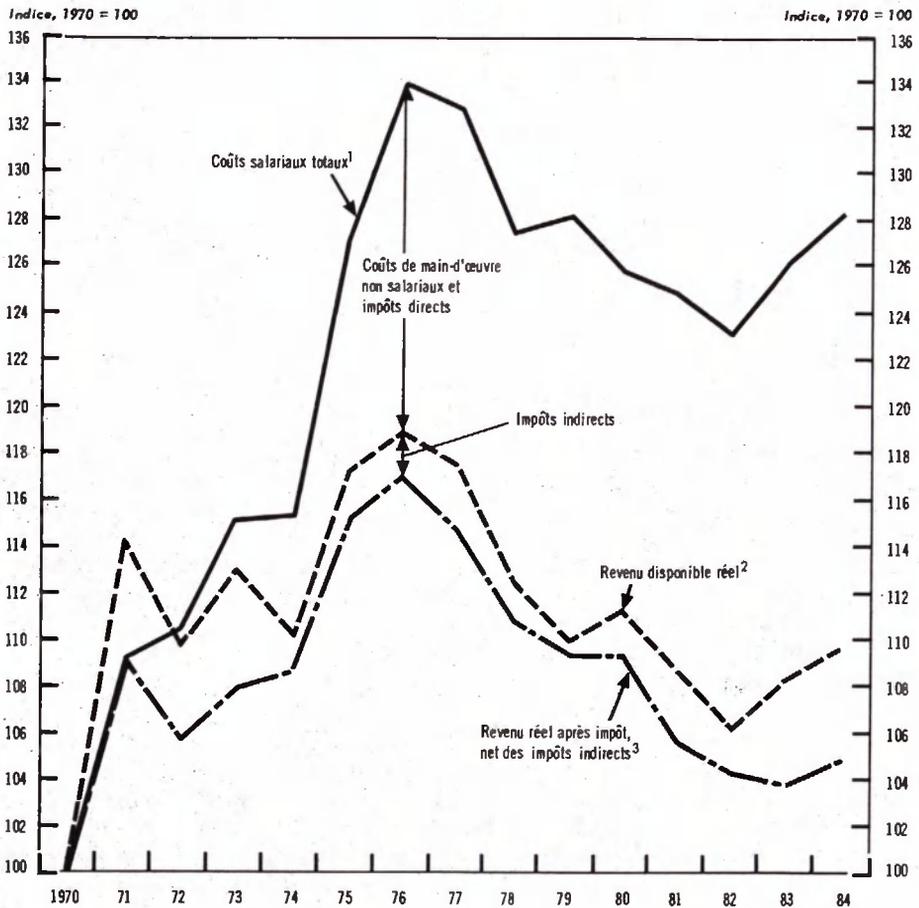
Nécessité d'une plus grande flexibilité du marché du travail

Le transfert nécessaire de ressources vers les secteurs exposés serait menacé, à moyen terme, par des rigidités qui sont apparues dans le marché du travail. Le nombre des personnes bénéficiant de divers programmes de soutien du marché du travail a régulièrement augmenté

(passant de 102 000 en 1973 à 196 000 en 1984), donc une part de ces accroissements reflète principalement des objectifs de la politique sociale. Pendant cette période on enregistrait une pénurie de travailleurs qualifiés (la proportion des entreprises faisant état, dans les enquêtes de conjoncture, d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée varie entre 10 pour cent pendant les creux cycliques et plus de 80 pour cent en période de haute conjoncture) et lors de la période récente une augmentation de la demande non satisfaite de personnel technique. En même temps, certains indicateurs de mobilité ont baissé. Tous les chiffres dont on dispose au sujet des taux de départ, de la mobilité professionnelle et des déplacements géographiques ont accusé une baisse tendancielle jusqu'en 1983. Par exemple, la mobilité professionnelle, mesurée par les changements d'emploi en pourcentage de l'emploi total, est tombée de 11 pour cent en moyenne au début des années 70 à 8 pour cent environ au début des années 80. Par ailleurs, la mobilité géographique, mesurée par le nombre de mouvements intra-régionaux, est passée d'un maximum de plus de 210 000 en 1970 à 140 000 en 1983. Il va de soi que ces évolutions s'expliquent en grande partie par le fléchissement de l'activité économique enregistré à la fin de la période considérée. Mais elles reflètent aussi certains changements structurels. Ainsi, les entreprises (en particulier les plus grandes d'entre elles) ont eu tendance à constituer leur propre marché du travail interne, notamment en ce qui concerne les catégories de travailleurs dont l'offre est insuffisante (personnel technique). Les mouvements internes de personnel, qui représentaient 2½ pour cent de l'emploi total en 1975, ont dépassé 4 pour cent en 1983. L'augmentation du nombre des ménages ayant deux sources de revenu a aussi influé sur la fréquence des déplacements géographiques.

L'Étude à moyen terme examine la possibilité de ralentir l'inflation en réduisant les rigidités et les goulets d'étranglement qui affectent le marché du travail, grâce à une politique du marché du travail plus efficace. Le coût des mesures en faveur du marché du travail est passé de 4 milliards de couronnes durant l'exercice 1974/75 à 15¾ milliards en 1982/83. Plus récemment, le fonctionnement du marché du travail s'est incontestablement amélioré, notamment en ce qui concerne l'adéquation entre les demandes et les offres d'emploi (ainsi qu'en ce qui concerne la couverture des besoins de travailleurs qualifiés). Par exemple, le nombre de semaines qu'il faut pour remplir un emploi a régulièrement baissé (de huit semaines en 1974 à trois semaines en 1984). Néanmoins, il ne semble guère probable, rétrospectivement, que de telles mesures, bien qu'utiles en elles-mêmes, puissent intégralement compenser les gains de flexibilité qui pourraient être obtenus grâce à un système moins rigide de détermination des salaires et à un allègement de la pression fiscale totale. L'important effet de ciseaux de la fiscalité, à savoir l'écart qui s'est creusé de plus en plus entre le revenu brut et le revenu disponible (graphique 11), a eu une incidence défavorable (mais difficile à mesurer) sur l'offre de main-d'œuvre, sur la productivité du travail, sur l'amélioration des qualifications professionnelles et sur la mobilité professionnelle. Ces dernières années, la fonction de redistribution du régime fiscal a été améliorée grâce à une importante modification des taux marginaux d'imposition, résultant d'un élargissement de l'assiette fiscale et d'une baisse des tranches d'imposition, de sorte qu'en 1985, 90 pour cent des salariés seront soumis à des taux marginaux d'imposition inférieurs à 50 pour cent. Toutefois, l'incidence marginale totale de la fiscalité est encore très haute en comparaison internationale. La politique salariale égalitaire menée durant les années 70 a joué dans le même sens, ainsi qu'on l'a noté à de nombreuses reprises dans les précédentes Études sur la Suède. Comme le signalait l'Étude de l'an dernier, l'écart entre le salaire maximum et le salaire minimum des ouvriers est passé de 30 pour cent environ à la fin des années 60 à moins de 15 pour cent en 1982. Simultanément, la corrélation entre la structure des salaires des diverses branches de l'industrie et les gains de productivité est devenue de plus en plus faible tout au long des années 70 (voir l'étude de l'OCDE sur la Suède de mai 1981), ce qui donne à

Graphique 11. La pression fiscale



Note: Les calculs sont fondés sur le revenu annuel d'un ouvrier célibataire dans l'industrie mécanique.

1. Coûts totaux de main-d'œuvre, corrigés de l'indice des prix nets.

2. Rémunération après impôt, corrigée de l'indice des prix nets.

3. Rémunération après impôt, corrigée de l'indice des prix à la consommation.

Source: Ministère des Finances.

penser que la fonction de répartition du marché du travail s'est détériorée. Comme on pouvait s'y attendre, divers sous-secteurs du marché du travail ont été touchés par le chômage alors même qu'il y avait des pénuries de main-d'œuvre. De ce fait, le risque d'une réapparition précoce de goulets d'étranglement inflationnistes en cas de redressement de la demande s'est sensiblement accru.

Les soldes financiers sectoriels et la nécessité de réduire le déficit du secteur public

En termes de soldes financiers, pour éliminer un déficit de balance courante, il faut que l'épargne nationale augmente plus que l'investissement intérieur. Une amélioration durable de la position financière du secteur des entreprises, résultant d'une reprise tirée par les exportations, devrait certes permettre d'accroître le taux d'épargne nationale *ex ante*, mais une grande partie de cet accroissement serait sans doute absorbée par les investissements nécessaires à l'élargissement de l'appareil industriel. On s'attend que les besoins de capitaux soient particulièrement importants dans les entreprises manufacturières (avec une progression de l'investissement de 9 à 10 pour cent par an), mais, compte tenu de la baisse tendancielle de l'investissement dans le secteur du logement et dans le secteur public, l'investissement total devrait progresser de 2 à 3 pour cent par an pendant le reste de la décennie.

Depuis 1983, le secteur non financier, qui est généralement emprunteur net, se trouve en fait accumuler d'importants excédents d'épargne financière. Cette situation inhabituelle s'explique par le redressement décalé de l'investissement du fait de la nette amélioration des bénéfices qui a suivi les ajustements du taux de change. Cet excédent financier a été investi en grande partie dans des titres publics (le volume des titres publics détenus par des entreprises non financières est passé de 2 milliards de couronnes en 1980 à 54 milliards en 1984). Étant donné les besoins d'investissement prévus pour le reste de la décennie et à supposer que la rentabilité des entreprises reste supérieure de deux points au rendement des titres publics, on s'attend que les entreprises non financières retrouvent une position financière plus normale dans les années à venir et qu'elles accusent des déficits financiers de l'ordre de 20 à 25 milliards de couronnes par an, ce qui correspond à peu près aux niveaux observés dans les années 70 (tableau 13). Mais cette estimation est peut-être optimiste. Du fait de l'introduction de plus en plus rapide de nouvelles techniques, le taux d'obsolescence correspondant à des augmentations données des salaires a sans doute augmenté, de même que les besoins de réinvestissement. Les modèles classiques de l'évolution de l'investissement ne permettant probablement pas de saisir de tels effets, toute projection concernant les investissements est très incertaine. De plus, comme on le verra dans la partie III, l'industrie met moins l'accent, depuis quelques années, sur les investissements matériels et accorde une plus large place à la recherche, au développement et à la commercialisation. La stabilité prévue de l'investissement par rapport à la valeur ajoutée (17.9 pour cent en 1983 et 18.2 pour cent en 1990) implique une baisse du coefficient de capital, ce qui laisse supposer une évolution vers des méthodes de production à plus forte intensité de main-d'œuvre. Pour assurer une croissance économique saine, il faudra de plus en plus remplacer le capital matériel par du capital humain. Le coût de tels investissements est habituellement considéré comme une dépense

Tableau 13. Epargne financière de 1980 à 1984
En milliards de couronnes

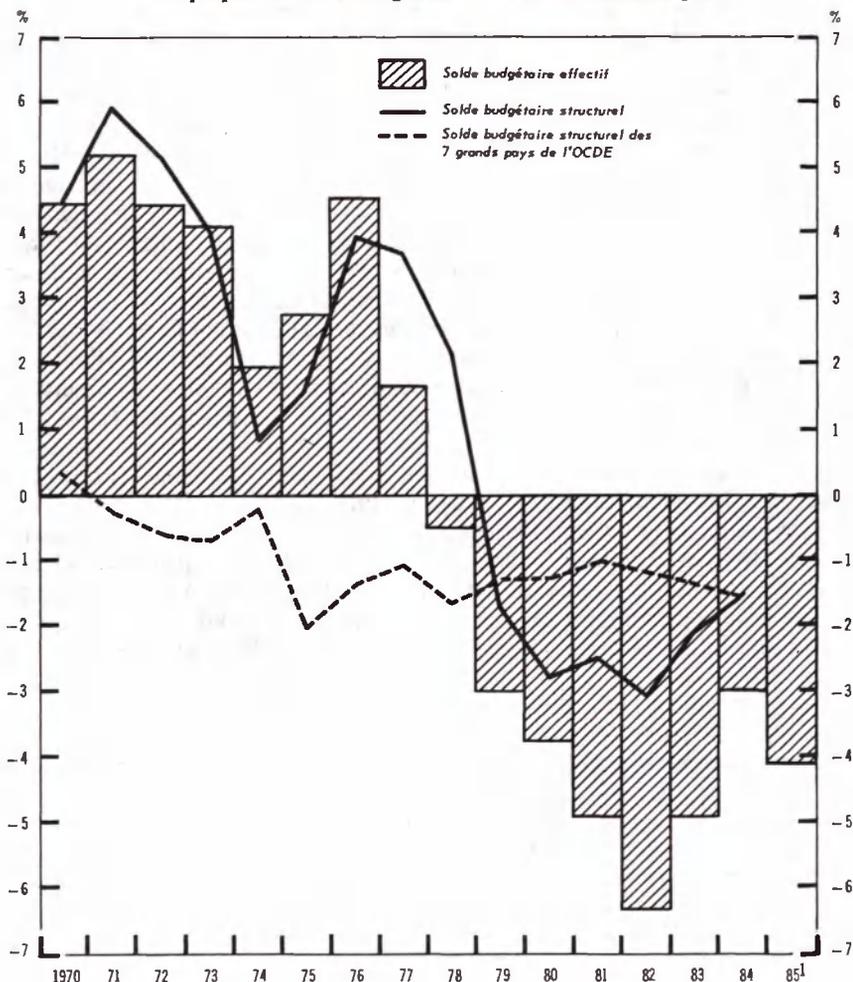
	1980	1981	1982	1983	1984
Secteur public	-20	-28	-40	-35	-23
Ménages	4	6	-1	0	1
Secteur financier	20	26	26	28	31
Entreprises non financières	-23	-18	-8	0	-8
Total : balance courante	-19	-14	-23	-7	1

Source : Institut national et Bureau central de statistiques.

courante, et il se pourrait que, si la rentabilité était limitée par les facteurs évoqués plus haut, les entreprises non financières accusent des déficits financiers plus importants que prévu, de sorte que le poids de l'ajustement supporté par les ménages et par le secteur public serait plus lourd.

La baisse attendue de l'épargne financière des entreprises pourrait être compensée, dans une certaine mesure, par une augmentation correspondante de l'épargne financière des ménages. Le comportement des ménages en matière d'épargne s'est modifié de façon spectaculaire au cours des dernières décennies. A la suite de l'introduction, au cours des

Graphique 12. Solde budgétaire des administrations publiques



1. Selon les définitions de la Comptabilité Nationale. Le déficit est estimé à 3 pour cent du PIB sur la base des paiements.

Note : Solde budgétaire effectif, en pourcentage du PIB effectif. Solde budgétaire structurel, en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

années 60, du régime de retraite public (le régime ATP), le taux d'épargne est tombé, dans les années 70, à 4 pour cent en moyenne du revenu disponible. Une part très importante de l'épargne des ménages représentait une « épargne forcée » prenant la forme de remboursements de prêts hypothécaires destinés à des achats de logements, ces derniers étant stimulés par le régime fiscal qui permettait de déduire les intérêts, réduisant ainsi le niveau des taux d'intérêt réels, et qui garantissait une évolution modérée des loyers à plus long terme. Au début des années 80, le taux d'épargne a encore accusé un recul spectaculaire, devenant très proche de zéro en 1982 et en 1983. Cette évolution s'explique en partie par la baisse régulière des revenus réels. De plus, le fléchissement (corrélatif) de la demande de logements a encore été accentué par le niveau élevé qu'ont atteint les taux d'intérêt, nominaux et réels. De ce fait, l'épargne « forcée » des ménages a diminué. Les scénarios à moyen terme prévoient un certain redressement de l'épargne des ménages, en raison surtout de la croissance régulière des revenus réels ainsi que des effets positifs de la modification des taux marginaux d'imposition et de la persistance de taux d'intérêt réels élevés. Le marché du logement restant peu soutenu, l'augmentation de l'épargne devrait surtout prendre la forme d'investissements financiers, notamment en titres publics. Néanmoins, le redressement de l'épargne des ménages serait insuffisant pour couvrir le total des besoins d'épargne nationale.

Par conséquent, une des conditions nécessaires à une amélioration durable de la balance extérieure courante semble être la réduction progressive du déficit du secteur public. Étant donné que la pression fiscale est déjà élevée, il faudra surtout comprimer les dépenses (l'exemple numérique donné dans l'Étude à moyen terme illustre clairement cette obligation) : si l'on se base sur les taux de croissance des dépenses publiques observés durant les années 70, le rapport de ces dépenses au PIB devrait passer de 68 pour cent en 1983 à 86 pour cent en 1990. Ne serait-ce que pour éviter une nouvelle détérioration de la position financière du secteur public, il faudrait que la part des recettes augmente de 18 points (passant à 69 pour cent du PIB), ce qui correspondrait, aux prix de 1983, à 125 milliards de couronnes, soit à la quasi-totalité du produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en 1983. Comme on l'a vu plus haut, la situation financière du secteur public est beaucoup mieux maîtrisée depuis quelques années. De fait, en 1983, pour la première fois depuis 1976, le déficit financier des administrations publiques a diminué en termes nominaux, et les estimations font apparaître une nouvelle baisse en 1984. Une partie de cette diminution peut être attribuée au redressement de l'activité économique, qui a eu pour effet de réduire les dépenses à caractère conjoncturel et de gonfler les recettes fiscales. Des calculs officiels indiquent que les dépenses réelles, corrigées des variations cycliques et nettes de l'intérêt de la dette nationale, se sont accrues en moyenne de 4 pour cent dans les dernières années 70, mais ont décliné de 1/2 pour cent par an pour les années fiscales 1981/82 à 1984/85. Néanmoins, un déficit important,

Tableau 14. **Déficit budgétaire et déficit tendanciel pour les années fiscales 1982/1983 à 1985/1986**
Milliards de couronnes, prix courants

	1982-1983 Résultats	1983-1984 Résultats	1984-1985 Estimations	1985-1986 Estimations
Recettes	191.3	221.2	256.9	260.8
Dépenses (non compris intérêts de la dette nationale)	229.7	237.9	250.5	247.8
Intérêts de la dette nationale	48.2	60.4	75.5	73.8
Déficit budgétaire	-86.6	-77.1	-69.1	-60.8
En pourcentage du PIB	13.1	10.3	8.5	7.0
Déficit budgétaire tendanciel	-81.4	-66.7	-59.4	-60.4
En pourcentage du PIB	12.5	8.9	7.3	6.9

Source : Budget national révisé, 1985/1986, Ministère des Finances.

quoique en diminution, pourrait subsister même si l'activité économique se redressait encore, de sorte que des mesures supplémentaires devraient être prises (graphique 12). De plus, même si le déficit structurel est surestimé, la composante conjoncturelle du déficit, qui se corrige d'elle-même durant une phase de reprise, accroît les déficits structurels futurs en augmentant l'encours de la dette et les paiements d'intérêts futurs. A cet égard, il est frappant de constater aussi que le déficit budgétaire « fondamental » de l'administration centrale, calculé sur la base des programmes de dépenses et du régime fiscal actuels, et abstraction faite des effets budgétaires temporaires, tendrait à se stabiliser aux alentours de 60 milliards de couronnes pour l'exercice 1985/86, ce qui correspond à peu près au niveau considéré comme souhaitable dans les projections à moyen terme. Si l'on exclut les paiements d'intérêts, le solde budgétaire fondamental devrait s'améliorer de 5 milliards de couronnes en 1985/86. L'absence de modification du solde budgétaire fondamental tient cependant principalement au fait qu'un ralentissement de l'inflation et de la croissance du revenu nominal a un effet négatif sur le solde budgétaire à court terme, étant donné qu'il se répercute plus rapidement sur les recettes que sur les dépenses (tableau 14).

S'il est effectivement possible que le scénario d'« équilibre financier » se concrétise, il semblerait néanmoins prudent de reconnaître que le rythme auquel le déficit budgétaire pourra être réduit dépendra non seulement de l'existence d'un « excédent » d'épargne privée, mais aussi du rythme d'accumulation de la dette publique qui, selon les projections actuelles, devrait augmenter régulièrement en proportion du PIB, pour atteindre vers 1987 un maximum de plus de 80 pour cent, avant de diminuer légèrement par la suite. L'augmentation du rapport de la dette au PIB depuis quelques années pose plusieurs problèmes. L'un des principaux tient à ce que la forte augmentation des paiements d'intérêts en proportion du PIB (passés de 2.1 pour cent en 1973 à 8.1 pour cent en 1983) absorbe une part de plus en plus importante du budget des administrations publiques et qu'elle réduit considérablement, de ce fait, la marge de manœuvre des autorités budgétaires et oblige à comprimer davantage les autres dépenses publiques. Par ailleurs, l'accroissement rapide des paiements d'intérêts risque d'aboutir à une redistribution peu souhaitable du revenu entre les groupes socio-économiques, et entre les générations actuelles et futures. L'Étude à moyen terme fournit un exemple chiffré intéressant : le maintien du déficit à son niveau actuel pendant dix ans réduirait de façon permanente la consommation d'un ménage moyen de 2 pour cent par an. Mais le niveau élevé de la dette publique peut aussi avoir d'autres effets défavorables sur les résultats économiques. Si les marchés de capitaux ne sont guère disposés à absorber un volume excessif de titres de la

Tableau 15. Indicateurs de l'effet d'« éviction »

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
a) Rapport des placements financiers à la formation totale de capital dans le secteur manufacturier	0.31	0.30	0.32	0.34	0.37	— ¹
b) Déficit du secteur public, en pourcentage de l'épargne brute du secteur privé	20.7	27.5	35.0	48.5	29.8	17.2
c) Versements d'intérêts du secteur public ² , en pourcentage des impôts directs sur le revenu	13.6	19.0	25.3	31.9	33.2	35.3
d) Versements d'intérêts du secteur public ² , en pourcentage des dépenses totales	5.0	6.0	8.2	10.3	10.8	11.8

1. Non disponible, cependant un chiffre inférieur à celui de 1983 a été estimé.

2. Non compris les pertes de change.

Source : Bureau central de Statistiques, *Comptes nationaux et Les entreprises industrielles en 1982-1983*.

dette publique destinés à être classés dans des portefeuilles privés, des pressions à la hausse s'exerceront sur les taux d'intérêt (tableau 15). Un niveau élevé d'endettement public fait souvent craindre une augmentation future de l'inflation (en cas de financement monétaire) et/ou un relèvement des impôts, ce qui peut aussi avoir un effet défavorable sur la confiance du secteur privé et sur l'activité économique. Enfin, si l'épargne du secteur privé est investie sous forme de titres de la dette publique au lieu de servir à financer des investissements productifs, la croissance du stock de capital et par conséquent la croissance potentielle risquent d'être plus faibles. Tel est le cas si la dette publique sert à financer la consommation publique ou si l'investissement public se révèle moins efficient que l'investissement privé (tableau 15).

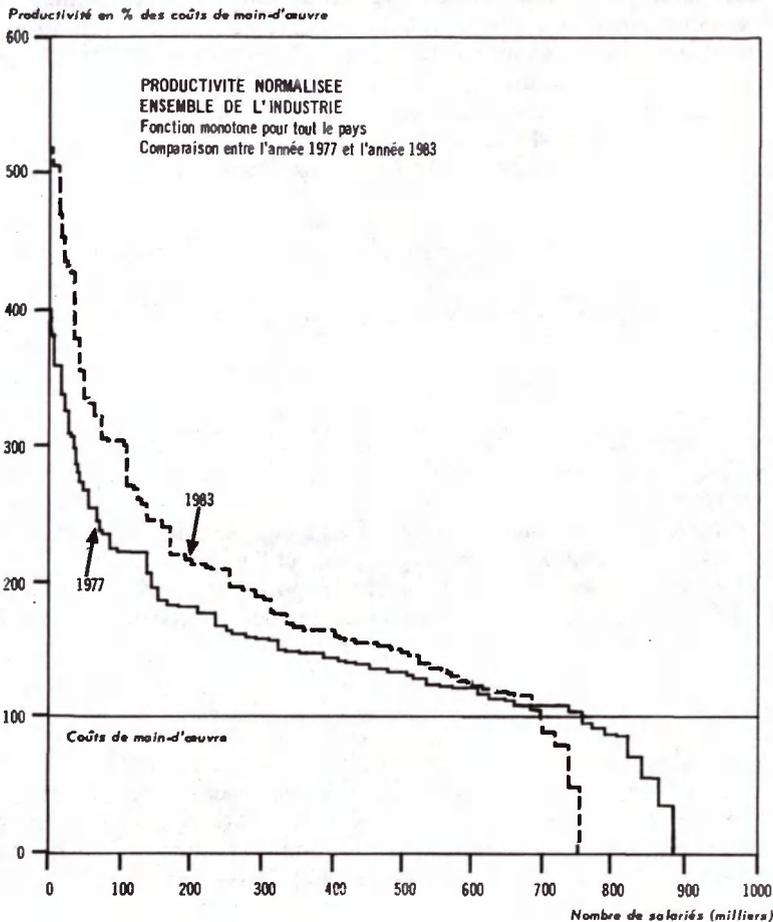
III. ASPECTS DE LA TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE

La stabilité actuellement mise en œuvre a été largement inspirée par le souci d'engendrer une expansion industrielle durable dans le contexte d'une politique macro-économique adéquate. De fait, la dévaluation a rétabli la rentabilité de l'industrie et la politique industrielle a été repensée, avec une réduction des aides financières et l'adoption d'une optique plus générale visant à créer des conditions favorables à la croissance à long terme. Au cours des deux dernières années, la production, la rentabilité et l'investissement se sont nettement redressés dans l'industrie. A court terme, le succès des politiques suivies est donc indéniable. Cependant, le plein emploi et l'équilibre de la balance des paiements courants ne pourront être atteints au taux de change actuel que si la reprise en cours est suffisamment durable. La réalisation de ces objectifs dépendra non seulement d'une compétitivité suffisante sur le plan des coûts, mais aussi de la qualité de l'ajustement industriel qui s'est opéré au cours de la dernière décennie et de la forme qu'il prendra dans l'avenir. Dans cette partie de l'étude, on examinera d'abord la manière dont le secteur des industries manufacturières a fait face aux chocs d'origine intérieure et extérieure qu'il a subis au cours des années 70 et au début des années 80. Après une brève description du rôle joué par la politique gouvernementale dans ce processus d'ajustement, on évaluera ensuite la situation de l'industrie suédoise sur le plan technologique, facteur déterminant de sa compétitivité et de son potentiel de croissance dans les années à venir.

L'adaptation des entreprises et des industries suédoises à un nouvel environnement

Comme on l'a vu ci-dessus, les résultats de l'industrie suédoise dans la période 1974-1982 ont été assez médiocres. En 1982, la production industrielle était inférieure à ce qu'elle était huit ans plus tôt et la part des exportations mondiales dans la valeur ajoutée ainsi que celle de l'investissement fixe accusaient une baisse inquiétante. Cependant, cette piètre performance d'ensemble dissimulait d'importantes transformations en profondeur. D'une part, l'activité s'est considérablement réduite dans un certain nombre d'industries de base et de secteurs traditionnels (comme la sidérurgie, la construction navale et le textile), où le niveau de l'emploi a diminué de moitié en dix ans. La restructuration a été associée aux aides massives accordées par les gouvernements successifs ayant limité le coût social d'un chômage sectoriel et régional d'une manière considérable. D'autre part, on a observé une expansion relativement soutenue du secteur des industries mécaniques (transports, automobiles, machines et appareils électriques et non-électriques) ; la croissance a été particulièrement rapide dans les

Graphique 13. Courbes de productivité en 1977 et en 1983



Source : Conseil national de l'Industrie (SIND).

industries fondées sur les technologies de l'information qui emploient maintenant quelque 100 à 150 000 personnes. Pour réelles qu'elles soient, ces transformations ne sont cependant guère révélatrices de la «santé» foncière de l'industrie. La viabilité de l'industrie et sa capacité d'adaptation structurelle peuvent se mesurer à son niveau de rentabilité. A cet égard, les années 1983 et 1984 ont apporté des améliorations spectaculaires qui ont ancré la rentabilité, dans la plupart des branches, à des niveaux identiques ou supérieurs à ceux de l'année exceptionnelle que fut 1974.

Un tableau plus nuancé de la situation ressort de l'étude des variations de la structure des profits dans l'industrie à l'aide des courbes dites de productivité, qui, à partir de données

relatives à des entreprises particulières, combinent des indications sur la valeur ajoutée, les coûts salariaux (y compris les charges sociales) et l'emploi. Le graphique 13 compare la situation de 1977 et celle de 1983^{2, 3}. La première de ces deux années, la rentabilité ainsi que la valeur ajoutée par salarié avaient atteint leurs points les plus bas. Cependant, le phénomène était très inégalement réparti, puisque 15 pour cent environ du total des effectifs étaient employés dans des entreprises dont les coûts salariaux moyens étaient supérieurs à la valeur ajoutée par salarié et que les entreprises dégagant une valeur ajoutée par salarié au moins double des coûts moyens par salarié occupaient une proportion de l'effectif à peu près identique. Non seulement le premier groupe d'emplois se trouvait menacé par des cessations d'exploitation imminentes, mais en outre 20 pour cent environ des effectifs se trouvaient employés dans des entreprises qui n'étaient pas en mesure de couvrir leurs charges variables totales (supérieures de quelque 25 pour cent, en première approximation, aux coûts salariaux totaux). La reprise des années 1978-80 a permis une amélioration de la structure industrielle, bien que la part des entreprises aux résultats médiocres soit restée élevée et que le rendement tant du total des capitaux engagés que des seuls fonds propres soit resté faible (pour près de 30 pour cent de l'ensemble des entreprises, le rendement des capitaux totaux était inférieur à 5 pour cent). Au début des années 80, on a assisté à un processus accéléré de « liquidation » d'entreprises non rentables qui a rendu l'industrie plus robuste. La courbe de productivité s'est rapprochée de son profil de la phase d'expansion des dernières années 60, mais à des niveaux de production impliquant 120 000 emplois et quelque 3 000 entreprises de moins. La forte amélioration de la rentabilité qui a résulté des deux dévaluations s'est traduite en 1983 par une nouvelle translation vers le haut de la courbe de productivité. La meilleure santé de l'industrie apparaît également dans l'assainissement marqué des bilans (tableau 16). Cependant, en 1983, 20 pour cent des effectifs des industries manufacturières étaient occupés dans des entreprises qui n'étaient pas en mesure de couvrir l'ensemble de leurs coûts de production, fixes et variables. De plus, selon des estimations de l'Office national de l'industrie données à titre purement indicatif, il faudrait, pour avoir un certain potentiel de croissance et pouvoir faire face aux nécessités de l'ajustement structurel, que le rapport à long terme entre la valeur ajoutée par personne employée et le coût salarial moyen soit supérieur à 145 pour cent. En 1983, les entreprises satisfaisant à ce critère employaient entre 60 et 70 pour cent de l'effectif total.

Tableau 16. Ratios comptables de certaines entreprises industrielles
En pourcentage

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Excédent net d'exploitation ¹ (en % de la valeur ajoutée)	4.7	10.9	11.7	9.5	11.8	19.0	22.7
Taux de rendement du capital	4.4	6.8	7.3	7.0	8.7	11.5	12.9
dont :							
Capital de fonctionnement	1.9	4.1	4.0	3.6	4.9	7.8	9.1
Capital financier	2.5	2.7	3.3	3.4	3.8	3.7	3.8
Taux de rendement réel des capitaux propres ²	-4.2	2.2	-1.5	-0.7	4.4	14.5	19.1
Taux de rendement réel des placements financiers ³	0.5	2.3	-	3.7	4.1	3.0	4.5
Endettement ⁴	2.8	2.7	2.8	2.8	2.6	2.3	2.0
Solidité ⁵	26.5	26.9	26.4	26.5	27.8	30.2	32.8

1. Y compris subventions.

2. Taux de rendement des capitaux propres diminué de la hausse des prix à la consommation (décembre à décembre).

3. Rendement des fonds d'Etat, diminué de l'inflation.

4. Endettement total augmenté de la moitié des réserves non imposées, rapportés aux capitaux propres augmentés de la moitié des réserves non imposées.

5. Part des capitaux propres dans le capital total.

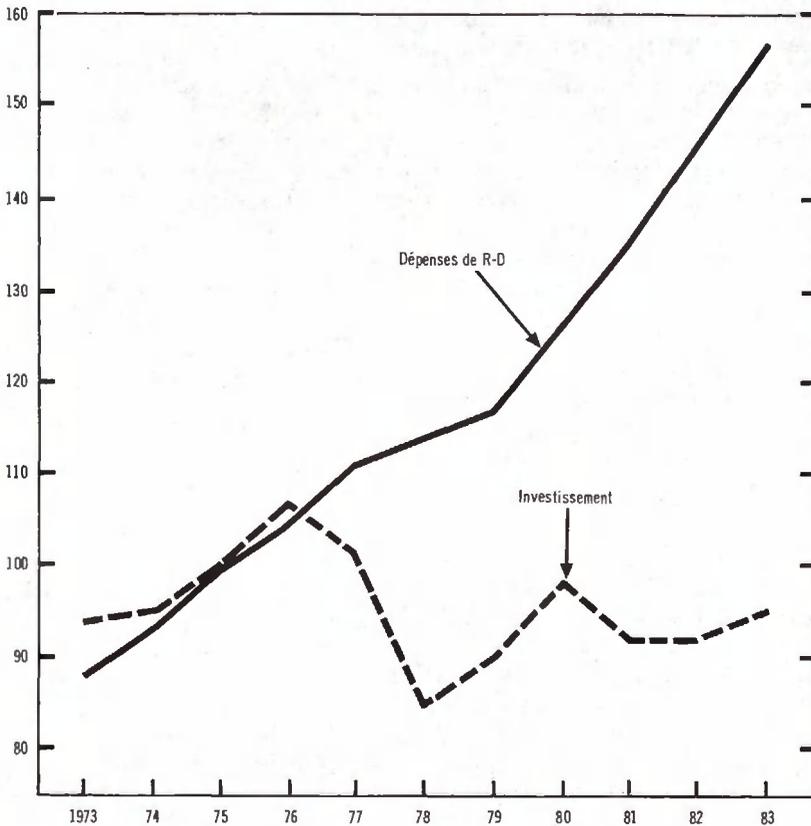
Source : Institut national et Secrétariat de l'OCDE.

Les changements de stratégie des entreprises face à un environnement international caractérisé par un durcissement de la concurrence ont joué un rôle dans la transformation des structures de l'industrie. En même temps, les processus de modernisation et d'innovation se sont accélérés, tant dans les entreprises existantes que dans le domaine des nouveaux produits et sur les nouveaux marchés. Avec l'amélioration de la liquidité et des profits on a pu s'engager dans de nouveaux secteurs en expansion et les capitaux à risque se sont investis plus volontiers dans les actifs physiques. Il est toutefois extrêmement difficile de décrire les changements de stratégie des entreprises sans analyser la manière dont chacune d'elles a fait face aux transformations du marché. Le comportement des entreprises diffère selon leur taille, selon qu'elles opèrent sur les marchés étrangers ou sur le marché intérieur, et selon que leurs produits sont matures (c'est le cas par exemple des biens de consommation durables et des automobiles) ou qu'ils ressortent à de nouveaux secteurs de croissance (tels que la biochimie, les technologies de l'information et l'électronique). On peut cependant donner une idée de la manière dont les entreprises suédoises se sont efforcées de remédier aux lacunes des stratégies, qui tablaient uniquement sur une croissance régulière en volume des marchés intérieur et étrangers, en dégageant les lignes de force suivantes :

- Atteindre l'échelle d'opération voulue avec une structure de production flexible ;
- Parvenir au dosage des facteurs de production le plus efficace sur le plan des coûts ;
- Chercher à occuper une position dominante dans des secteurs ou des créneaux bien définis ;
- Faire une place plus grande, par rapport au processus classique de formation du capital, à la recherche-développement, au rachat d'autres entreprises (concurrentes et/ou complémentaires) et aux investissements à l'étranger.

Le souci d'atteindre l'échelle d'opération voulue a entraîné un rétrécissement de l'appareil industriel de la Suède. Dans les industries manufacturières, on l'a vu, l'emploi a baissé de 11 pour cent entre 1975 et 1982. Les mutations les plus importantes se sont produites dans les secteurs les plus exposés ayant des capacités de production excédentaires tels que la construction navale, les industries minières et la sidérurgie (voir ci-dessous). En même temps, le volume de l'investissement en capital fixe a diminué de 40 pour cent. Cette forte baisse, à laquelle on pouvait s'attendre après une expansion excessive des capacités de production jusqu'en 1975, notamment dans la construction navale et l'industrie des pâtes à papier, et la faible progression de la demande observée par la suite, était due aussi à des modifications structurelles de la nature de la production manufacturière, en vue notamment d'accroître la flexibilité. En ce qui concerne, par exemple, l'investissement en bâtiments et installations industrielles, qui a diminué de près de 70 pour cent en volume au cours de cette période, on notera que le développement des systèmes d'ateliers flexibles dans les industries manufacturières (en particulier dans le secteur de la construction mécanique) a permis de fabriquer toute une gamme de produits, sans sacrifier l'efficacité économique, dans de petites unités plus aptes à faire face aux changements des besoins du marché. De plus, on a constaté une tendance à louer les bâtiments et installations industrielles et à recourir au crédit-bail pour les biens d'équipement. La persistance de la pression des coûts et la difficulté de maintenir le niveau des profits sur des marchés en régression ont poussé à effectuer des investissements de rationalisation et à accélérer l'adoption de technologies nouvelles. Ainsi, la part des machines et de l'outillage dans l'investissement total des industries manufacturières est passé de 68 pour cent en 1975 à près de 80 pour cent en 1984. De plus, des enquêtes sur la diffusion des technologies de l'information montrent que l'industrie suédoise est parmi celles dans le monde qui introduisent le plus rapidement les robots et les techniques de conception et fabrication

Graphique 14. Dépenses de R-D
Indices de volume, 1975 = 100



Source : Bureau central de statistiques.

assistées par ordinateur (CFAO). Dans les industries manufacturières, le nombre de robots utilisés est passé de 1.3 pour 10 000 salariés en 1974 à 29.9 pour 10 000 en 1981 (les chiffres correspondants sont respectivement de 1.9 et de 13.9 pour le Japon et de 0.8 et 4.0 pour les États-Unis). De plus, le nombre de systèmes de CFAO aurait triplé entre 1979 et 1984.

En même temps qu'elle s'efforçait de produire à l'échelle voulue et avec plus de souplesse, ainsi que d'arriver au dosage des facteurs de production le plus efficace sur le plan des coûts, l'industrie suédoise de la construction mécanique a opéré une mutation importante en passant d'une technologie de procédé à une technologie de produit. L'apparition dans un certain nombre de nouveaux pays industriels d'entreprises très efficaces, produisant à bon compte des articles manufacturés traditionnels, a amené les industriels suédois à adopter de nouvelles stratégies où la concurrence joue sur la qualité et la haute technicité des produits plutôt que sur les prix. Les produits ont une teneur en « matière grise » de plus en plus forte. On le voit à la

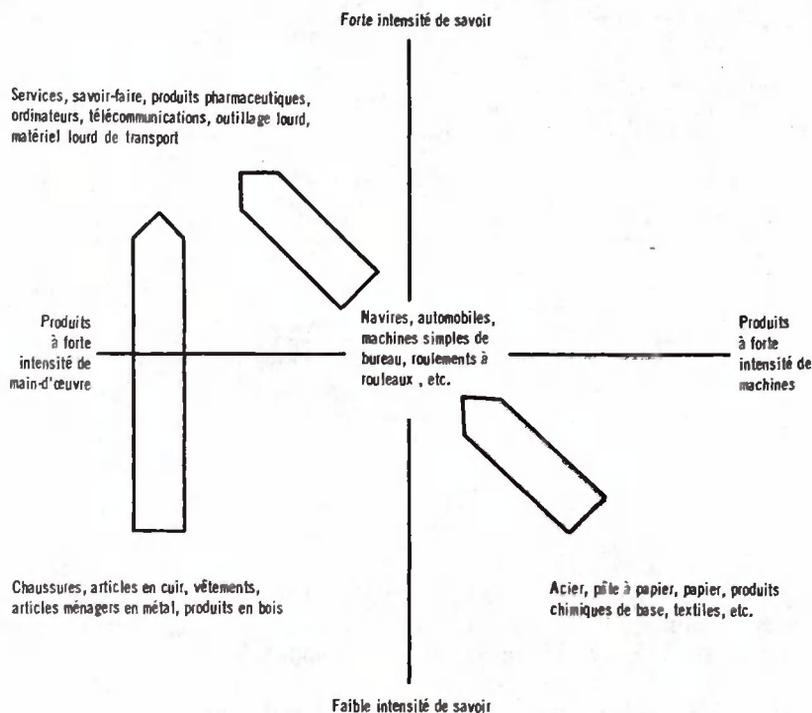
croissance très rapide de l'investissement en recherche et développement au cours des dix dernières années (graphique 14). Les dépenses de R-D (publiques et privées) ont représenté environ 2.3 pour cent du PIB en Suède en 1983, alors que le rapport est de 2.2 pour cent en Allemagne, de 2.0 pour cent aux États-Unis et de 1.6 pour cent au Japon. Voici les principales caractéristiques de l'effort de R-D de la Suède :

- La R-D représente actuellement près de 10 pour cent de la valeur ajoutée dans l'ensemble de l'industrie, contre 4 pour cent en 1973 ;
- Dans quatre branches, les dépenses de R-D ont été supérieures à 10 pour cent de la valeur ajoutée (36 pour cent pour l'industrie pharmaceutique, 18 pour cent pour l'électronique, 16 pour cent pour le matériel de transport et 12 pour cent pour les instruments de précision) ;
- La R-D effectuée dans l'industrie représente 60 pour cent de l'ensemble de la recherche scientifique et technique en Suède et l'industrie finance 90 pour cent de ses travaux de recherche ;
- Les activités de R-D sont fortement concentrées dans les grandes entreprises (95 pour cent de ces activités sont menées dans des firmes occupant plus de 500 personnes et, parmi les entreprises qui font état d'activités de recherche, les dix plus grandes en assurent les deux tiers) ;
- La plupart des dépenses de R-D sont consacrées au développement de produits et de procédés existants, tandis qu'une part plus faible mais croissante est affectée à la mise au point de produits et procédés nouveaux.

L'investissement direct à l'étranger joue traditionnellement un rôle important dans les stratégies d'expansion de l'industrie suédoise, qui est, dans la zone de l'OCDE, l'une de celles dont le caractère multinational est le plus accentué. Le nombre de personnes employées par les filiales à l'étranger d'entreprises suédoises représente le tiers de l'emploi total dans les industries manufacturières en Suède. Dans les années 70, les investissements directs à l'étranger ont tourné autour de 5 milliards de couronnes par an (aux prix courants), mais leur montant a plus que doublé depuis la fin de la décennie. En 1983, ces opérations représentaient quelque 60 pour cent de l'investissement industriel total en Suède, dont environ 40 pour cent dans les industries manufacturières. Il se pourrait même que le pourcentage soit encore plus élevé, dans la mesure où les ressources internes des filiales étrangères ainsi que des capitaux étrangers ont financé une partie des activités des entreprises suédoises hors du territoire national. Les vingt entreprises dont le caractère multinational est le plus accentué, qui comptent pour quelque 80 pour cent dans les effectifs occupés par les filiales étrangères de sociétés suédoises, ont effectué à l'étranger 70 à 80 pour cent de leurs investissements totaux au cours des dernières années.

L'investissement à l'extérieur a surtout pris la forme de rachats d'entreprises étrangères. Les raisons de ces rachats varient, bien sûr, d'une société à l'autre, mais une étude récente de l'Institut de Recherche industrielle⁴ montre que le principal objectif était de conquérir de nouveaux marchés et non d'abaisser les coûts de production. C'est ainsi que 25 à 30 pour cent des investissements directs totaux à l'étranger sont effectués aux États-Unis. Dans les pays industrialisés, le rachat d'entreprises étrangères est une méthode plus efficace, pour s'implanter sur de nouveaux marchés, que la croissance «interne», procédé demandant beaucoup de temps et de ressources avec lequel on court le risque de perdre les avantages concurrentiels avant que la société soit bien établie sur le marché étranger. De plus, dans la ligne de l'évolution déjà mentionnée d'une technologie de procédé à une technologie de produit, les investissements ont surtout porté sur la commercialisation et l'organisation du marché plutôt que sur la production au sens traditionnel (graphique 15). Largement engagées

Graphique 15. D'une technologie industrielle de procédés vers une technologie de produits



Source : Secrétariat de l'OCDE.

à l'étranger, beaucoup d'entreprises suédoises de construction mécanique et électrique ont pu acquérir une position dominante dans des secteurs de pointe, pour la raison notamment que l'effet d'échelle leur a permis d'étaler leurs lourdes charges de R-D sur un marché plus vaste. Electrolux (pour les biens de consommation durables), ASEA (pour le matériel électrique et l'électronique), Volvo et Saab (pour les transports) et Ericsson (pour les télécommunications) constituent à cet égard des exemples bien connus.

Ces adaptations de la stratégie ont été surtout le fait des grandes entreprises exportatrices. L'industrie suédoise est depuis longtemps fortement concentrée, et le degré de concentration semble avoir augmenté au cours des dernières années (le nombre de fusions s'est accru de 25 pour cent en 1984) (tableau 17). Cette expansion s'explique en partie par des rachats de petites entreprises, mais deux fusions de grande ampleur ont été également opérées ces derniers temps. De plus, alors qu'en 1974 les entreprises de moins de 200 personnes représentaient près de 38 pour cent de l'emploi industriel, la proportion est tombée à 32 pour cent en 1984. Les chiffres correspondants pour les entreprises de plus de 500 salariés sont respectivement de 53 et 60 pour cent. Cette tendance au renforcement de la concentration a

Tableau 17. Résultats des grandes entreprises industrielles¹

	1976	1982
<i>Part des 10 plus grandes entreprises dans :</i>		
i) Valeur ajoutée (en %)	21.7	32.9
ii) Exportations (en %)	21.6	23.7
<i>Indice de la production</i>		
i) 10 plus grandes entreprises	100.0	126.0
ii) Ensemble du secteur manufacturier	100.0	92.3
<i>Indice de l'emploi</i>		
i) 10 plus grandes entreprises		
a) En Suède	100.0	110.8
b) A l'étranger	100.0	109.7
ii) Ensemble du secteur manufacturier	100.0	90.7

1. Y compris les filiales à l'étranger : en 1982, la part des 15 entreprises les plus importantes des secteurs de la mécanique représentait 25 % de l'emploi, 41,5 % des exportations et 58,1 % de la Recherche et du Développement. Les chiffres correspondant pour les 15 entreprises les plus importantes de l'industrie des pâtes et papier étaient de 8,2 % pour l'emploi, 16,3 % pour les exportations et 3,6 % pour la R-D. Toutes ces données sont calculées sur la base du secteur industriel intérieur.

Source : Politique industrielle et industrie, Ministère de l'Industrie 1983/1984.

été favorisée par les différences qui existent entre le régime d'imposition des plus-values réalisées sur le capital physique (avec la vente de biens d'équipement) et celui du revenu et du patrimoine, et qui font qu'il est souvent plus rentable de vendre une (petite) entreprise en réalisant une plus-value que de poursuivre son exploitation et de percevoir des revenus imposables. La création d'entreprises nouvelles a été entravée par la double imposition des bénéfices des sociétés, jointe à des taux marginaux élevés d'imposition du revenu, car il faut réaliser des gains avant impôt considérables pour avoir un revenu positif après impôt. Des calculs sommaires ont montré que – avec un taux d'inflation de 5 pour cent – le rendement réel des fonds propres avant impôt sur les sociétés doit être de plus de 20 pour cent pour que le rendement après impôt en termes réels devienne positif⁵. Cependant, les fortes variations des prix relatifs au cours des années 70 ainsi que la diffusion et le développement rapides des nouvelles technologies semblent favoriser les entreprises de petites dimensions. Les modifications apportées ces derniers temps à la fiscalité des entreprises afin d'imposer pareillement les différents facteurs de production et d'abaisser les taux marginaux de l'impôt sur le revenu, sont des mesures qui vont dans la bonne direction. On a cependant observé en 1983 une sorte de redressement conjoncturel des créations d'entreprises, avec 3 200 nouvelles entreprises dans le secteur manufacturier (contre 1 900 en 1982), et un chiffre total atteignant les 20 000, soit 7 pour cent du nombre total d'établissements. La Suède s'est ainsi rapprochée de la moyenne des pays européens – 2.5 pour mille habitants. En fait, il s'agit la plupart du temps de toutes petites entreprises qui appartiennent en général (proportion de 70 pour cent) aux secteurs des services – comme c'est le cas dans les autres pays de l'OCDE –, et cette poussée d'entreprises nouvelles s'explique en partie par des mesures d'incitation financière ressortissant à la politique industrielle, encore qu'elle semble refléter aussi un changement dans les attitudes individuelles, notamment parmi les jeunes. Une enquête récente montre que 40 pour cent des jeunes préféreraient créer leur propre entreprise plutôt que d'être employés dans de grandes sociétés.

Mesures de soutien et d'incitation prises par le gouvernement

L'intervention du gouvernement a fortement influé sur l'évolution de l'industrie au cours des dix dernières années. Dans un premier temps, il a cherché à aider les branches en perte de vitesse à restructurer leurs activités. Depuis 1982, la politique industrielle s'est fixée comme priorité de faciliter la mutation des industries dans l'optique de l'avenir, et dans le contexte de politiques macroéconomiques propres à créer les conditions nécessaires à un développement sain de l'industrie. Un certain nombre de mesures ont été prises à l'effet, spécifiquement, de soutenir les efforts d'innovation et de R-D de l'industrie et, d'une manière plus générale, de créer un environnement financier plus propice à la croissance. La politique gouvernementale de stimulation du progrès technique a été élaborée aussi à la lumière d'un long débat alimenté par des études approfondies sur l'avenir de l'industrie et les stratégies les plus appropriées. Les divergences de vues étaient nombreuses, les tenants du laisser faire s'opposant aux interventionnistes (prônant des formules telles que « miser sur les secteurs d'avenir »), les partisans des grandes entreprises à ceux des petites, ceux qui proposaient de concentrer les efforts sur les technologies nouvelles à ceux qui préconisaient une plus grande dispersion des aides, etc. Désireux surtout d'obtenir l'assentiment le plus large, le gouvernement a finalement adopté une approche assurant un certain équilibre entre ces différentes tendances mais qui, dans l'ensemble, ne semble guère interventionniste.

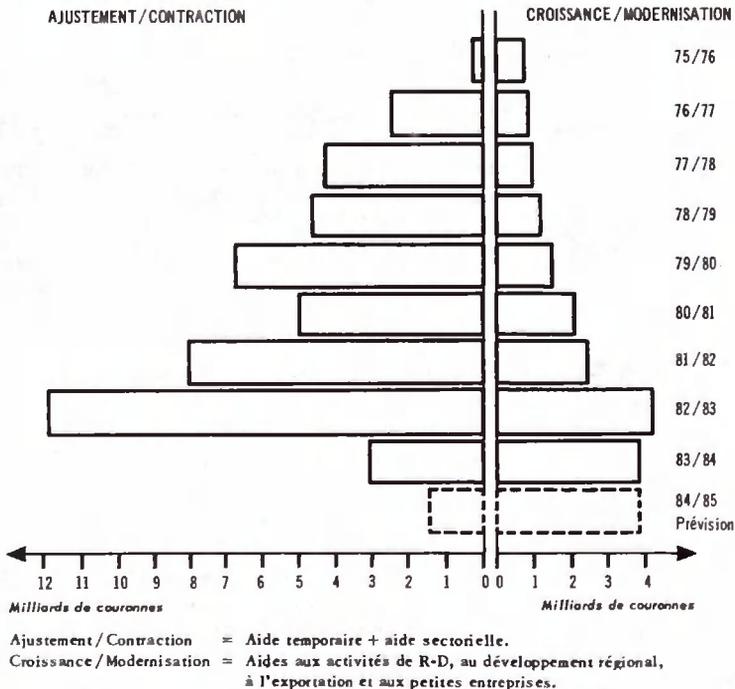
i) *Soutien aux industries en difficulté*

Le soutien massif aux entreprises et aux branches qui se trouvent en difficultés, soit par suite d'une compétitivité insuffisante, soit pour des raisons structurelles plus profondes, a eu une incidence importante sur la nature et sur le rythme du processus d'ajustement qui s'est opéré dans la seconde moitié de la décennie 70 et au début des années 80. Les subventions à l'industrie, mesurées sur la base des coûts nets, qui représentaient 1 pour cent des dépenses de l'administration centrale au titre de l'exercice budgétaire 1975/76, avaient atteint environ 6¼ pour cent de ces dépenses en 1982/83 (passant ainsi de ¼ pour cent à 2¾ pour cent du PIB). Les principaux bénéficiaires ont été la construction navale, la sidérurgie, les industries extractives et forestières, secteurs à capitaux publics ou dont l'État a pris le contrôle (pour plus de détails sur ces systèmes d'aide, voir l'Annexe I). Toutes ces mesures défensives, bien qu'associées de plus en plus à des efforts de restructuration, répondaient en grande partie au souci de trouver des solutions socialement acceptables aux problèmes d'ajustement industriel. Les autorités se sont préoccupées à la fois des coûts économiques et sociaux du chômage associé aux politiques d'ajustement ainsi que des liens entre ces coûts (par exemple, le fait que les chômeurs de longue durée deviennent de moins en moins employables). Il est donc très difficile d'essayer d'évaluer le coût économique réel de ces mesures d'aide. D'une part, le processus d'ajustement a été tempéré en ce sens que ses résultats ont été plus acceptables sur le plan social et qu'il a permis le redressement de certaines entreprises et de certains secteurs. D'autre part, les simulations effectuées par l'Institut de Recherche Industrielle⁶ incitent à penser que les subventions freinent considérablement la croissance au point qu'elles ont peut-être été en fait l'une des principales causes de la rupture observée depuis le milieu des années 70 dans l'évolution des résultats des entreprises. Le recours massif aux subventions signifie que non seulement des facteurs de production se sont trouvés bloqués pendant de longues périodes dans des activités déficitaires, mais qu'en outre les autres secteurs de l'économie ont été privés de l'apport de la main-d'œuvre qualifiée employée dans des industries en crise, lesquelles disparaîtraient en cas d'arrêt des subventions et qui pourtant, dans de nombreux cas, paient encore les salaires les plus élevés de l'industrie⁷. D'où les pénuries qui existent sur le marché du travail et qui ont contribué à accroître la part des

salaires dans l'économie jusqu'à des niveaux qui se sont révélés incompatibles avec la poursuite de l'expansion des autres secteurs industriels, non subventionnés.

C'est pourquoi le gouvernement, qui avait pourtant jugé difficile, souvent, de mettre fin aux programmes d'aide, s'est résolu au début des années 80 à réduire progressivement les subventions aux secteurs les plus durement touchés, des progrès ayant été réalisés dans l'élimination des obstacles à la croissance, et s'est tourné de plus en plus vers une action en faveur des secteurs de haute technologie et vers l'aide aux activités d'avenir. Il y a sans doute été incité aussi par la rapide détérioration des finances publiques dans les années 1977 à 1982. La réorientation de la politique industrielle a été confirmée dans un projet de loi présenté au Parlement en mars 1984, qui soulignait l'importance de mesures positives et tournées vers l'avenir. En conséquence, le montant total des aides publiques à l'industrie a été ramené de quelque 17 milliards de couronnes au cours de l'exercice budgétaire 1982/83 à 6½ milliards pendant l'exercice 1984/85. En revanche, la part des aides visant à favoriser l'innovation et le progrès technologique, les petites et moyennes entreprises, ainsi que les exportations et le développement régional, a augmenté (graphique 16). Dans certains cas, la nouvelle politique industrielle devrait alourdir les charges de la politique de l'emploi. Le gouvernement estime qu'à tout prendre, ces mesures seront moins coûteuses à long terme et plus propices à la restructuration et au remodelage de l'industrie, qui doivent constituer un processus continu.

Graphique 16. Structure de l'aide à l'industrie



Source : Ministère de l'Industrie.

ii) Mesures en faveur de l'innovation et de l'expansion industrielle

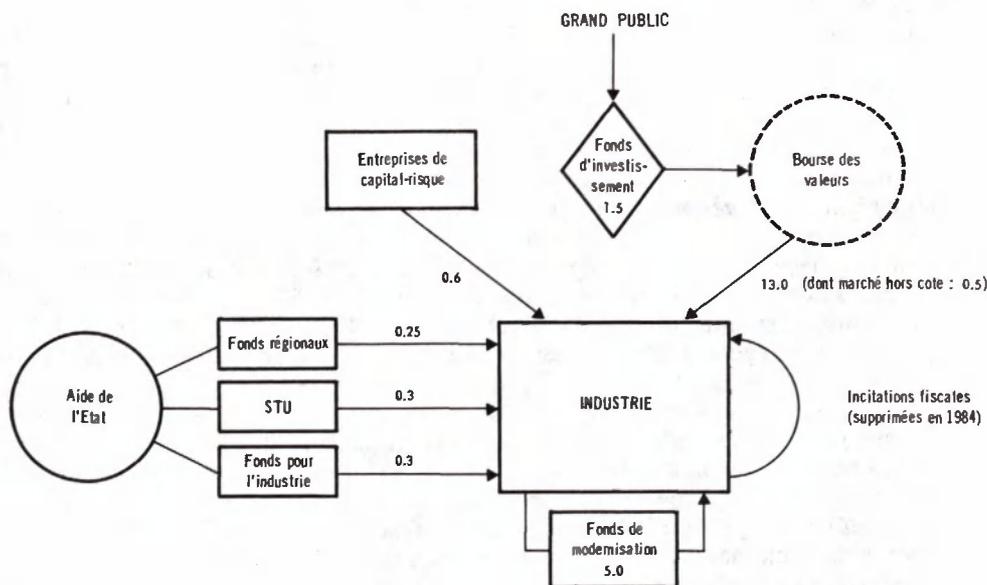
Les mesures prises pour favoriser l'innovation et créer des conditions plus favorables à une expansion industrielle durable ont pris des formes très diverses : aides directes à la R-D dans l'industrie, à l'innovation et à la création d'entreprises, dispositions fiscales propres à stimuler les dépenses liées à la technologie dans les entreprises, et mesures visant à améliorer le fonctionnement des marchés de capitaux. Les mécanismes ainsi mis en œuvre et les flux financiers correspondants sont illustrés par le graphique 17. La structure de l'aide – caractérisée par la prédominance des flux résultant d'incitations indirectes sur les flux d'aide directe – est presque unique en son genre parmi les pays de l'OCDE, puisqu'elle combine des aides publiques d'un montant relativement limité avec des dispositions fiscales et financières d'une grande portée ayant pour effet d'orienter les capitaux privés vers l'industrie.

Des *aides directes* sont accordées aux projets de R-D dans l'industrie⁸, ainsi qu'aux entreprises qui innovent, par l'intermédiaire de deux organismes indépendants :

- L'*Office du développement technique* accorde des subventions remboursables en cas de succès pour les projets de R-D qui se trouvent dans leur phase initiale. Cette aide a représenté 220 millions de couronnes en 1983, soit un tiers du budget total de l'Office, le solde étant consacré à des activités de recherche fondamentale. Il est difficile d'évaluer l'efficacité de cette aide car les résultats économiques n'apparaissent qu'avec un long décalage. Cependant, le pourcentage de récupération des fonds investis est relativement modeste : 20 pour cent sur la période 1970-80.

Graphique 17. Aide financière et incitations à l'innovation en 1984

Les flux sont exprimés en milliards de couronnes suédoises



Source : Secrétariat de l'OCDE.

- Le *Fonds pour l'industrie* accorde des aides aux grandes entreprises pour d'importants projets à long terme au titre de la R-D et de l'industrialisation. De 1977 à 1983, 1 700 millions de couronnes ont été affectés à une centaine de projets et le taux de réussite est assez élevé (environ 50 pour cent).

A la suite de la dévaluation de 1982, des *fonds spéciaux d'investissement* ont été créés pour assurer l'affectation des bénéfices supplémentaires des entreprises à l'investissement plutôt qu'à la distribution de dividendes ou à des opérations financières, mais aussi pour faire mieux accepter aux syndicats cette forte augmentation des profits. Vingt pour cent des bénéfices devaient être affectés à ces fonds et déposés à la Riksbank. Au total, il semble que les sommes accumulées à ce titre en 1984 se soient élevées à quelque 10 milliards de couronnes. Les dépôts pouvaient être débloqués pour des investissements en machines et outillage – avec l'accord des syndicats de l'entreprise. Les investissements en R-D et en marchéage étaient également admis, mais, en pratique, les fonds n'ont été utilisés que pour des investissements en actifs réels. En 1986, ils seront remplacés par des *Fonds de modernisation* ayant un objet plus large, puisque les dépôts pourront être utilisés pour financer non seulement l'achat d'actifs réels mais aussi la formation des salariés de l'entreprise ou des activités de R-D. Les entreprises devront affecter à ces fonds 10 pour cent de leurs profits de 1985 (excédent d'exploitation après amortissement, mais avant déduction des autres provisions), cette dotation étant intégralement déductible pour le calcul de l'impôt. Pour 1986, le montant des ressources ainsi collectées devrait être de l'ordre de 5 à 8 milliards de couronnes, soit environ 1 pour cent du PIB.

Enfin, une série de mesures ont été prises en 1982 pour améliorer le fonctionnement du *marché financier* et orienter les capitaux privés vers l'industrie :

- Des *fonds spéciaux de placement* (allemanfonder) ont été créés, dans lesquels les particuliers (y compris les enfants) peuvent placer jusqu'à 800 couronnes par mois, les sommes ainsi collectées devant être réinvesties par les banques et les établissements spécialisés, principalement en actions de sociétés cotées en bourse. Cette forme d'épargne bénéficie d'un régime fiscal favorable, puisque les dividendes encaissés et les plus-values ne sont pas imposables au-dessous de 7 500 couronnes par an. Quelque 500 000 personnes placeraient régulièrement leur épargne de cette manière, et les sommes versées pourraient atteindre 2 milliards de couronnes en 1985.
- Le *régime fiscal des petites entreprises* a été modifié pour accroître leurs possibilités de se procurer des fonds propres. Pour les sociétés non cotées à la principale Bourse de valeurs, les actions sont évaluées à 30 pour cent de leur valeur d'actif nette pour l'imposition sur le patrimoine. Une autre disposition fiscale en faveur des petites entreprises est la faculté qui leur a été donnée de déduire de l'impôt sur les sociétés une somme égale à 70 pour cent des dividendes distribués, dans la limite de 700 000 couronnes.
- La *réglementation des marchés de valeurs mobilières* a été assouplie, grâce à quoi, ainsi qu'aux modifications du régime fiscal, on a vu se développer rapidement le marché hors cote où se traitaient en janvier 1985 les titres de quelque soixante-dix sociétés. On estime approximativement à 1/2 milliard de couronnes les capitaux levés par ces entreprises en 1984. Cette évolution s'est accompagnée d'une expansion très soutenue d'un marché du capital-risque. Près de vingt sociétés de capital-risque se sont créées au cours des trois dernières années, les sommes collectées par elles étant de l'ordre d'un milliard de couronnes. Il semble cependant que ce développement ait atteint ses limites ; on a signalé récemment des faillites parmi ces sociétés. Il convient

toutefois de noter que le marché hors cote et le marché du capital-risque ne représentent qu'une faible partie des marchés d'apports de fonds propres. De fait, de 1980 à 1984, l'apport total de nouveaux fonds propres est passé de 1/2 milliard de couronnes à 13 milliards de couronnes.

Comme on vient de le voir dans les paragraphes précédents, un certain nombre de formules ont été instituées pour favoriser la transformation de l'industrie dans le sens d'une plus forte expansion. On a cherché tout particulièrement à faciliter l'adaptation des entreprises aux technologies nouvelles, bien que d'autres types d'action aient pu avoir une importance identique pour le processus d'ajustement. Pour apprécier le rôle de ces mesures en général, il convient de noter que l'aide aux activités d'avenir est normalement fondée sur l'idée que, dans les pays industrialisés la croissance dépend dans une large mesure de l'ajustement structurel et de l'innovation plutôt que de la simple augmentation de la population active et du stock de capital, et sur le fait que la contribution de ces « tiers facteurs » a diminué au cours des années 70 ou qu'elle a été moins importante qu'à l'étranger. Seule l'innovation – définie au sens large comme l'application de technologies nouvelles ou de techniques de gestion plus modernes pour accroître les quantités produites par unité de moyens de production mise en œuvre – permet à la société d'assurer une progression du bien-être comparable à celle des années 50 et 60. Étant donné la diversité des systèmes mis en place en Suède depuis la fin des années 70, il est difficile d'évaluer leur incidence macro-économique globale. Cependant, il est évident qu'en cas de « déficiences du marché », l'intervention des pouvoirs publics est d'une importance capitale pour les perspectives de croissance future. On en a un bon exemple avec les mesures prises pour libéraliser et élargir le marché financier et faciliter l'affectation de l'épargne privée à la formation de capital réel. De plus, l'aide à la création de petites entreprises joue sans doute un rôle important dans la mesure où, comme on l'admet généralement, ces entreprises, qui se prêtent pourtant particulièrement à l'adoption des technologies nouvelles, sont souvent moins bien placées que les autres pour se procurer des capitaux à risque. Le bilan présente cependant aussi un certain nombre d'aspects négatifs que l'on ne doit pas négliger. A partir du moment où l'administration intervient pour favoriser l'innovation dans le secteur des entreprises privées, il est fort à craindre que ces dernières ne changent de comportement dans ce domaine, leur propension à prendre des risques s'affaiblissant, et que l'aide sélective aux activités d'avenir ne compromette le sort de nouvelles activités tout aussi prometteuses. De plus, le fait que la prise de décision centralisée entre les mains de l'administration ait été substituée au processus décentralisé de recherche qui s'opère sur le marché risque d'entraîner une concentration excessive des aides sur un petit nombre d'activités⁹. Enfin, il faut souligner le principal avantage comparatif de l'initiative privée s'exerçant dans le cadre du marché : l'apparition de pertes au bilan indique à coup sûr que des erreurs ont été commises et elle oblige à y remédier, alors qu'un commencement d'échec de la part du secteur public se traduit souvent par l'octroi d'aides toujours accrues.

Soutenir la compétitivité de l'industrie

Si la diffusion rapide des techniques modernes de production ainsi que la diversification et l'adaptation des produits ont contribué à soutenir la compétitivité globale de l'industrie suédoise sur certains segments des marchés mondiaux, ses parts de marché dans les échanges mondiaux n'en ont pas moins diminué globalement. Au cours des dix années se terminant en 1982, la part de marché des exportations de produits manufacturés a diminué d'un demi

point (soit plus de 20 pour cent), mais le ratio de couverture des importations est resté à peu près constant et légèrement positif. Les soldes des échanges dans les différentes catégories de technologies font apparaître un fort excédent pour les basses et moyennes technologies et un déficit limité pour les hautes technologies (graphique 18)⁹. Les industries de base ont manifestement bénéficié de l'amélioration de leurs coûts relatifs à la suite des deux dernières dévaluations, tandis que les industries du secteur de la construction mécanique se sont révélées moins sensibles à ces variations, les prix ne constituant pas pour elles le paramètre essentiel de la capacité de concurrence. Globalement, cependant, l'évolution du solde des échanges dans les secteurs de haute technologie apparaît plus favorable que pour les pays européens de l'OCDE pris dans leur ensemble. Sur une longue période, la progression des exportations comme des importations a été plus rapide pour les produits de haute technologie que pour les autres (tableau 18). Cela montre que, si les efforts pour maintenir la compétitivité dans le domaine des coûts doivent continuer à jouer un rôle important, la viabilité à long terme de l'industrie dépendra cependant de plus en plus de son aptitude à gérer les facteurs d'ordre technologique.

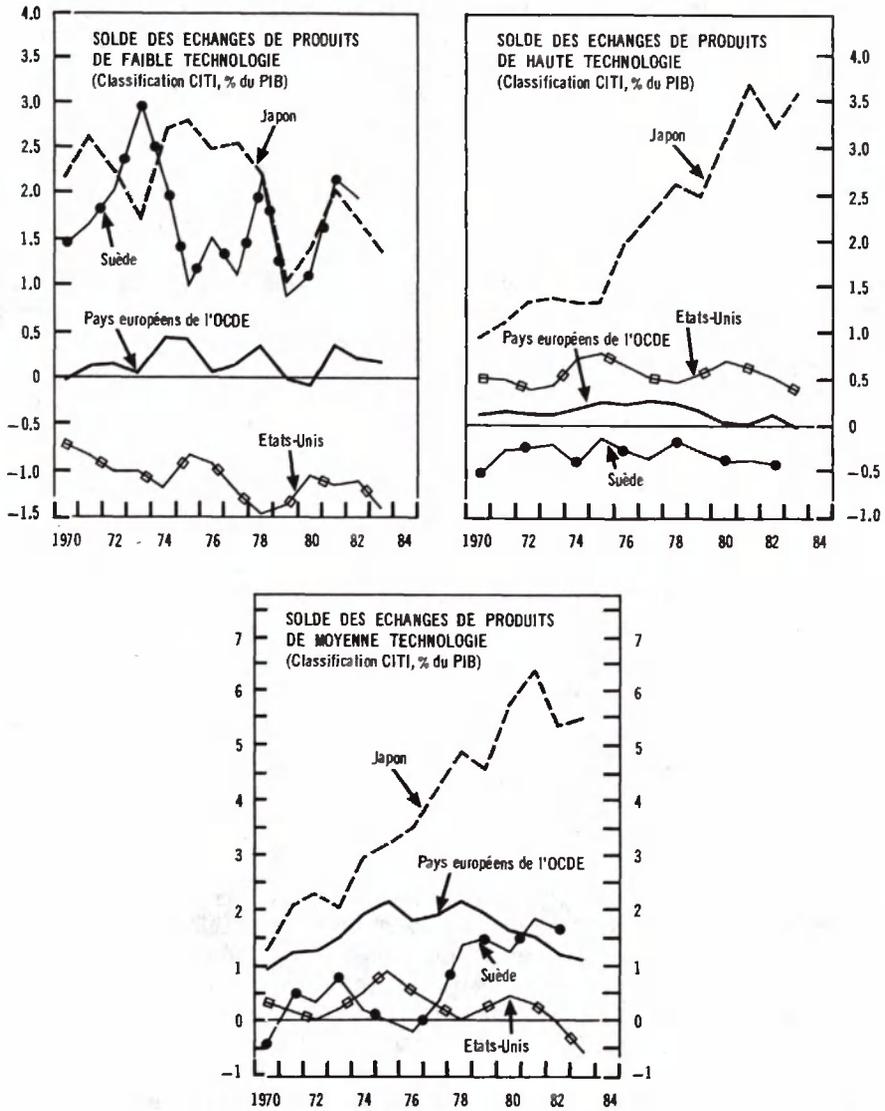
La part des produits de haute technologie dans les exportations suédoises n'est pas très élevée par rapport aux pays étrangers en raison de la place importante qu'occupent de longue date certains produits dont l'intensité de R-D est relativement faible, comme le papier (dont la Suède est le deuxième exportateur mondial après le Canada) et le bois (troisième exportateur mondial après le Canada et les États-Unis). Les principaux « piliers » des ventes à l'étranger de produits de haute technologie sont les automobiles, les machines et appareils non électriques, l'électronique et le matériel de télécommunications, branches qui dégagent des excédents importants. Ces dix dernières années toutefois, l'industrie pharmaceutique a enregistré à la fois une augmentation de ses parts de marché, une stabilisation de la pénétration des importations et une amélioration de sa balance commerciale. Une analyse plus fine montre que la Suède a obtenu des succès tout particuliers dans une gamme de produits bien définis, se caractérisant par de fortes assises technologiques et par un bon écoulement sur le marché intérieur. Les robots industriels, dont la Suède est le troisième producteur au monde après le Japon et les États-Unis, en constituent un bon exemple. Cela est surtout le fruit non seulement de la compétence accumulée dans un certain nombre de domaines-clés (métallurgie, machines, traitement de surfaces, etc.) qui font traditionnellement la force de l'industrie, mais aussi de l'attitude favorable des gros utilisateurs de ces produits, comme l'industrie automobile. Bien que la hausse rapide des coûts de main-d'œuvre ait poussé à utiliser les

Tableau 18. **Classification des échanges de produits manufacturés selon leur contenu en technologie**
Indices basés sur les valeurs en dollars des États-Unis

	1970	1973	1975	1980	1982	1983
<i>Exportations</i>						
Ensemble des produits manufacturés	100	178	257	466	405	416
Produits de haute technologie	100	183	281	530	492	507
Produits de moyenne et faible technologie	100	178	254	395	395	405
<i>Importations</i>						
Ensemble des produits manufacturés	100	152	251	434	361	341
Produits de haute technologie	100	155	238	455	426	446
Produits de moyenne et faible technologie	100	152	253	431	352	326

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 18. Évolution de la structure des échanges en fonction du changement technologique



Source : Secrétariat de l'OCDE.

robots dans les processus de production à forte intensité de travail, les salariés et les syndicats ont toujours été réceptifs au progrès technique. Dans l'ensemble, malgré son intense effort de R-D, la Suède n'a pas encore dégagé d'excédents dans les échanges de produits de haute technologie. Cependant, son taux de dépendance à l'égard des importations de ce type de produits est remarquablement bas par rapport à la valeur ajoutée des industries manufacturières : il n'a d'équivalent qu'aux États-Unis. Cette situation peut se modifier rapidement, un certain nombre de secteurs stratégiques étant devenus largement dépendants des importations de produits de haute technologie. Le secteur de la micro-électronique, par exemple, importe 90 pour cent de ses composants semi-conducteurs.

La balance des paiements au titre des transferts de technologies a été à peu près équilibrée pendant les années 60 et 70, puis elle est devenue positive au cours des années 80, faisant apparaître un excédent de 0.3 milliard de couronnes en 1983. La Suède est donc devenue l'un des rares exportateurs nets de technologie de la zone de l'OCDE, avec les États-Unis, le Royaume-Uni, le Danemark et la Finlande. Les recettes tirées par les entreprises de la vente à l'étranger de brevets, redevances etc., ont été multipliées par huit au cours des quinze dernières années, alors que les versements correspondants à l'étranger n'ont que quadruplé. On peut voir là le signe d'un renforcement du potentiel et de la compétitivité technologiques de la Suède. Les sommes versées à l'étranger ont représenté moins de 4 pour cent des dépenses de R-D de l'industrie en 1983, ce qui place la Suède parmi les trois pays de l'OCDE dont l'indépendance est la plus grande sur le plan technologique. Le développement du potentiel technologique apparaît aussi dans la forte augmentation des versements effectués *entre entreprises suédoises* au titre des procédés de fabrication mis au point dans le pays. Les entreprises préfèrent être aussi peu dépendantes que possible de leurs fournisseurs, et dans un monde de plus en plus marqué par le protectionnisme, elles préfèrent donc acheter « sur place » ; en 1983, les dépenses effectuées à cette fin ont représenté 60 pour cent des versements à l'étranger, contre 24 pour cent seulement en 1971. Plus du tiers des recettes correspondant à des transferts internationaux de technologie proviennent de pays européens, et l'excédent des échanges avec ces pays s'est constamment accru depuis le début des années 80. En 1983, la balance de la Suède vis-à-vis des États-Unis est pour la première fois devenue positive à la suite de ventes massives de procédés de fabrication pharmaceutiques, tandis que l'excédent traditionnel vis-à-vis du Japon a plus que doublé.

Remarques finales

Dans l'ensemble, l'industrie suédoise a obtenu de bons résultats sur le plan technologique, surtout par comparaison avec les autres pays européens. Considérée en elle-même et au vu des tendances actuelles, elle ne devrait guère avoir de grosses difficultés à continuer dans la même voie. La restructuration de l'industrie de base, de la sidérurgie ainsi que de la construction navale a été plus poussée que dans la plupart des autres pays. Toutefois, pour maintenir sa compétitivité à long terme, l'industrie suédoise doit accroître encore ses compétences technologiques. A cet égard les domaines qui méritent de retenir particulièrement l'attention seraient les suivants (l'Annexe I donne à ce sujet des indications plus détaillées) :

- i) Suppression des goulets d'étranglement que constituent les pénuries de main-d'œuvre qualifiée, d'où la nécessité, semble-t-il, de modifications dans la structure des salaires et d'une réforme plus profonde du système éducatif ;
- ii) Action en faveur des petites entreprises axées sur la technologie, ce qui semble exiger une extension des réseaux de services se rapportant à la technologie et au

marchéage, une meilleure coopération entre les universités et l'industrie, et des possibilités suffisantes d'information et de formation au niveau local et régional ;

- iii) Adaptation de l'appareil de recherche dans le sens du renforcement des assises scientifiques des technologies nouvelles, ce qui implique en particulier des mesures propres à assurer la coordination dans le temps des efforts de R-D des universités et du secteur public.
- iv) Coordination des ressources gouvernementales dans certains domaines, tels que la technologie de l'information.

Cette partie de l'étude a été consacrée essentiellement aux aspects micro-économiques de l'ajustement de l'industrie suédoise au cours de la dernière décennie, ainsi qu'à la situation technologique de l'économie. Ces deux points conditionnent pour une part importante la réalisation du plein emploi d'ici la fin de la présente décennie, objectif essentiel de la politique économique. L'ajustement de l'industrie a été assuré principalement par les grandes entreprises, celles-ci ayant modifié leur stratégie pour s'adapter au nouvel environnement économique créé par le premier choc pétrolier. Le gouvernement a, jusqu'à ces derniers temps, concentré son aide directe sur la restructuration des industries en difficulté, tandis que l'action en faveur des nouveaux secteurs d'activité et des industries en expansion a pris surtout la forme d'incitations indirectes ou de réglementations visant à acheminer l'épargne privée vers l'industrie. La compétitivité technologique de l'industrie a évolué de façon assez satisfaisante, mais elle ne pourra être maintenue durablement qu'au prix de nouveaux efforts. Comme l'innovation est d'une importance primordiale pour la croissance future et l'ajustement positif, le gouvernement aura sans aucun doute un rôle considérable à jouer dans l'encouragement aux investissements créatifs et à la mise au point de technologies nouvelles. Il lui faut avant tout créer un climat général favorable à l'acquisition des compétences, à la formation du capital et à sa rotation, ainsi qu'à la prise de risques et à l'innovation. A cet égard, des politiques appropriées dans les domaines de la régulation macro-économique, du marché financier et de la réglementation feraient peut-être au moins autant pour l'innovation que des aides financières axées spécifiquement sur la mise au point de nouvelles technologies.

IV. CONCLUSIONS

La nouvelle stratégie économique mise en œuvre depuis 1982 ainsi que le redressement des échanges mondiaux ont amélioré ces deux dernières années les résultats de l'économie suédoise dans plusieurs domaines où la tendance avait été médiocre pendant les années 70 et les toutes premières années 80. La production industrielle, stimulée par la progression rapide des exportations, a regagné le terrain perdu depuis 1974. En outre, un certain nombre de déséquilibres structurels se sont atténués et le chômage est resté peu élevé par rapport aux autres pays. La rentabilité des entreprises a de ce fait fortement augmenté, l'un des principaux verrous de la croissance sautant du même coup. La balance des opérations courantes est devenue à peu près équilibrée après avoir enregistré en 1982 un déficit correspondant à 3½ pour cent du PIB, et le déficit budgétaire a diminué en valeur absolue en 1983 et en 1984. Cependant, il n'est pas certain que les progrès réalisés dans la voie d'un meilleur équilibre externe et interne soient durables. Que cet acquis n'ait pas été encore consolidé, on le voit notamment au fait que les résultats comparés de la Suède dans le domaine de l'inflation ont

continué de se dégrader, et si ce mouvement ne s'inverse pas, il fera peser une grave menace à court et moyen terme sur la réalisation des principaux objectifs de la politique économique.

L'avantage concurrentiel procuré par la dévaluation de la couronne de 1982 risque de s'amenuiser, ce qui compromettrait le transfert de ressources – en capital et en main-d'œuvre – vers les secteurs exposés, qui est au centre de la stratégie officielle. Pleinement conscient de ces risques, le Gouvernement a agi depuis le milieu de 1984 dans plusieurs directions afin de ramener le taux d'inflation à 3 pour cent en 1985 comme il se l'est proposé.

- Il a tenu des consultations avec les partenaires sociaux (au milieu de 1984) en vue de limiter les majorations de salaires en 1985 à 5 pour cent, taux jugé compatible avec l'objectif en matière d'inflation. Un accord sur cette base a été ultérieurement conclu entre les partenaires sociaux (LO et SAF) ;
- Un blocage temporaire des prix a été décrété au début de mars dans le but de faire obstacle aux pressions sur les prix qui résulteraient d'un nouvel accroissement des marges bénéficiaires et d'amener les entreprises à n'accepter que des augmentations de coûts salariaux restant dans la limite de 5 pour cent ;
- Le budget 1985/86 fait entrevoir la possibilité d'un allègement de l'impôt si les accords de salaires négociés dans le secteur privé restent conformes à la norme fixée par le Gouvernement.

Il se peut certes, que les normes gouvernementales restreignent effectivement les hausses qui seront stipulées dans les prochains accords de salaires et que le blocage des prix aide à atteindre les objectifs immédiats en matière d'inflation, mais aucune de ces mesures n'est susceptible d'agir à plus long terme. Toutefois, étant donné l'antagonisme probable entre l'impératif absolu du plein emploi et le recours au libre jeu des mécanismes du marché pour maintenir l'augmentation globale des salaires à un niveau compatible avec les exigences de la compétitivité, le Gouvernement ne pourra sans doute éviter de jouer dans l'avenir un rôle dans le processus de détermination des salaires. Les éventuels allègements d'impôt qui pourraient être accordés pour modérer la progression des salaires impliqueraient toutefois un freinage plus vigoureux des dépenses publiques si le Gouvernement veut réduire le déficit budgétaire comme il le prévoit. De plus, un desserrement des liens entre les différentes catégories de salaires faciliterait l'apparition d'une structure des rémunérations reflétant plus fidèlement les écarts de productivité et ferait ainsi disparaître la forte dérive inflationniste inhérente au système actuel de détermination des salaires.

Les projections du Secrétariat pour 1985 et 1986 indiquent un tassement de la croissance économique, dû notamment à une expansion plus lente des échanges mondiaux et à la dégradation de la compétitivité internationale de la Suède observée au cours de l'année 1984. Toutefois, les possibilités d'infléchir la politique budgétaire pour contrecarrer les effets éventuels sur l'emploi de ces évolutions doivent être considérées comme extrêmement limitées. Le maintien de l'austérité budgétaire s'impose, non seulement pour soutenir les autres éléments de la politique anti-inflationniste du Gouvernement, mais aussi pour assurer plus aisément un transfert suffisant de ressources. De fait, comme le souligne l'Étude officielle à moyen terme, c'est dans le secteur privé notamment qu'il faudra créer des postes de travail si l'on veut atteindre le plein emploi d'ici à la fin de la décennie. Cependant, indépendamment des incertitudes entourant les projections relatives à l'équilibre financier en général, un certain nombre de considérations incitent à penser que le rythme à imprimer au processus d'assainissement des finances publiques devrait être fonction non seulement de l'épargne disponible du secteur privé mais encore du niveau très élevé que pourrait atteindre la dette

rapportée au PIB. Des prélèvements excessifs de l'État sur l'épargne disponible risquent, au-delà de l'avenir immédiat, d'entrer en conflit avec les besoins de financement du secteur privé. Une accumulation trop rapide de titres de la dette publique dans les portefeuilles privés est de nature à maintenir une pression à la hausse sur les taux d'intérêt, entravant ainsi l'investissement et la redistribution souhaitée des ressources. L'accroissement continu de l'endettement de l'État, et donc des versements d'intérêts, fixera des limites aux autres postes de dépenses. Il importe que l'assainissement budgétaire structurel soit principalement obtenu par un freinage des dépenses publiques. L'« effet de ciseaux de la fiscalité » (c'est-à-dire l'écart croissant entre le revenu brut et le revenu disponible) est déjà très important, et une nouvelle augmentation aurait indubitablement des répercussions défavorables sur l'efficacité globale de l'économie en affaiblissant l'incitation au travail, à l'épargne et à l'investissement.

La durabilité des progrès réalisés sur la voie d'une économie plus équilibrée dépendra non seulement d'une orientation judicieuse de la politique macroéconomique et d'une évolution favorable de la compétitivité internationale, mais aussi de la « qualité » du processus d'ajustement de l'industrie suédoise. Les années 1974 à 1982 ont été difficiles à cet égard. Les efforts de restructuration et d'adaptation ont eu pour principale conséquence de rétrécir l'appareil industriel, l'affectation des ressources disponibles étant gravement faussée par le maintien, à coup de subventions, d'un volume important de main-d'œuvre et de capital dans les industries structurellement en crise. Des différentes catégories d'entreprises, ce sont les grandes sociétés tournées vers l'exportation qui semblent s'être sorties le mieux de la période de stagnation, car elles ont pu adopter des technologies nouvelles, accroître leurs propres efforts de recherche et développement et progresser sur les marchés extérieurs, notamment par acquisition d'entreprises étrangères. Au début des années 80, il était devenu parfaitement clair que le pays ne pourrait faire face aux déséquilibres structurels croissants de l'économie sans une expansion industrielle durable. La contribution du Gouvernement à ce processus a été double. D'une part, il a assuré la compétitivité internationale de l'industrie au moyen de deux ajustements successifs du taux de change, en 1981 et 1982, et la politique macroéconomique a été définie dans le but d'assurer un transfert permanent de ressources vers l'investissement et les exportations nettes. D'autre part, les subventions aux entreprises ont été fortement réduites et les mesures prises ont visé désormais à créer les conditions d'une expansion de l'ensemble du secteur industriel et à aider en particulier les entreprises à se transformer en fonction des exigences de l'avenir. A cet égard, on a pris surtout en compte la nécessité de favoriser le progrès technique et, plus généralement, d'assurer un environnement plus propice à la croissance par la création des fonds spéciaux d'investissement, par l'amélioration du fonctionnement des marchés de capitaux et par des incitations fiscales particulières. Ce processus est toutefois entravé par un système fiscal qui tend intrinsèquement à maintenir la structure actuelle des entreprises. La double imposition des bénéfices des sociétés jointe au niveau élevé des taux marginaux de l'impôt sur le revenu exige un rendement avant impôt des investissements extrêmement élevé, ce qui tend à empêcher la création de nouvelles entreprises. De plus, pour des raisons fiscales, les profits sont généralement demeurés cantonnés dans les branches qui les secrètent. La récente réduction des taux des impôts sur les sociétés (qui élargit simultanément l'assiette fiscale) et la mise en œuvre de la réforme des taux marginaux contribueront effectivement à atténuer ces distorsions.

Le fait que la Suède évolue vers une économie de haute technologie et à « forte intensité de savoir » montre bien la nécessité de réduire les rigidités qui affectent les structures de l'appareil industriel et du marché du travail. Le niveau élevé de la rentabilité des entreprises permet seul de financer les investissements en « logiciel » (commercialisation, par exemple) et en « capital humain », et l'on ne saurait en tirer argument pour justifier des actions visant à modifier la répartition des revenus de facteurs. De plus, la viscosité des salaires relatifs tend à limiter les

ressources en personnel techniquement compétent. Le virage qui s'effectue en direction des produits de haute technologie a accru l'importance relative de la qualité et du service par rapport au prix. Ni les dévaluations répétées ni une politique industrielle de style classique, qui s'emploieraient tout aussi vainement sans doute à « miser sur les secteurs d'avenir » qu'à « soutenir les canards boiteux », ne créent des conditions propices à une expansion industrielle reposant sur des bases solides. L'adaptation de l'enseignement et de la recherche aux besoins créés par les technologies nouvelles est essentielle à la rénovation de l'appareil industriel. Dans le cas de la Suède, il importe surtout de fournir une main-d'œuvre hautement qualifiée, de favoriser le développement des petites entreprises fondées sur la technologie et de créer les conditions essentielles permettant à l'industrie d'élargir ses compétences technologiques. L'évolution vers une industrie « intellectualisée » exige une gestion judicieuse des facteurs qui déterminent la production, l'affectation et l'utilisation du *savoir* – facteurs d'une importance capitale pour le développement d'une économie avancée.

En bref, la Suède est l'un des rares pays à avoir réussi à rétablir la compétitivité extérieure, la rentabilité et l'équilibre de la balance courante tout en assurant un certain degré d'ajustement structurel n'ayant pas entraîné une forte aggravation du chômage. Les déficits budgétaires ont par ailleurs été nettement réduits. L'inflation reste cependant un problème majeur pour la conduite de la politique économique et il reste à trouver les moyens d'éviter que, à moyen terme, la compétitivité internationale se dégrade encore et que l'on retombe dans le cycle des dévaluations. Le Gouvernement aura toujours pour tâche de garder la maîtrise des salaires et des prix et d'améliorer le processus de formation des salaires. En outre, des efforts soutenus doivent être faits pour réduire encore le déficit budgétaire et ouvrir la voie, à long terme, à un allègement de la pression fiscale, laquelle semble de plusieurs manières introduire des distorsions dans l'affectation des ressources. La réalisation de ces objectifs est nécessaire pour assurer une croissance de l'emploi qui soit en rapport avec le but ambitieux fixé dans l'Étude à moyen terme.

ADDENDUM

Après que cette Étude eut été finalisée les autorités suédoises ont annoncé le 13 mai des mesures destinées à renverser l'accélération des sorties de capitaux. Cette accélération peut être reliée à la détérioration de la balance courante durant les premiers mois de l'année et a été fortement influencée par la grève des fonctionnaires qui a débuté le 2 mai et s'est terminée le 20 mai. Les mesures suivantes ont été annoncées :

- a) Le taux d'escompte et le taux de pénalité ont été augmentés de 2 et 2½ points respectivement atteignant 11½ et 16 pour cent. Le taux d'intérêt des obligations prioritaires a été augmenté d'un point atteignant 12 pour cent;
- b) L'expansion normalisée des prêts bancaires a été diminuée de moitié et ramenée à 2 pour cent pour 1985, et les conditions de financement, pour la reconstruction et les réparations des habitations, ont été resserrées. Les recommandations de la Banque Centrale concernant les taux d'intérêt des prêts ont été suspendues.

De plus, le gouvernement a proposé une série de mesures afin d'infléchir la consommation privée et les liquidités du secteur commercial.

- a) Réglementations plus strictes concernant les achats à crédit, notamment les achats d'automobiles;
- b) Taxation plus forte sur les voitures neuves (bilaccisen) et les inscriptions hypothécaires;
- c) Dépôt à la Banque Centrale de liquidités additionnelles correspondant à 4 pour cent de la masse salariale des entreprises, dépassant 20 millions de couronnes;
- d) Suspension de certaines dépenses de l'Administration publique de l'ordre de 2 à 3 milliards (bruts) de couronnes pour l'année fiscale 1985/86 afin d'atteindre à une contraction de la demande d'environ 1 milliard de couronnes.

Après l'introduction de ces mesures et la fin de la grève citée plus haut, on devrait assister à un renversement des dépenses en capital.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ministère des Finances : *Étude à moyen terme 1984*, SOU 1984 : 4.
2. Le graphique, établi par l'Office national de l'industrie, mesure pour chaque unité de production la valeur ajoutée par salarié en termes de coût salarial total moyen par personne employée dans l'industrie considérée dans son ensemble. Les différentes unités de production sont ensuite classées par ordre décroissant de productivité relative. Dans une industrie en régression, la courbe se trouve généralement en grande partie au-dessous de la ligne du coût salarial moyen, ce qui indique que beaucoup d'entreprises ont des difficultés financières. Un déplacement vers le haut est le signe d'une amélioration générale de la rentabilité, fruit de l'innovation et de l'adoption de nouvelles techniques. Une courbe convexe traduit la vulnérabilité de la structure de l'industrie aux chocs exogènes, tandis qu'une courbe concave est l'indice d'une industrie solide qui ne devrait guère être sensible aux évolutions du marché ou aux variations des coûts.
3. La comparaison porte normalement sur 1974, année exceptionnellement brillante pour l'industrie suédoise, au cours de laquelle on a enregistré une forte augmentation de la production totale, de la rentabilité et de l'investissement. Dès cette époque, cependant, la courbe de productivité faisait apparaître des signes de faiblesse. Cela est dû notamment au fait que l'amélioration de la productivité et de la rentabilité enregistrée au cours de la période 1972-74 a été surtout concentrée dans l'industrie des pâtes et papier, alors que les autres secteurs industriels ont été plus sensibles à la rapide augmentation des coûts (les prix des moyens de production ont augmenté de 20 pour cent en 1974). De fait, par rapport à la situation de la fin des années 60, la part dans l'effectif total des personnes employées par des entreprises risquant de fermer (autrement dit la proportion d'entreprises se situant au-dessous de la ligne moyenne des coûts salariaux) avait augmenté de 30 pour cent.
4. G. Eliasson *et al.* : *De svenske storförtagen-en studie au internationaliseringens konsekvenser för den svenska ekonomin*, Stockholm 1985).
5. Voir U. Jakobsson : *Full Employment by Real-wage Adjustment – Some Comments on 1984 Medium Term Survey (LU 84)*, Revue semestrielle Skandinaviska Enskilda Banken Quarterly Review 2/1984, pp. 55-56.
6. Voir IUI, *The Industrial Subsidy Program and Its Macroeconomic Impact*, Stockholm, 1981.
7. Voir, Eliasson G, *Microeconometrics and the Dynamics of Resource Allocation*, dans l'annuaire de l'IUI 1982-83 : *Microeconometrics*, Stockholm 1983.
8. L'investissement en recherche-développement a été stimulé par des *allègements fiscaux* jusqu'en 1984, les entreprises pouvant déduire de leur bénéfice imposable le tiers de leurs dépenses au titre du personnel affecté à la R-D. Ce système, dont les grandes entreprises ont le plus profité, a été supprimé, les moins-values fiscales qu'il entraînait étant trop importantes au regard de son efficacité : il est apparu en effet qu'il aboutissait à des manipulations comptables plutôt qu'à un réel effort d'innovation.
9. Par exemple, depuis le milieu des années 70, il n'est guère de publication qui n'ait insisté sur le potentiel de croissance de la micro-électronique et les biotechnologies et qui n'ait pressé l'État de soutenir ces secteurs.

Annexe I

NOTES TECHNIQUES

La présente annexe apporte des précisions complémentaires sur certains des points examinés dans le corps de l'Étude.

A. Évolution budgétaire récente et budget de l'exercice 1985/86

La position financière des administrations publiques s'est encore améliorée en 1984, le déficit financier représentant 3 pour cent du PIB contre près de 5 pour cent en 1983 (tableau A.1). Les recettes ont été gonflées par une série de relèvements des impôts indirects : à la fin de 1983 (alcools, tabacs,

Tableau A1. **Comptes consolidés des administrations publiques**¹
En milliards de couronnes

	1982	1983	1984	1985
<i>Recettes totales</i>	383.0	437.9	484.0	524.0
Impôts directs	136.2	153.8	170.0	182.4
Impôts indirects	91.8	109.6	123.9	134.8
Cotisations de sécurité sociale	86.6	95.5	103.6	114.1
Autres	68.3	78.9	86.4	92.7
<i>Dépenses totales</i>	422.8	472.5	507.3	548.7
Transferts et subventions	213.0	242.8	259.4	286.7
Ménages	122.4	137.4	147.8	162.7
Entreprises ²	42.8	49.4	46.8	48.7
Reste du monde	4.4	4.8	4.8	5.1
Versements d'intérêts	43.5	51.1	60.0	70.3
Consommation publique	185.5	203.7	221.5	235.1
Formation brute du capital fixe ³	24.3	26.1	26.3	26.9
<i>Capacité de financement</i>	-39.8	-34.7	-23.3	-24.7
Administration centrale	-59.4	-53.5	-44.5	-46.4
Collectivités locales	1.0	-0.2	-1.1	-2.3
Sécurité sociale	18.6	19.0	22.3	24.0
<i>Pour mémoire :</i>				
Capacité de financement, en pourcentage du PIB	-6.3	-4.9	-3.0	-2.9
Recettes fiscales totales, en pourcentage du PIB	50.1	51.0	50.1	50.7
Dépenses, en pourcentage du PIB	67.4	67.1	64.7	64.5
Solde budgétaire de l'administration centrale, prêts financiers compris	-83.1	-80.0	-75.4	-63.0
Solde budgétaire de l'administration centrale, en pourcentage du PIB	-13.2	-11.4	-9.6	-7.4

1. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composantes.

2. Y compris les subventions à l'alimentation et au logement.

3. Y compris les achats nets de biens d'équipement existants.

Sources : Institut national, *Budget provisoire*, janvier 1985.

électricité et combustibles), en avril (essence) et en décembre 1984 (électricité, essence, alcools, tabacs et voyages charter). L'augmentation des recettes au titre de la fiscalité indirecte trouve cependant l'essentiel de son origine dans la reprise de la croissance de la consommation privée. Malgré une moins-value, estimée à 3 milliards de couronnes par an, du fait de la mise en œuvre de la réforme fiscale, les impôts directs ont eux aussi augmenté rapidement, l'amélioration des profits se traduisant par un net accroissement des rentrées liées à l'impôt sur les sociétés. En fin de compte, les recettes totales ont progressé de près de 20 pour cent en 1983 et de 12 pour cent en 1984. En 1983, les dépenses publiques ont augmenté moins rapidement que les recettes, pour la première fois depuis 1976. Cette tendance s'est poursuivie en 1984, avec un accroissement des dépenses estimé à 6½ pour cent, malgré un nouvel alourdissement de 20 pour cent des paiements d'intérêts. Si l'on tient compte de ces derniers, les dépenses n'ont augmenté que de 4 pour cent. Les transferts aux ménages – principalement les pensions – n'ont progressé que de 4 pour cent, les taux de base des pensions n'ayant été que partiellement « ajustés » pour tenir compte des effets de la dévaluation sur l'inflation, et le supplément spécial accordé en 1983 n'ayant pas été reconduit. Les aides aux entreprises ont diminué de plus de moitié, et les subventions alimentaires et les allocations-logement ont été réduites.

Le budget de l'administration centrale pour l'exercice 1985/86, publié récemment, laisse prévoir une aggravation du déficit en 1985. Cette évolution tient principalement à un ralentissement de la croissance des recettes parallèlement à la décélération des revenus nominaux. De plus, le solde financier subit les effets négatifs de la modification du calendrier des versements des cotisations patronales de sécurité sociale, qui implique la perte d'un mois de versements en 1985, tandis que l'accélération du recouvrement des revenus à la source n'apparaît pas dans le solde financier de l'État étant donné qu'elle ne reflète qu'une réduction des crédits d'impôt. Ainsi, le déficit financier de l'administration centrale pourrait passer de 44 milliards de couronnes en 1984 à 46 milliards en 1985. L'administration centrale influe aussi sur l'activité économique par le biais des crédits au secteur privé. Ceux-ci doivent diminuer fortement en 1985, du fait notamment de la débudgétisation des prêts au logement et des sommes investies dans la société nationale de télécommunications Televerket. Ainsi, le besoin de financement de l'administration centrale pourrait revenir de 75 milliards de couronnes en 1984 à 63 milliards en 1985. La capacité de financement de l'ensemble du secteur public selon la définition de la Comptabilité nationale – compte tenu d'un excédent régulier de 20 milliards de couronnes sur les comptes de la sécurité sociale et d'une légère dégradation de la position financière des municipalités – pourrait se détériorer, le déficit atteignant environ 35 milliards de couronnes, encore qu'après correction des mesures susmentionnées de gestion de trésorerie, son montant (sur la base des paiements) puisse être de l'ordre de 22 milliards de couronnes.

B. Répartition du revenu et politique fiscale

Ces dernières années, les principaux objectifs de la politique de répartition des revenus et de la politique fiscale ont été de partager équitablement la charge de l'ajustement entre les groupes socio-économiques, la mise en œuvre de la nouvelle stratégie devant entraîner de profonds changements dans la répartition fonctionnelle du revenu, et de faire accepter une propension plus modérée des salaires et une amélioration de la rentabilité de l'industrie à l'avenir. D'importantes modifications ont été apportées au système de sécurité sociale afin d'améliorer les prestations de chômage et de rétablir la valeur réelle des pensions. De plus, le système du paiement intégral des deux premiers jours d'absence pour maladie sans certificat médical a été rétabli et les allocations familiales ont été portées de 1 500 à 4 800 couronnes par enfant et par an à partir de 1985. Les impôts sur le patrimoine, les revenus de parts et dividendes, les dons et les successions ont été relevés. Dans le cadre du nouveau système national d'épargne, les épargnants sont plus nombreux à bénéficier d'allègements fiscaux. Quant aux entreprises, elles doivent placer une grande partie de leurs bénéfices dans divers fonds d'investissement. L'introduction d'un système de participation aux bénéfices dans les fonds salariaux vise à faire accepter la modération des salaires par les travailleurs.

La charge fiscale totale (mesurée par le rapport des impôts totaux au PIB) en Suède a représenté environ 51 pour cent du PIB ces dernières années. Le gouvernement ayant reconnu que le système fiscal en était arrivé au point où il tendait à décourager le travail et l'épargne et à favoriser la spéculation et

l'endettement, une réforme fiscale a été décidée et mise en œuvre entre 1983 et 1985, afin que le taux marginal d'imposition du revenu ne dépasse pas 50 pour cent pour 90 pour cent des titulaires de revenus. Parallèlement à la réforme fiscale, on s'est efforcé de simplifier la réglementation en matière d'impôt. D'importants éléments des impôts locaux sur les entreprises ont été supprimés, et 4 à 4½ millions de contribuables rempliront en 1986 des formulaires simplifiés de déclaration d'impôt. Par ailleurs, afin d'éviter une discrimination fiscale entre les facteurs de production, le système d'imposition du capital a été révisé : l'assiette de l'impôt a été élargie et les déductions pour investissement ont été réduites, tandis que les taux d'imposition étaient abaissés (de 58 à 52 pour cent). Bien que ne représentant que 2½ pour cent des recettes de l'État, les impôts sur les sociétés peuvent avoir des effets importants sur le comportement des entreprises, et on en rappellera donc rapidement les principaux aspects.

Les bénéfices des entreprises sont imposés à un taux proportionnel de 52 pour cent. Compte tenu cependant des déductions accordées au titre de l'amortissement des stocks et du capital physique et des dépôts sur les fonds d'investissement, les taux d'imposition effectifs peuvent être très différents de ce taux nominal. Par exemple, les entreprises manufacturières employant plus de 50 salariés ont vu leurs bénéfices, avant dotations aux comptes de provision et impôts, s'accroître d'environ 11.7 milliards de couronnes entre 1982 et 1983, mais elles n'ont payé sur cette somme que 0.9 milliard de couronnes d'impôts, du fait principalement de la plus forte dépréciation des stocks (+3.9 milliards de couronnes) et de l'augmentation des dépôts sur fonds d'investissement (de 7.1 milliards de couronnes). Cependant, les paiements de dividendes n'étant pas déductibles, on peut dire que le fait que la rémunération de l'épargne réalisée sur un revenu déjà imposable soit lourdement taxée au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques implique en réalité une triple imposition du revenu des prises de participation. Ainsi, le système d'imposition des entreprises a favorisé la rétention des gains au lieu d'encourager les capitaux à risque à s'investir là où les rendements avant impôt seraient plus élevés. Le gouvernement a cependant pris récemment certaines mesures qui pourraient atténuer ces tendances, en particulier :

- Les taux généraux d'imposition des entreprises ont été ramenés de 58 à 52 pour cent en 1984 ;
- La dépréciation des stocks a été ramenée de 60 à 50 pour cent de la valeur comptable ;
- Le déblocage automatique des fonds généraux d'investissement a été supprimé, ce qui réduit les possibilités d'amortissement immédiat des investissements.

Le système de fonds salariaux et de fonds d'investissement influe aussi sur l'affectation des ressources. L'assiette des contributions aux fonds salariaux est calculée en trois étapes. Tout d'abord, les différentes dotations pour impôts, à l'exception des dépôts sur les fonds d'investissement, sont ajoutées aux bénéfices imposables. En second lieu, correction est faite des effets de l'inflation en déduisant un montant égal au taux d'inflation multiplié par l'actif courant net. Une dépréciation supplémentaire au titre de l'inflation est autorisée pour l'outillage et les bâtiments. Enfin, on déduit 6 pour cent du total des salaires versés ou 500 000 couronnes, afin d'exonérer les petites entreprises de la contribution au fonds. Les contributions au fonds salarial sont alors calculées à un taux de 20 pour cent, mais elles sont déductibles des bénéfices des années suivantes. La contribution est payée principalement par des entreprises réalisant des bénéfices élevés et dont une faible partie du capital provient du marché des actions.

C. Résumé de l'Étude officielle à moyen terme

L'Étude à moyen terme présente deux séries de projections. En premier lieu, dans le cadre de l'évaluation régulière des perspectives économiques de la Suède sur une dizaine d'années, on établit des scénarios dans lesquels les objectifs économiques fondamentaux sont supposés réalisés. En second lieu, innovation intéressante et fort utile, on analyse le processus de «raccordement» à court terme, c'est-à-dire que l'on examine des sentiers possibles pour passer de la situation conjoncturelle actuelle à la tendance souhaitable à moyen terme. Cela permet de se placer davantage dans l'optique de l'action gouvernementale pour examiner les conditions nécessaires à la réalisation du plein emploi.

Dans les projections à plus long terme, allant de 1980 à 1990, les objectifs prioritaires à atteindre sont définis de manière beaucoup plus nuancée que dans les précédents exercices du même type. Cela

tient au fait que les autorités reconnaissent que la réduction des objectifs macro-économiques à de simples « alternatives » ne permet probablement pas de tenir compte de toutes les complexités des économies modernes. La politique économique devrait être telle que d'ici 1990 la Suède ait atteint les objectifs suivants :

- *Plein emploi* (avec un taux de chômage frictionnel irréductible égal à 2 pour cent de la population active) ;
- *Stabilité des prix* (inflation de 4 pour cent) ;
- *Balance extérieure* (excédent de 10 milliards de couronnes sur les opérations courantes) ;
- *Solde budgétaire* (capacité de financement des administrations publiques d'environ 40 à 50 milliards de couronnes) ;
- *Rentabilité suffisante des entreprises* (taux de rendement du capital supérieur de 2 points au rendement des fonds d'État).

A partir d'hypothèses concernant l'environnement extérieur et l'évolution de certains comportements et de certains paramètres techniques, l'étude examine l'évolution requise de la demande et de la production. Deux grandes possibilités sont envisagées. L'un des scénarios est fondé principalement sur une expansion de l'investissement des entreprises et de la consommation privée, aux dépens de la croissance des dépenses publiques, tandis que l'autre table sur une expansion un peu plus rapide du secteur public. Sur la base d'hypothèses concernant l'évolution démographique, le nombre d'heures ouvrées par salarié et la productivité, on estime que le taux de croissance de la production totale (PIB) nécessaire pour assurer le plein emploi en 1990 se situe entre 1¾ et 2 pour cent. Compte tenu de la faiblesse conjoncturelle de l'économie au début des années 80, il faudrait que le taux de croissance du PIB entre 1983 et 1990 soit un peu plus élevé, de 2 à 2½ pour cent par an. On détermine ensuite la part de cette expansion qui doit être absorbée par les exportations nettes et les investissements, et la façon dont le solde doit être réparti entre la consommation privée et la consommation publique. Les principaux résultats sont résumés dans les tableaux C1 et C2. Certains aspects du scénario dit du « secteur privé » (possibilité 1 dans le tableau C1), qui implique un déplacement de ressources du secteur intérieur vers le secteur extérieur, et des ménages et de l'État vers le secteur des entreprises, sont examinés ci-dessous.

Étant donné la croissance supposée de la production et les besoins estimés d'importations, les exportations devront s'accroître à un rythme relativement rapide (3¾ pour cent), le taux d'expansion des marchés étant pour sa part supposé être de l'ordre de 2¼ pour cent. Les gains réguliers de parts de marché sont assurés par une baisse des prix relatifs à l'exportation de l'ordre de 1¾ pour cent par an sur toute la décennie et, compte tenu des dévaluations de 1981 et 1982, d'environ 1 pour cent par an entre 1983 et 1990. Indépendamment du fait que l'on peut se demander comment une dégradation régulière des termes de l'échange serait possible sans recourir à de nouvelles dévaluations, il s'agit manifestement d'un moyen « très onéreux » d'atteindre l'équilibre extérieur, puisqu'il faudra progressivement exporter de plus en plus pour financer un volume donné d'importations. De 1970 à 1980, environ 22 pour cent de l'accroissement du PIB ont été absorbés dans des exportations pour financer les importations et les investissements à l'étranger. Entre 1980 et 1983, la proportion correspondante a été de 98 pour cent et, pour le reste de la décennie, elle devra être d'environ 25 pour cent. Une autre caractéristique des scénarios proposés est que la croissance globale en Suède est indépendante de l'évolution de l'économie mondiale (hypothèse du plein emploi), mais que la structure de la demande en dépend. Une expansion plus rapide des échanges mondiaux implique un accroissement plus lent, en volume, des parts de marché, ce qui suppose à son tour une moindre amélioration des prix relatifs. Ainsi, on peut obtenir la valeur donnée des exportations avec un volume d'exportations plus restreint, et donc un niveau de consommation (privée ou publique) plus élevé. Pour obtenir le niveau voulu des prix relatifs à l'exportation, il faut absolument que l'inflation intérieure corresponde au taux d'inflation mondial, fixé, par hypothèse, aux environs de 5 pour cent. La question fondamentale à cet égard est évidemment de savoir si l'économie suédoise peut fonctionner de façon à ramener l'inflation aux niveaux requis. Au début des années 70, la hausse des prix en Suède a été plus faible que la moyenne de la zone de l'OCDE, tandis qu'entre 1976 et 1983, le taux d'inflation a été supérieur à la moyenne, sauf pendant une année. On trouvera ci-dessous une étude plus approfondie des problèmes à résoudre pour assurer à l'industrie suédoise une compétitivité internationale adéquate sur le plan des coûts et des prix.

Tableau C1. **Perspectives à moyen terme**
Pourcentage annuel de variation

	1970-1980	1980-1990		1980-1983	1983-1990	
		Différents scénarios possibles			Différents scénarios possibles	
		1	2		1	2
PIB	2.0	1.9	1.6	0.6	2.4	2.0
Importations	2.4	1.1	0.9	-0.7	1.9	1.7
Offre totale	2.1	1.7	1.4	0.3	2.3	1.9
Consommation privée	1.6	0.9	0.3	-0.5	1.5	0.6
Consommation publique	3.2	0.7	1.4	1.3	0.5	1.5
Consommation totale	2.1	0.8	0.7	0.2	1.1	1.0
Investissement résidentiel	-1.5	-1.1	-2.8	-4.2	0.2	-2.2
Investissement des entreprises du secteur privé	2.1	1.8	1.3	-3.6	4.2	3.5
Investissement public	-1.2	-0.6	0.1	-1.9	-0.1	0.9
Investissement total	0.6	0.8	0.3	-3.4	2.7	1.9
Exportations	3.8	4.2	3.8	5.4	3.7	3.1
Demande totale	2.1	1.7	1.4	0.3	2.3	1.9

Source : Ministère des Finances, *Etude à moyen terme*, LU 84, SOU 1984:4.

Tableau C2. **Affectation des ressources, 1970-1990**
En pourcentage du PIB, prix de 1980

	1970	1980	1983	1990 ¹
Consommation totale	79.1	80.6	79.5	72.7
Investissement fixe total	23.1	20.2	17.9	18.2
Variation des stocks	3.1	1.1	-1.2	1.1
Solde commercial	-5.3	-1.9	3.8	8.0
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0

1. Schéma 1.

Source : Ministère des Finances, *Etude à moyen terme*, LU 84, SOU 1984:4.

La croissance implicite de l'investissement, déterminée principalement par l'accroissement de la production et par la rentabilité, entraîne une baisse du coefficient de capital, qui s'explique en grande partie par l'adoption de techniques nouvelles, l'innovation, etc. Cette évolution contraste avec celle du passé, où les coefficients de capital suivaient une tendance fortement ascendante, due à l'existence d'un excédent croissant de capacité ainsi qu'à une plus forte intensité de capital par travailleur. On prévoit que les besoins en capital seront particulièrement importants dans le secteur manufacturier (le taux de croissance de l'investissement atteignant 9 à 10 pour cent par an). Avec le fléchissement tendanciel de l'investissement dans le secteur du logement et dans le secteur public, l'investissement total pourrait s'accroître de 2 à 3 pour cent par an. On ne dispose guère d'indications sur la composition des investissements. Si l'efficacité du capital augmente, cela réduira les besoins futurs d'investissements en termes nets. Cependant, avec l'introduction accélérée de techniques nouvelles, le taux d'obsolescence s'élèvera probablement, de même que la nécessité de réinvestir. Les modèles classiques de comportement

de l'investissement ne peuvent sans doute par rendre compte de ces effets, ce qui renforce l'incertitude de toutes les projections quelles qu'elles soient concernant l'investissement. Comme on l'a indiqué dans la partie III de l'Étude, les efforts ont porté davantage, ces dernières années, sur des investissements non matériels tels que la recherche-développement et la commercialisation. De surcroît, la constance relative du ratio d'investissement (17.9 pour cent en 1983 et 18.2 pour cent en 1990) implique une orientation vers des méthodes de production à plus forte intensité de main-d'œuvre. Cela semble compatible avec une croissance économique saine étant donné que le capital matériel devra de plus en plus être complété par du capital humain. Les investissements non matériels sont généralement comptabilisés comme coûts courants, ce qui réduit le niveau de la rentabilité mesurée qui serait nécessaire pour assurer une croissance durable des actifs réels.

Enfin, on estime que la croissance de la consommation totale, après affectation des ressources requises aux exportations et aux besoins d'investissement brut, ne dépassera pas 3/4 pour cent, contre 2 1/4 pour cent entre 1970 et 1980. Bien que les autorités reconnaissent le bien-fondé intrinsèque de l'expansion du secteur public, les priorités politiques semblent être telles que la majeure partie des ressources réelles disponibles seront affectées à la consommation privée. Compte tenu de la nécessité d'assainir les finances du secteur public, les dépenses publiques ne pourront pas augmenter rapidement. De fait, comme l'Étude l'indique (page 152), si la croissance des dépenses se poursuivait au rythme des années 70, la part des dépenses publiques dans le PIB passerait de 68 pour cent en 1983 à 86 pour cent en 1990. Il faudrait alors, simplement pour éviter une nouvelle dégradation de la position financière du secteur public, que les impôts augmentent de 125 milliards de couronnes au prix de 1983, ce qui signifie que le rapport des recettes fiscales au PIB augmenterait de 18 points pour atteindre 69 pour cent. Rappelons qu'en 1983, les impôts payés par les ménages se sont chiffrés, au total, à quelque 140 milliards de couronnes.

L'analyse du processus de «raccordement» entre 1984 et 1985 décrit, à plus court terme, l'ajustement dynamique de l'économie au sentier à moyen terme. Tenant compte des décalages dans le comportement des agents économiques, l'Étude présente deux séries de simulations :

- a) *Le schéma de référence*, qui est fondé sur une évolution des salaires et des prix semblable à celle observée dans le passé, c'est-à-dire sur un taux d'inflation irréductible d'environ 8 pour cent, et sur l'hypothèse de l'absence de mesures et d'initiatives budgétaires nouvelles ;
- b) *Le schéma d'équilibre*, dans lequel l'inflation devra être maîtrisée, l'hypothèse étant que les majorations de salaires seront compatibles avec une hausse des prix de 4 pour cent par an et que le budget s'améliorera de 5 milliards de couronnes par an.

Les deux sentiers d'ajustement (voir aussi le graphique 6 du corps de l'Étude) n'appellent guère de commentaires. Le schéma de référence maintient l'économie suédoise sur un sentier de faible croissance accompagnée d'une aggravation du chômage. En net contraste, le schéma d'équilibre marque une rupture avec toutes les évolutions à moyen terme défavorables observées au cours des années 70. La production industrielle devrait ainsi progresser de 4 1/4 pour cent durant les années 80 contre 1 pour cent seulement dans les années 70. Quant à la croissance de la consommation du secteur public, qui s'était établie en moyenne à 3 1/4 pour cent par an au cours de la dernière décennie, on suppose qu'elle ne dépassera pas 1/2 à 1 1/2 pour cent d'ici 1990.

Tableau C3. Sentiers possibles de l'inflation entre 1984 et 1987
Pourcentage de variation annuelle

	Schéma de référence				Schéma de référence			
	1984	1985	1986	1987	1984	1985	1986	1987
Taux de salaire horaire	9.3	10.5	9.6	8.2	5.9	5.1	7.2	7.2
Prix à la consommation	9.3	8.3	7.5	7.1	6.6	3.0	4.3	4.0
Prix à la production	8.1	7.1	6.8	6.0	4.8	2.9	3.6	4.1

Source : Ministère des Finances, *Étude à moyen terme*, LU 84, SOU 1984:4.

L'une des hypothèses centrales de l'Étude est celle qui concerne la décélération de la hausse des prix et des salaires. Cette question est analysée à l'aide d'équations des salaires et des prix à la consommation. L'équation des salaires est établie à partir de données concernant les industries extractives et manufacturières pour la période allant de 1951 à 1982. On suppose que le salaire horaire dans le reste de l'économie suit l'évolution des salaires dans l'industrie. L'équation des prix à la consommation est estimée pour la même période. Les résultats économétriques sont les suivants :

$$1. W = 0.057 + 0.102PPI + 0.532PPI(-1) + 0.117SLAB(-1) - 0.133*(1+S) - 0.222(1-T) - 0.026D$$

$$R^2 = 0.91 \quad DW = 2.61$$

$$2. CPI = 3.96 + 0.130PM + 0.130PM(-1) + 0.110PM(-2) + 0.090PM(-3) + 0.050PM(-4) + 0.004*SLAB$$

$$R^2 = 0.96 \quad DW = 1.97$$

* Non significatif au seuil de 5 pour cent.

où :

W = Taux de salaire horaire pour les travailleurs de sexe masculin dans l'industrie.

PPI = Indice des prix à la production pour l'industrie.

SLAB = Pénurie de main-d'œuvre mesurée par le pourcentage des réponses affirmatives aux questions posées à ce sujet dans l'enquête auprès des entreprises.

S = Taux des taxes sur les salaires.

T = Taux d'imposition applicable au salaire moyen d'un travailleur de sexe masculin dans l'industrie.

D = Variable indicatrice, prenant la valeur 1 pour la période 1977-1982, et la valeur 0 pour le reste de la période d'estimation, afin de rendre compte de tout changement structurel dans le comportement des salaires.

CPI = Indice des prix à la consommation.

PM = Prix des produits importés.

Les variables de droite dans l'équation des salaires sont des différences logarithmiques entre deux années, sauf pour SLAB qui est donnée dans sa valeur annuelle. Les variables de l'équation des prix à la consommation sont les pourcentages annuels de croissance.

La progression des gains horaires pour les travailleurs de l'industrie est déterminée principalement par la hausse des prix industriels au cours de l'année précédente, mais aussi par les impôts et la pénurie de main-d'œuvre. La variable indicatrice utilisée pour la période 1977-1982 est affectée d'un coefficient négatif. Cela tient peut-être au fait qu'au cours de cette période le chômage a été plus élevé en Suède que dans le reste de la zone de l'OCDE, et le différentiel d'inflation plus important. Les prix industriels sont un indicateur de la rentabilité. Lorsque cette dernière s'accroît, les revendications salariales se renforcent et les employeurs y opposent moins de résistance, ce qui entraîne des majorations de salaires plus importantes. On estime que l'augmentation des taxes sur les salaires, en se répercutant partiellement en amont, ralentit la propension des salaires, même si l'accroissement des coûts salariaux totaux s'accélère. Les impôts sur les personnes physiques accélèrent au contraire la progression des salaires en renforçant les revendications salariales. La hausse des prix à la consommation est pour sa part principalement déterminée par l'évolution décalée des prix à l'importation. Ainsi, les facteurs de coût internes n'agissent pas de façon statistiquement significative sur la croissance de l'IPC. De plus, lorsque l'inflation internationale est faible, l'inflation suédoise doit l'être aussi. L'expérience récente ne semble pas corroborer entièrement ce point de vue.

L'évolution des prix et des salaires dans les scénarios de référence est fondée sur la relation observée jusqu'à la fin des années 70, abstraction faite de l'effet de la variable indicatrice. Selon ce schéma, le sentier de croissance des prix et des salaires est incompatible avec les principaux objectifs de la politique économique. Il est donc essentiel de déterminer les facteurs qui pourraient contribuer à rompre avec l'évolution passée. L'Étude à moyen terme en mentionne un certain nombre :

- L'évolution des prix internationaux a une importance capitale pour les prix et les salaires intérieurs. On prévoit que l'inflation internationale restera faible, ce qui pourrait aider à contenir également l'inflation intérieure. L'objectif est cependant de ramener la hausse des

- coûts intérieurs au-dessous de la moyenne internationale, ce qui serait peut-être possible avec des gains de productivité élevés dans l'industrie suédoise ;
- Le gouvernement a fixé des objectifs précis pour l'évolution des prix afin de «casser» les anticipations inflationnistes ;
 - On s'attend, dans une certaine mesure, à voir s'atténuer la pression à la hausse sur les salaires, imputable à l'amélioration des bénéfices prévue pour l'an prochain, en raison du système de participation aux bénéfices (fonds salariaux) et de l'alourdissement temporaire de la fiscalité des entreprises ;
 - L'impulsion donnée aux prix par le secteur public devrait elle aussi s'affaiblir. La croissance des dépenses se ralentissant et le déficit diminuant, il est moins nécessaire de relever les taxes sur les salaires, la TVA et les autres impôts indirects. La réforme fiscale entreprise entre 1983 et 1985, qui se traduit par une légère baisse des taux d'imposition marginaux, peut aussi contribuer à freiner la progression des salaires. En outre, la demande de main-d'œuvre dans le secteur public devrait s'accroître à un rythme plus lent et atténuer ainsi les pressions sur le marché du travail ;
 - On fait également valoir, dans l'Étude à moyen terme, que les hausses de salaires indiquées par l'équation des salaires surestiment la progression effective dans la seconde moitié des années 70 et au début des années 80, signe d'une évolution des structures et des comportements, ce qui améliore les chances d'atteindre les objectifs fixés pour l'évolution des prix et des salaires. Les pressions inflationnistes résultant de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée peuvent être atténuées si l'on renforce la flexibilité du marché du travail. Parmi les mesures prises pour accroître la mobilité de la main-d'œuvre figurent la création de services de placement (chargés d'améliorer l'adéquation de l'offre et de la demande sur le marché du travail) et l'aide à la formation et à la réinstallation. Une réduction des taux marginaux de l'impôt, si faible soit-elle, pourrait aussi contribuer à accroître la flexibilité en augmentant le revenu marginal après impôt, et en permettant un élargissement de l'éventail des revenus.

D. Revue rétrospective des subventions et aides à l'industrie, 1976-1982

i) Aides sélectives directes à caractère temporaire

Le principal objectif des aides directes de l'État à l'industrie a été de sauver des entreprises confrontées à de graves difficultés et des branches d'activités en perte de vitesse, et de favoriser la restructuration, notamment par d'importantes réductions d'effectifs et de capacités, par un effort de modernisation et par une réorientation de la production dans les branches les plus durement touchées (construction navale, sidérurgie, industries forestières, textiles et industries extractives). Les tableaux D1 à D4 illustrent l'ampleur et l'orientation de ces mesures depuis le milieu des années 70. L'aide publique au secteur manufacturier est passée de 1 pour cent du PIB au cours de l'exercice 1976/77 à 1.9 pour cent au cours de l'exercice 1981/82. Les sommes en cause ont été relativement impressionnantes par rapport à l'excédent brut d'exploitation des industries manufacturières : environ 40 pour cent en 1980/82, après un sommet de près de 43 pour cent en 1977/78. Les données relatives au coût net de l'aide publique par principaux objectifs montrent qu'au cours de la période des sept ans considérés - de l'exercice 1975/76 à l'exercice 1981/82 - le coût net des dépenses de l'État pour venir en aide à l'industrie et faciliter son adaptation structurelle s'est élevé à 69.5 milliards de couronnes ce qui représente 73 pour cent de l'aide publique totale à l'industrie au cours de cette période. Ces aides ont été accordées principalement sous forme de subventions directes (plus de 70 pour cent) et de prises de participation (entre 10 et 20 pour cent).

La ventilation, par principales catégories, des aides visant à sauver les industries en difficulté et à faciliter leur adaptation structurelle (tableau D3) montre que 70 pour cent du total sont allés à la construction navale et à la sidérurgie, et le reste à l'industrie des pâtes et papier, aux industries textiles, aux industries extractives et à quelques entreprises isolées. Entre 1977 et 1979, l'aide à la construction navale a représenté à peu près 280 000 couronnes par salarié, soit 120 pour cent des coûts salariaux totaux. Dans la sidérurgie, la presque totalité des subventions sont allées au secteur des aciers ordinaires

Tableau D1. Aides publiques¹ au secteur manufacturier² par principaux objectifs : ratios significatifs
En pourcentage du PIB

Exercices	1976-1977			1977-1978			1980-1981			1981-1982		
	Suède	Norvège ³	Royaume-Uni	Suède	Norvège^{3}	Royaume-Uni	Suède	Norvège^{3}	Royaume-Uni	Suède	Norvège^{3}	Royaume-Uni
Rapport du total des aides publiques aux variables suivantes :												
Masse salariale dans le secteur manufacturier	4.9	..	8.3	7.7	4.6	6.6	8.8	6.4	8.9	11.7	8.6	..
Formation brute de capital fixe dans le secteur manufacturier	21.5	..	45.2	39.0	14.9	33.1	43.6	24.3	43.6	62.1	29.8	55.9
Exportations de produits manufacturiers	4.3	..	..	6.5	..	..	6.1	..	..	8.0	..	..
Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier	3.9	..	5.7	6.4	3.6	4.2	6.8	4.9	6.1	9.1	6.6	7.0
Excédent brut d'exploitation du secteur manufacturier	20.9	..	28.2	42.6	13.8	16.0	28.2	16.2	29.6	39.8	20.5	37.3
Dépenses totales des administrations publiques	1.9	..	3.4	2.6	1.5	2.8	2.5	1.7	..	3.2	2.3	..
PIB	1.0	..	1.4	1.5	0.7	1.1	1.5	0.8	1.4	1.9	1.0	1.4

1. Basé sur les coûts nets.

2. Dont éventuellement une petite fraction affectée aux industries minières autres que l'extraction de pétrole et de gaz.

3. Années civiles.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tableau D2. Aides publiques à l'industrie, par principaux objectifs
En millions de couronnes et en pourcentage

Exercices	1975-1976		1976-1977		1977-1978		1978-1979		1979-1980		1980-1981		1981-1982	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Politique régionale	387.8	42.6	531.2	16.3	505.6	9.5	575.8	9.9	695.2	8.5	1 033.1	13.5	603.7	5.5
Recherche et développement	349.0	38.3	285.1	8.7	317.2	5.9	370.5	6.4	451.7	5.5	762.2	10.0	610.7	5.6
Petites et moyennes entreprises	53.2	5.8	68.4	2.1	146.3	2.7	126.4	2.2	115.0	1.4	128.3	1.7	60.2	0.5
Mesures sectorielles	12.8	1.4	24.2	0.7	227.7	4.3	305.4	5.2	375.9	4.6	369.0	4.8	314.3	2.9
Sauvetage et restructuration	147.9	16.2	2 346.3	71.8	4 100.7	76.8	4 313.8	74.0	6 346.9	77.3	5 026.1	65.7	8 329.5	75.9
Aide à l'exportation	-39.4	-4.3	12.6	0.4	43.8	0.8	138.0	2.4	221.9	2.7	332.9	4.4	1 060.2	9.7
Total	911.3	100.0	3 267.8	100.0	5 341.3	100.0	5 829.9	100.0	8 206.6	100.0	7 651.6	100.0	10 978.6	100.0

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tableau D3. **Aides publiques à l'industrie ; ventilation par objectifs et par instruments. Exercice 1981-1982**
En millions de couronnes et en pourcentage

Instruments :	Subventions directes		Bonifications d'intérêts sur les prêts		Participation au capital		Systèmes de garantie		Avantages fiscaux		Total	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
<i>Objectifs :</i>												
Politique régionale	490.6	4.5	91.2	0.8	18.9	0.2	3.0	0.0	0.0	0.0	603.7	5.5
Recherche et développement	357.4	3.3	59.6	0.5	9.7	0.1	0.0	0.0	184.0	1.7	610.7	5.6
Petites et moyennes entreprises	0.0	0.0	0.0	0.0	8.1	0.1	52.1	0.5	0.0	0.0	60.2	0.5
Mesures sectorielles	303.9	2.8	0.0	0.0	0.0	0.0	10.4	0.1	0.0	0.0	314.3	2.9
Sauvetage et restructuration	6 371.8	58.0	602.8	5.5	1 113.4	10.1	241.4	2.2	0.0	0.0	8 329.4	75.9
Aide à l'exportation	761.7	6.9	0.0	0.0	14.9	0.1	283.6	2.6	0.0	0.0	1 060.2	9.7
Total	8 285.4	75.5	753.6	6.9	1 165.0	10.6	590.5	5.4	184.0	1.7	10 978.5	100.0

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tableau D4. **Aides publiques à l'industrie ; ventilation par objectifs de l'action gouvernementale et par principales catégories**
En millions de couronnes et en pourcentage

Exercices	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	Total	En pourcentage du total
Industries minières (LKAB)	0.0	0.0	0.0	521.0	488.0	1 052.8	2 148.0	4 209.8	13.8
Pâtes à papier et papier	0.0	0.0	39.2	603.9	248.0	314.0	299.6	1 504.7	4.9
Textiles et habillement	0.0	3.5	171.9	60.4	6.6	66.3	5.9	314.6	1.0
Sidéurgie	0.0	1 200.0	1 720.4	371.9	623.7	998.8	684.4	5 599.2	18.3
Construction navale	15.9	944.0	1 364.2	2 204.3	4 319.6	1 857.1	4 569.1	15 274.2	49.9
Programmes d'aide aux entreprises en difficulté	0.0	3.0	247.3	167.9	14.2	12.0	27.3	471.7	1.5
Aide temporaire à certaines entreprises	132.0	195.8	557.7	384.4	646.8	725.1	595.2	3 237.0	10.6
Total	147.9	2 346.3	4 100.7	4 313.8	6 346.9	5 026.1	8 329.4	30 611.1	100.0

Source : Secrétariat de l'OCDE.

et le montant accordé par salarié a été presque aussi important que dans le cas des chantiers navals. Les aides à l'industrie forestière ont été octroyées principalement à trois entreprises, où elles ont représenté environ 40 pour cent de la masse salariale totale entre 1977 et 1979. Ce sont les industries textiles et les équipements techniques qui viennent au dernier rang des bénéficiaires, encore que de nombreuses entreprises aient obtenu une aide.

ii) *Développement de petites entreprises de haute technologie*

Jusqu'à présent, les capacités de haute technologie sont restées concentrées dans les grandes entreprises. Il apparaît cependant que le nombre d'entreprises de haute technologie nouvellement créées a été beaucoup plus élevé dans les années 80 que dans les années 70, encore que la plupart d'entre elles se trouvent dans le secteur des technologies de l'information et des services connexes. Étant donné l'existence d'une infrastructure financière bien développée, évoquée plus haut, le financement de petites entreprises à forte croissance ne devrait pas rencontrer de difficultés. Ces nouvelles entreprises de haute technologie sont généralement concentrées dans quelques régions, notamment à Kista (au nord de Stockholm) où une «Silicone Valley» suédoise s'est créée depuis quelques années, et dans le voisinage de certaines universités, comme celle de Chalmers, où des programmes spéciaux ont permis d'offrir des services étendus à de petites entreprises, amenant étudiants et chercheurs à participer à la création d'entreprises. Ces exemples montrent que le développement de petites entreprises de haute technologie exige un vaste effort de communication, d'apport de connaissances et d'accumulation d'expérience, impliquant la participation de personnes très diverses. Ce processus demande du temps et ne peut s'étendre facilement à toutes les régions. De plus, comme le montre une étude réalisée par le STU¹ sur soixante entreprises de haute technologie créées entre 1963 et 1975, leur développement durant les premières années n'a été souvent possible qu'avec une aide appropriée de l'État, notamment sous forme de marchés publics.

On estime que 10 pour cent seulement des petites entreprises possèdent des compétences suffisantes en technologie et en commercialisation pour travailler pour l'exportation. Dans ces conditions, les mécanismes existants d'aide technologique et de gestion aux petites entreprises semblent insuffisants. Dans les Fonds régionaux de développement, 10 pour cent seulement du personnel employé à temps plein (sur un total de 700 personnes) ont pour mission de trouver de nouveaux projets d'avenir et de leur apporter l'aide appropriée. Les antennes régionales des administrations centrales chargées de la mise en œuvre de la politique technologique et industrielle ne sont pas très développées. Elles sont moins nombreuses en Suède que dans un certain nombre d'autres pays européens (par exemple en France, où il existe un système à peu près semblable d'aide aux petites entreprises et à l'innovation). On observe cependant des signes d'évolution. Un certain nombre de stages techniques et de gestion ont été organisés dans les universités, en liaison avec des organes régionaux centraux et avec le concours de la télévision et de la radio. Ces stages ont été suivis par plusieurs milliers de personnes, principalement des chefs d'entreprise. L'Office national de l'industrie (SIND) a accru son aide aux services de conseils à l'intention des petites entreprises et les Fonds régionaux de développement ont été invités à offrir une large gamme de services (Recommandations de la Commission royale sur la politique régionale, 1984).

iii) *Offre de main-d'œuvre qualifiée*

Comme on l'a déjà vu, le nombre d'entreprises manquant de techniciens à différents niveaux est en augmentation régulière ce qui pourrait compromettre le développement harmonieux de certaines industries à l'avenir. Cette situation est imputable à plusieurs facteurs. Dans une économie à forte intensité de savoir, la demande de nouvelles compétences, émanant surtout des grandes entreprises, est nécessairement forte. Or, l'offre a été entravée par une série de rigidités persistantes. Du fait de l'écart relativement faible des rémunérations entre le personnel qualifié et le personnel non-qualifié, et de la progressivité du système fiscal, les salaires après impôts ne se sont adaptés que lentement à l'évolution de la demande de différentes catégories de main-d'œuvre qualifiée. Le système éducatif détermine aussi l'offre de main-d'œuvre qualifiée. Dans les écoles primaires, au cours de la dernière décennie, on a eu nettement tendance à négliger le développement des connaissances techniques de base. Dans les

années 60 et 70, les jeunes se sont désintéressés des carrières techniques et de la gestion². En ce qui concerne la formation de techniciens supérieurs et d'ingénieurs de niveau intermédiaire, un certain nombre d'établissements techniques ont fermé leurs portes. Enfin, s'agissant des ingénieurs de haut niveau, on compte environ 1 700 diplômés par an. Or, on estime qu'il en faudrait 900 de plus par an, et la situation semble devoir se dégrader sensiblement dans les années à venir. Le gouvernement a cependant augmenté la capacité d'éducation des écoles techniques ce qui, à moyen terme, pourrait réduire la pénurie de ce type de personnel.

iv) *Adaptation du système de recherche aux besoins à long terme*

Malgré l'augmentation rapide des dépenses de recherche et de développement ces quinze dernières années (de 1½ pour cent du PIB en 1969 à 2¼ pour cent en 1983), un certain nombre de problèmes subsistent concernant le développement de la recherche fondamentale pour répondre aux besoins à long terme. L'industrie – qui finance environ 60 pour cent des activités totales de R-D – a tendance à concentrer ses efforts sur le développement plutôt que sur la recherche à long terme. Les instituts coopératifs de recherche sectorielle, établis principalement dans les secteurs traditionnels et de base, ne sont pas très adaptables non plus (comme dans les autres pays). Bien qu'il ait développé ses liens avec l'industrie, le secteur de l'enseignement supérieur semble souffrir de rigidités intrinsèques qui l'empêchent de s'adapter rapidement. La principale action entreprise jusqu'à présent pour encourager l'acquisition de nouvelles connaissances ayant trait au développement technique est un programme du STU créé en 1978. Environ un millier de postes de recherche et d'enseignement post-universitaire ont été créés dans les universités techniques et quelques autres établissements de même niveau. Dix domaines d'études ont été retenus en raison de leur importance particulière pour l'avenir de la technologie suédoise, soit qu'ils contribuent à renforcer la compétitivité des secteurs existants (industries manufacturières par exemple), soit qu'ils concernent de nouvelles technologies fondamentales (par exemple les biotechnologies). Plus récemment, en 1984, un projet de loi sur la politique de recherche a été présenté pour tenter de favoriser la flexibilité et l'ajustement du secteur de la recherche dans son ensemble. On pourrait aussi accélérer cet ajustement en créant des programmes faisant converger les efforts du pays tout entier sur des projets concrets. A l'exception des initiatives prises dans le domaine de l'énergie, la Suède n'a mis en place aucun programme de ce genre dans le passé. Cependant, un Programme national sur la technologie de l'information sera présenté au Parlement ce printemps. Ce programme, auquel participent quinze organismes, vise à mieux intégrer l'aide à la recherche fondamentale et appliquée, à diffuser les connaissances et la formation, et à utiliser les achats gouvernementaux pour le développement des technologies de l'information.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Étude demandée par le STU et réalisée par le Center for Policy Alternatives, Massachusetts Institute of Technology, 1982.
2. Voir en particulier le rapport de la Déclaration spéciale chargée de la politique industrielle, *op. cit.*, chapitre II.

Annexe II

CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

1983

Janvier

La Banque de Suède plafonne la croissance des prêts des sociétés de financement des ventes à crédit à 8 pour cent pour 1983 et relève le ratio de liquidités des banques.

La Banque de Suède ramène le taux d'escompte officiel de 10 à 9 pour cent à compter du 21 janvier, le taux de pénalisation de 15 à 12 pour cent et le taux à long terme (pour les obligations prioritaires) de 12.75 à 12.5 pour cent.

Février

Le Gouvernement annonce que le blocage général des prix imposé le 9 octobre 1982, le lendemain de la dévaluation, sera levé à la fin de février 1983.

Mars

Conclusion d'un accord salarial entre le syndicat des métallurgistes et l'union patronale des industries mécaniques, prévoyant une augmentation de 2.2 pour cent sans garantie du niveau relatif des rémunérations ; c'est la première fois depuis 28 ans qu'un accord syndical est conclu en dehors du système central de négociations coordonnées réunissant la Confédération des syndicats (LO) et la Confédération des employeurs (SAF).

La Banque de Suède ramène le taux de pénalisation de 12 à 11 pour cent à compter du 11 mars, abaisse le seuil de déclenchement de ce taux (plafond de réescompte ramené à 25 pour cent des fonds propres de la banque, au lieu de 75 pour cent précédemment), et adopte les mesures suivantes :

- i) Le coefficient de réserve obligatoire des banques est ramené de 2 à 1 pour cent à compter du 14 mars ;
- ii) Le ratio de liquidités est abaissé.

Conclusion d'un accord de salaire entre la Confédération des syndicats (LO) et la Confédération des employeurs (SAF), prévoyant une augmentation moyenne de 1.9 pour cent pour les 23 syndicats, ainsi qu'une garantie du niveau relatif des rémunérations de 0.6 couronne par heure pour les membres, sans glissement de salaire.

Conclusion d'un accord sur les salaires des fonctionnaires, prévoyant une augmentation générale de 1.4 pour cent et des majorations plus importantes pour les bas salaires, ainsi qu'une augmentation de 0.3 pour cent au titre des mesures spéciales, à quoi s'ajoute une garantie du niveau relatif des rémunérations pouvant atteindre 1.5 pour cent si le glissement des salaires dans le secteur privé est d'au moins 3.5 pour cent en 1983 (l'ajustement devant être effectué en 1984).

Avril

La Banque de Suède ramène le taux d'escompte officiel de 9 à 8.5 pour cent à compter du 8 avril et le taux des obligations à long terme de 12.5 à 12 pour cent avec effet immédiat, le taux de pénalisation restant inchangé à 11 pour cent.

Présentation de la loi de finances supplémentaire pour l'exercice 1983/84, qui comprend les propositions suivantes :

- i) Mesures visant le marché du travail pour un montant de 2.7 milliards de couronnes ;
- ii) La seconde phase de la réforme fiscale (qui sera mise en œuvre en 1984) ainsi que les mesures supplémentaires visant le marché du travail seront financées par une augmentation des taxes sur l'énergie ;
- iii) Mise en œuvre d'une stratégie anti-inflationniste énergique visant à ramener le taux d'inflation à 4 pour cent en 1984 ; au cours de la même année, l'ajustement automatique des dépenses de l'administration centrale en fonction de la hausse des prix sera limité à 4 pour cent (sauf dans le cas des pensions) ;
- iv) L'obligation pour les sociétés d'affecter 20 pour cent de leurs bénéfices aux fonds d'investissement restera en vigueur en 1984.

Juin

La banque de Suède relève, à compter de juillet 1983, le coefficient d'actifs liquides de 2 points pour les trois principales banques et de 1 point pour les autres banques.

Septembre

Le taux de pénalisation applicable par la Banque de Suède est porté de 11 à 12 pour cent ; le recours au coefficient d'actifs liquides pour l'encadrement du crédit bancaire sera supprimé et remplacé par des recommandations concernant les taux de croissance maximum des prêts. La Banque de Suède demande en outre au Gouvernement de reconduire la législation sur le crédit concernant les obligations en matière d'investissement et la réglementation des taux d'intérêt des compagnies d'assurances, la régulation des prêts octroyés par les sociétés de financement des ventes à crédit et les coefficients de réserves obligatoires des banques.

Octobre

Le déblocage des fonds d'investissement est prolongé d'un an par le Gouvernement.

Émission par le Bureau de la dette nationale d'une nouvelle catégorie d'obligations destinées au public non bancaire.

Présentation d'un train de mesures visant à réduire de quelque 7 milliards de couronnes le déficit budgétaire en 1984 (voir décembre 1983).

Décembre

Le taux de pénalisation est ramené de 12 à 11½ pour cent.

La Banque de Suède annonce les nouvelles *lignes directrices pour les crédits bancaires* en 1984. Les prêts des banques en couronnes suédoises, non compris les crédits aux logements, ne devront pas augmenter de plus de 4 pour cent. L'augmentation des prêts octroyés par les sociétés de financement des ventes à crédit est limitée à 5 pour cent pour l'année 1984.

Mise en place d'un programme de bonification des taux d'intérêt visant à faciliter la remise à neuf et l'amélioration du confort de 425 000 logements existants entre 1984 et 1993.

Approbation par le Parlement de mesures visant à réduire le *déficit budgétaire*. L'augmentation des recettes est estimée à 1.8 milliard de couronnes et la diminution des dépenses à 5.8 milliards. Les principales mesures sont les suivantes :

- Institution d'un impôt foncier de 1.4 pour cent de la valeur estimée du bien ;
- Limitation de la bonification des taux d'intérêt des prêts au logement ;
- Majoration des taxes sur les vins, les spiritueux et les tabacs ;
- Augmentation temporaire de 1 pour cent de l'impôt sur le patrimoine pour 1984 ;
- Relèvement de 40 pour cent de la taxe sur les ventes d'automobiles ;
- Suppression des subventions à la consommation pour certains produits alimentaires.
- Blocage de l'aide au développement à son niveau nominal en 1984 .
- Adoption d'un nouvel impôt sur les transactions des valeurs à revenu variable.

Augmentation de l'imposition des *plus-values en capital* par une réduction des déductions forfaitaires, et institution d'un nouvel impôt sur les ventes (1 pour cent du chiffre d'affaires).

Modifications apportées à la *fiscalité des entreprises* :

- L'amortissement des stocks déductible des bénéfices imposables est ramené de 60 à 50 pour cent ;
- Le taux d'imposition des entreprises nationalisées est ramené de 40 à 32 pour cent ;
- Les entreprises dont les bénéfices dépassent 1 million de couronnes doivent verser 20 pour cent de ces bénéfices à un fonds spécial d'investissement (prorogation de la législation existante) ;
- Suppression de l'abattement fiscal au titre de dépenses de recherche et de développement.

Adoption par le Parlement d'un projet de loi portant création de cinq *fonds salariaux* régionaux à partir de 1984. Ces fonds seront financés par de nouveaux prélèvements sur les salaires et les bénéfices représentant au total 2 milliards de couronnes par an, qui serviront à acheter des actions sur le marché des valeurs.

1984

Janvier

Présentation du *projet de budget* pour l'exercice 1984/85. Le *déficit budgétaire* devrait être ramené de 84.9 milliards de couronnes pour l'exercice 1983/84 à 80.8 milliards en 1984 85. Les principales mesures visant à contenir l'expansion des dépenses publiques sont les suivantes :

- Suppression de l'indexation automatique des dépenses dans certains domaines importants ; le financement des nouveaux projets devra se faire par réaffectation des crédits ;
- Suppression du programme de réduction en sept étapes des subventions aux entreprises ;
- Application de la règle des 2 pour cent à la plupart des services publics, ce qui réduit de 2 pour cent la croissance prévue des dépenses après augmentation des prix et des salaires.

Mars

Conclusion d'*accords salariaux* au niveau des municipalités pour la période allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1985 ; ces accords prévoient une majoration des salaires, y compris l'effet de report, de 7.3 pour cent entre 1983 et 1984.

Conclusion d'un *accord salarial* pour les agents de l'administration centrale. Cet accord prévoit une hausse des salaires de 6 pour cent en 1984.

Les principaux groupes représentant l'industrie manufacturière se mettent d'accord sur une progression des rémunérations de 5.6 pour cent en 1984, *glissement des salaires non compris*.

Avril

Afin d'atteindre les objectifs de prix fixés pour 1984 et 1985, à savoir 4 et 3 pour cent respectivement, le gouvernement adopte un « *train de mesures de crise* » :

- Blocage des prix à partir du 9 avril ;
- Plafonnement des paiements de dividendes ;
- Ponction de liquidités sur les entreprises et les municipalités, représentant 6 pour cent des salaires versés au-delà d'un seuil de 20 millions de couronnes.
- Le nouveau Plan national d'épargne mis en vigueur permet une augmentation des taux de rendement de l'épargne après impôts.

Le *budget supplémentaire* prévoit notamment des mesures d'aide à la sécurité sociale et au marché du travail se chiffrant à 3.3 et 2.4 milliards de couronnes respectivement.

Mai

Prolongation du déblocage des *fonds généraux d'investissement* jusqu'en mars 1986.

Le gouvernement annonce la création d'une *banque d'État* octroyant des prêts pour la construction de logements à partir de juillet 1985.

Juin

Le gouvernement annonce son intention d'allouer une enveloppe de 4.3 milliards de couronnes à l'ajustement industriel au cours de la période de trois ans allant de l'exercice 1984/85 à l'exercice 1986/87.

Le Parlement vote certaines *mesures concernant les municipalités*, notamment la suppression partielle de l'imposition locale des entreprises, compensée par une augmentation des transferts de l'administration centrale.

Le gouvernement décide de lever le *blocage des prix* à partir du 16 juillet.

Juillet

La Banque nationale porte le *taux d'escompte* de 8.3 à 9.5 pour cent et relève le taux de pénalisation de 2 points, à 13.5 pour cent.

Septembre

Aux termes de la nouvelle *réglementation concernant les placements* des caisses de retraite et des compagnies d'assurances, ces institutions doivent placer 73 pour cent de l'accroissement net de leurs dépôts entre septembre et décembre en obligations prioritaires.

Novembre

Adoption de mesures visant à réduire la consommation privée et à accroître les recettes de l'État. Les principales mesures prises sont l'*augmentation* des taxes sur l'essence, l'électricité et les alcools à partir du 1^{er} décembre et la majoration de la taxe touristique.

Des crédits d'environ 1¼ million de couronnes sont affectés aux mesures d'*aide au marché du travail*.

Décembre

Le Parlement vote un nouvel *impôt sur le patrimoine* concernant les immeubles d'habitation et les bâtiments industriels, qui prendra effet à partir du 11 janvier 1985.

L'obligation faite aux banques privées d'*opérer des placements en obligations* est étendue aux compagnies d'assurances et aux caisses de retraite ; un texte de loi est voté qui permet de régler les crédits accordés par ces institutions.

Approbation par le Parlement des « *fonds de modernisation* ». Ces fonds serviront à financer la formation, la recherche et le développement dans les entreprises. Le montant des contributions à ces fonds est égal à 10 pour cent des bénéfices réalisés au-delà d'un seuil de 0.5 million de couronnes en 1985.

1985

Janvier

Présentation du *projet de budget* pour l'exercice 1985/86, qui prévoit des dépenses de 250.8 milliards de couronnes et des recettes de 320.3 milliards. Le *déficit budgétaire* est estimé à 63.5 milliards de couronnes (contre 69.7 milliards pour l'exercice 1984/85).

Février

Suppression du déblocage automatique des *fonds généraux d'investissement*.

Mars

Institution d'un *blocage temporaire des prix*. Des hausses de prix sont attendues, en raison de la hausse des prix à l'importation et des augmentations de salaires, dans la limite de 5 pour cent.

Avril

Une simplification des déclarations fiscales est proposée, ainsi que le triplement de la déduction pour frais, qui est portée à 3 000 couronnes, et la réintroduction des déduction pour frais de déplacement. L'abattement sur les intérêts de l'épargne est doublé et porté à 1 600 couronnes, et il est individualisé.

Le budget supplémentaire est présenté. Le déficit pour l'année fiscale 1984/85 est estimé à 69.1 milliards de couronnes et celui de 1985/86 à 60.8 milliards. Des dépôts sur comptes spéciaux sont proposés pour les municipalités et les entreprises pour 6 pour cent de la masse salariale au-delà de 20 millions de couronnes. Des mesures destinées à accroître la mobilité des travailleurs du bâtiment et améliorer leur situation sont également proposées.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A. Quelques statistiques rétrospectives

	Moyenne 1975-83	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente aux prix constants de 1980											
Consommation privée	0.6	2.8	4.2	-1.1	-0.7	2.4	-0.9	-0.7	1.3	-1.7	0.9
Formation brute de capital fixe	-0.2	3.1	1.9	-2.9	-6.8	4.5	3.5	-5.3	-1.1	1.1	3.6
Secteur privé : logements	-1.2	-1.2	-8.6	-2.4	14.1	1.8	-6.0	-4.7	-1.7	-2.1	3.2
Secteur privé : autres	-1.5	-1.4	-0.4	-5.8	-17.9	11.0	4.2	-6.8	-1.9	5.1	9.7
Secteur public	0.9	1.2	0.3	1.4	2.1	0.3	9.6	-5.6	0.2	-1.0	-3.4
PIB	1.4	2.6	1.1	-1.6	1.8	3.8	1.7	-0.3	0.8	2.5	3.0
Indice de prix implicite du PIB	10.5	14.7	12.3	9.8	11.1	8.7	11.6	8.7	8.9	8.7	7.6
Production industrielle	-0.1	-2.9	0.0	-5.9	-2.1	6.4	0.0	-2.0	-1.0	6.2	6.5
Emploi	0.7	2.5	0.7	0.2	0.4	1.6	1.2	-0.2	-0.1	0.1	0.7
Rémunération des salariés (prix courants)	11.9	19.8	18.6	12.4	11.3	9.9	12.4	9.3	5.7	8.1	
Productivité (PIB/emploi)	11.0	15.2	12.8	8.8	10.9	10.8	12.2	8.9	9.8	9.7	
Coûts unitaires de main-d'œuvre (Rémun./PIB)	10.4	16.1	17.4	14.8	9.4	5.9	10.5	9.6	4.9	5.4	
B. Rapports en pourcentage											
Formation brute de capital fixe en % du PIB aux prix constants	20.1	21.7	21.8	21.5	19.7	19.8	20.2	19.2	18.8	18.5	
Formation de stocks en % du PIB aux prix constants	-0.4	0.9	-0.9	-2.8	-1.3	2.0	1.1	-2.1	0.0	-0.4	0.5
Balance extérieure en % du PIB aux prix constants	0.7	-1.7	-1.6	1.6	4.0	-1.6	-0.3	2.6	0.1	3.3	
Rémunération des salariés en % du PIB aux prix courants	70.8	68.5	71.6	74.5	73.3	71.4	70.8	71.4	68.7	66.7	
Impôts directs en pourcentage du revenu disponible	21.0	21.8	22.0	21.1	21.4	21.5	20.4	19.8	20.3	20.7	
Épargne des ménages en pourcentage du revenu disponible	3.1	4.7	2.4	4.1	4.5	2.9	5.0	3.8	0.5	0.4	
Chômage en pourcentage de la population active totale	2.3	1.6	1.6	1.8	2.2	2.1	2.0	2.5	3.2	3.5	3.1
C. Autre indicateur											
Balance courante des opérations courantes (en milliards de dollars)	-2.1	-0.4	-1.6	-2.1	-0.3	-2.5	-4.5	-2.8	-3.5	-0.9	

Source : Secrétariat de l'OCDE.

Tableau B. Origine et utilisation des ressources
 Milliards de couronnes, aux prix courants

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Dépenses des consommateurs en biens et services	136.8	156.1	180.5	197.8	219.3	242.3	270.0	298.7	333.9	362.7
Dépenses courantes de l'État en biens et services	60.2	72.4	85.5	102.8	116.3	132.1	153.2	169.8	185.5	203.7
Formation brute de capital fixe	55.0	62.9	72.0	78.0	80.1	91.5	106.0	109.9	118.2	131.5
Variation des stocks	6.1	10.0	7.9	-2.4	-7.4	1.0	5.9	-5.6	-6.1	-9.6
Dépenses intérieures	258.1	301.4	345.9	376.2	408.3	466.9	535.1	572.8	631.6	688.3
Exportations de biens et services	82.5	84.7	94.1	101.3	116.4	140.6	156.5	172.5	201.3	249.2
Importations de biens et services	84.5	85.3	99.8	107.5	112.2	145.2	166.5	172.2	205.2	233.1
Produit intérieur brut aux valeurs d'acquisition	256.1	300.8	340.2	370.0	412.5	462.3	525.1	573.0	627.7	704.5
Impôts indirects	34.1	41.6	49.3	56.5	57.6	62.0	71.3	83.8	91.8	109.6
Subventions	6.1	9.2	13.4	15.3	17.3	19.7	22.6	26.7	31.1	36.8
Produit intérieur brut au coût des facteurs	228.1	268.4	304.3	328.8	372.1	420.0	476.4	515.9	567.0	631.6
Provision pour amortissements et autres provisions d'exploitation	26.4	30.5	35.2	40.5	46.0	51.7	59.4	66.5	74.7	84.3
Produit intérieur net au coût des facteurs	201.7	237.9	269.1	288.3	326.1	368.3	417.0	449.4	492.3	547.3

Source : Statistics Sweden, *Comptes nationaux*.

Tableau C. Origine et utilisation des ressources
Milliards de couronnes, aux prix de 1980

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Dépenses des consommateurs en biens et services	252.7	259.9	270.7	267.9	266.0	272.4	270.0	268.3	271.8	267.3
Dépenses courantes de l'État en biens et services	124.3	129.9	134.4	138.4	142.9	149.7	153.2	156.6	158.0	159.4
Formation brute de capital fixe	103.3	106.5	108.5	105.3	98.1	102.4	106.0	100.3	99.2	100.4
Variation des stocks	11.0	15.1	10.8	-3.2	-9.4	0.4	5.9	-5.3	-5.2	-7.4
Dépenses intérieures	491.3	511.4	524.4	508.4	497.6	524.9	535.1	519.9	523.8	519.6
Exportations de biens et services	143.2	130.0	135.6	137.5	148.3	157.4	156.5	158.3	165.3	182.7
Importations de biens et services	155.2	149.8	163.3	157.1	148.5	165.8	166.5	154.7	161.4	161.3
Produit intérieur brut aux valeurs d'acquisition	479.3	491.5	496.7	488.8	497.4	516.5	525.1	523.5	527.7	541.0

Source : Statistics Sweden, *Comptes nationaux*.

Tableau D. Recettes et dépenses des administrations publiques¹
Millions de couronnes, aux prix courants

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Recettes ordinaires	126 686	153 885	189 669	217 007	239 850	263 945	300 770	338 390	374 329	428 105
Impôts directs	52 733	63 995	77 010	84 237	94 322	104 369	113 925	121 835	136 230	153 830
Impôts indirects	34 112	41 622	49 289	56 463	57 622	62 001	71 337	83 784	91 795	109 639
Cotisations à la sécurité sociale	21 330	25 761	38 438	47 779	56 439	62 525	74 643	85 833	86 630	95 500
Autres recettes	18 511	22 507	24 932	28 528	31 467	35 050	40 865	46 938	59 674	69 136
Dépenses ordinaires	111 907	135 445	162 762	195 794	224 193	255 876	300 305	343 985	388 231	435 489
Consommation publique	60 161	72 373	85 511	102 796	116 290	132 105	153 156	169 757	185 464	203 735
<i>dont</i> : Consommation de capital fixe	3 086	3 508	3 980	4 631	5 196	5 863	6 733	7 654	8 657	9 747
Revenu de la propriété à payer	5 483	6 666	7 364	9 549	11 230	14 323	21 887	31 144	43 953	51 542
Subventions	6 049	9 210	13 366	15 282	17 311	19 719	22 643	26 684	31 076	36 769
Transferts courants	40 214	47 196	56 521	68 167	79 362	89 729	102 619	116 400	127 738	143 443
Épargne brute	14 779	18 440	26 907	21 213	15 657	8 069	465	-5 595	-13 902	-7 384
Formation brute de capital fixe	12 023	12 821	14 134	16 673	18 734	20 104	22 851	23 787	24 363	24 953
Achats, nets des ventes, de terrains	252	79	-115	14	-87	-34	-526	-78	-6	110
Transferts en capital à d'autres secteurs	575	776	1 407	2 939	4 134	7 480	4 536	6 482	10 242	10 997
Consommation de capital fixe	3 086	3 508	3 980	4 631	5 196	5 863	6 733	7 654	8 657	9 747
Capacité de financement	5 015	8 272	15 461	6 218	-1 928	-13 618	-19 663	-28 132	-39 844	-34 697

1. Conformément aux définitions de l'OCDE.
Source : Statistics Sweden, *Comptes nationaux*.

Tableau E. Balance des paiements
Millions de couronnes

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Exportations de biens, fob ¹	70 126	71 482	79 564	84 913	97 394	117 186	129 827	143 513	166 547	208 500
Importations de biens ²	73 563	72 128	84 761	89 808	92 247	122 479	141 127	145 418	173 304	198 872
Balance commerciale	-3 437	-646	-5 197	-4 895	5 147	-5 293	-11 300	-1 905	-6 757	9 628
Recettes nettes de fret	5 188	4 618	5 285	5 416	6 360	7 487	8 395	10 504	11 112	12 098
Voyages, nets	-2 232	-2 542	-3 169	-3 579	-4 017	-4 858	-5 284	-6 252	-5 471	-4 270
Autres services, net	-2 931	-3 851	-4 896	-5 932	-6 160	-8 706	-9 938	-12 290	-14 185	-14 561
Ajustement	3 600	4 400	5 300	6 200	7 100	8 600	10 800	12 900	15 400	15 700
Solde des services	3 625	2 625	2 520	2 105	3 283	2 523	3 973	4 862	6 856	8 967
Balance des biens et services	188	1 979	-2 677	-2 790	8 430	-2 770	-7 327	2 957	99	18 595
Transferts, net	-2 629	-3 448	-4 424	-6 729	-9 571	-7 950	-11 798	-17 048	-22 140	-25 772
Balance des opérations courantes	-2 441	-1 469	-7 101	-9 519	-1 141	-10 720	-19 125	-14 091	-22 041	-7 177
Solde des prêts publics	-	1 614	691	10 377	2 222	9 395	20 513	7 459	16 739	19 000
Solde des autres opérations publique en capital	-556	-1 107	-520	-857	22	-281	590	-933	-2 011	-1 286
Solde des opérations sur titres	-214	-55	-111	-122	-123	-299	-506	298	1 317	5 900
Solde des prêts privés	2 803	7 906	7 576	10 569	4 004	764	3 098	10 235	13 192	3 514
Solde des investissements directs	-1 556	-1 489	-2 579	-2 942	-1 576	-2 120	-1 594	-3 407	-4 602	-7 734
Solde des autres mouvements de capitaux à long terme	1 383	-422	-3 388	-3 645	-1 746	-1 386	-1 605	-3 904	-6 912	-4 720
Balance de base	-581	4 978	-5 432	3 861	1 662	-4 647	1 371	-4 343	4 318	7 497
Allocations de DST	-	-	-	-	-	258	256	262	-	-
Solde des autres mouvements de capitaux	-1 419	1 339	2 549	-557	3 734	1 375	325	5 034	1 878	-6 428
Erreurs et omissions des encours	-1 360	-595	342	1 779	-2 334	436				
Réserves de change, corrigés de l'effet des changements de valeur des encours	-3 360	5 722	-2 541	5 083	3 062	-2 578	-45	1 145	276	5 092

1. Y compris les ajustements sur les statistiques du commerce.

2. La modification, après 1977, de la date d'enregistrement des marchandises a amené à recalculer la valeur des importations en 1974, 1975 et 1976.

Source: Sveriges Riksbank.

Tableau F. Marché du travail

	Enquête sur la main-d'œuvre ¹					Chômeurs inscrits ²				Mesures relatives à l'emploi ²			Offres d'emploi ²
	Population active			Emploi total	Chômage	Total	Chômeurs assurés			Travaux de secours	Autres emplois protégés ³	Requalification	Total
	Total	Hommes	Femmes				% des assurés						
				Total	Industries extrac. et manufac.	Bâtiment et construction							
1 000 personnes					Brut				1 000 personnes			Milliers	
1974	4 042	2 355	1 687	3 962	80	39.0	1.5	1.7	4.4	23.4	35.3	40.7	48.9
1975	4 129	2 373	1 756	4 062	67	36.7	1.4	1.8	3.3	16.6	39.0	35.3	50.3
1976	4 155	2 368	1 786	4 088	66	32.7	1.2	1.5	3.2	26.3	41.2	37.6	46.4 ⁵
1977	4 174	2 349	1 824	4 099	75	33.4	1.2	1.5	3.7	29.1	42.7	47.8	38.0
1978	4 209	2 346	1 863	4 115	94	45.7	1.6	2.2	5.4	45.4	44.2	49.9	34.6
1979	4 268	2 359	1 909	4 180	88	45.1	1.5	2.1	4.0	47.9	46.7	54.7	49.4
1980	4 318	2 375	1 943	4 232	86	43.6	1.4	1.7	3.4	24 ⁴	51 ⁴	46 ⁴	53.9
1981	4 332	2 341	1 991	4 225	108	58.9	1.9	2.5	5.9	25	54	36	30.0 ⁶
1982	4 357	2 342	2 015	4 219	137	80.4	2.5	3.8	7.8	43	57	40	19.9
1983	4 375	2 337	2 038	4 224	151	91.7	2.8	4.3	8.7	59	61	43	25.0

1. La définition utilisée pour l'emploi couvre tous les travailleurs occupant un emploi rémunérateur, indépendamment du nombre d'heures travaillées.

2. Moyenne des chiffres relevés en milieu de mois.

3. Emploi dans les travaux conjoncturels, les ateliers protégés et semi-protégés. A partir de 1979, y compris les employés dans le «Sambällsforetag» (un groupement de sociétés nationalisées).

4. Nouvelles définitions à partir de 1980.

5. En raison de la notification obligatoire des offres d'emploi dans quelques comtés à partir du 1^{er} octobre 1976, les chiffres ne sont plus entièrement comparables avec ceux des périodes précédentes.

6. Changement de définitions à partir d'avril 1981 qui diminue de 6 000 la moyenne annuelle.

Sources : Bureau central de statistiques. Statistique du marché du travail. *Abregé mensuel de statistiques suédoises* : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Tableau G. Production et emploi par secteur

Industries minières et manufacturières										
Production, 1980 = 100										
Industries minières et manufacturières total	Industries minières et extractives	Industries manufacturières								Emplois ¹ 1980 = 100
		Total	Produits alimentaires, boissons, tabacs	Textiles, vêtements, chaussures	Bois et produits connexes	Produits chimiques	Métaux de base	Produits métallurgiques		
CITI	21-29	31-39	31	32	33	35	37	38	Heures travaillées	
1974	105	131	104	97	158	117	95	112	98	128
1975	102	108	102	98	147	103	90	103	103	126
1976	102	106	102	99	141	102	92	94	99	120
1977	96	93	96	97	123	99	89	85	94	113
1978	94	83	95	97	105	101	91	89	91	104
1979	100	102	100	99	106	106	95	103	100	101
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	87	98	100	93	89	99	94	103	96
1982	97	74	97	100	86	87	99	96	101	91
1983	103	73	103	100	86	92	109	103	106	88

1. Heures travaillées par employés, industries et ménages.

Sources : Bureau central de statistiques, *Rapports statistiques* (série N); OCDE, *Indicateurs des activités industrielles, Principaux indicateurs économiques*.

Tableau H. Commerce extérieur, total et par région

Millions de dollars, taux mensuels

Total importations caf	Total exportations fob	Importations, caf						Exportations, fob						
		Pays de l'OCDE			Pays Non-OCDE			Pays de l'OCDE			Pays Non-OCDE			
		Total	Europe		Comecon	OPEP	Autres	Total	Europe		Comecon	OPEP	Autres	
			CEE	Autres					CEE	Autres				
1973	879	1 006	745.1	487.8	169.5	42.9	26.0	65.0	851.5	511.0	240.7	45.1	18.5	90.9
1974	1 308	1 315	1 079.2	705.4	242.4	70.5	73.9	84.4	1 083.0	637.2	322.6	68.0	32.4	131.6
1975	1 506	1 453	1 230.8	795.1	278.9	93.9	94.8	86.5	1 144.7	660.8	350.2	97.5	62.3	148.5
1976	1 597	1 537	1 279.3	817.6	285.4	98.0	111.1	108.6	1 222.7	737.6	359.9	91.4	85.9	137.0
1977	1 678	1 588	1 343.6	854.8	287.8	95.7	110.5	128.2	1 271.7	743.4	385.9	84.0	82.3	150.0
1978	1 712	1 814	1 387.6	879.0	297.2	90.6	109.2	124.6	1 437.9	867.8	387.5	88.4	94.9	192.8
1979	2 381	2 295	1 898.4	1 227.6	403.0	147.7	173.3	161.6	1 848.3	1 136.3	487.7	105.0	116.4	225.3
1980	2 785	2 577	2 165.3	1 376.2	472.7	135.0	302.1	182.6	2 067.6	1 273.4	568.6	108.2	133.1	268.1
1981	2 404	2 379	1 912.0	1 168.1	433.3	107.9	223.9	160.2	1 856.4	1 105.2	522.6	92.9	165.9	263.8
1982	2 302	2 228	1 876.7	1 164.8	409.2	129.5	146.7	148.8	1 782.5	1 037.7	508.0	71.1	159.6	214.8
1983	2 176	2 286	1 816.3	1 139.0	395.1	143.6	72.0	144.4	1 875.8	1 112.9	476.2	60.6	149.9	199.5

Source: OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, série A*.

Tableau I. Prix et salaires

	Prix à la consommation, 1980 = 100			Indices des prix nets ¹ 1980 = 100	Prix à la production des produits manufacturés 1968 = 100	Gains horaires en couronnes ²		
	Total	Produits alimentaires	Loyers chauffage et éclairage			Industries manufacturières		
						Total	Hommes	Femmes
1974	55	54	52	55.7	165	18.04	18.87	15.82
1975	61	60	56	60.8	178	21.18	22.10	18.80
1976	67	68	61	66.9	193	24.17	25.09	21.70
1977	75	78	69	74.1	209	26.25	26.93	23.52
1978	82	85	75	82.3	224	27.99	28.84	25.47
1979	88	90	83	89.0	248	30.27	31.16	27.68
1980	100	100	100	100.0	280	33.43	34.43	30.80
1981	112	115	114	111.0	308	36.72	-	-
1982	122	129	124	121.7	345	39.38	39.90	35.86
1983	133	144	130	129.6	383	42.17	42.73	38.38

1. Prix à la consommation, déduction faite des impôts indirects.

2. Salaire direct pour la durée normale du travail, salaire de base, suppléments pour heures supplémentaires et travail par équipes, suppléments pour horaires variables et incommodes.

Sources : Bureau central de statistiques et *Abrégé mensuel de statistiques suédoises*.

Tableau J. Monnaie et crédit (continué page suivante)

Taux d'escompte officiel ¹	Taux d'intérêt				Dépôts de réserve pour investissement			Banque centrale		Liquidité non bancaire	Banques commerciales		
	Taux des prêts au secteur privé ¹	Taux des dépôts à six mois ^{1, 2}	Rend. des obligations ³		Dépôts	Tirages	Encours	Actif en		Masse monétaire (M3)	Valeurs suédoises	dont : Valeurs publiques	
			Obligations publiques 10 ans	Obligations industrielles				Avoirs étrangers	Valeurs suédoises				
%					Pendant la période			Millions de couronnes, fin de période					
1974	6.13	9.15	6.75	7.74	7.72	897	683	1 455	7 721	15 912	159 959	32 359	12 735
1975	6.64	9.80	5.75	8.76	8.77	1 159	1 055	1 559	12 798	15 545	179 214	40 255	18 052
1976	6.31	9.53	7.75	9.24	9.37	1 243	940	1 862	10 658	16 911	188 136	38 465	13 904
1977	8.00	11.43	7.75	9.67	9.82	1 064	803	2 124	16 672	14 420	205 079	43 760	16 163
1978	6.99	10.42	6.25	10.07	9.98	1 102	1 260	1 965	18 378	19 642	240 280	59 972	28 903
1979	7.11	10.57	8.75	10.18	9.72	1 390	1 251	2 105	15 209	33 257	279 888	67 444	32 305
1980	9.95	13.66	13.17	11.74	11.46	1 863	1 764	2 204	15 198	31 555	314 382	87 875	49 270
1981	11.68	15.66	14.19	13.49	13.54	1 825	1 469	2 559	20 464	41 447	357 865	116 450	74 317
1982	10.20	14.25	13.33	13.04	12.99	2 310	1 478	3 389	25 115	48 372	385 650	119 883	73 607
1983	8.69		11.39	12.30	12.84	2 969	2 072	4 286	32 153	35 315	417 031	144 438	90 878

1. Moyenne annuelle.

2. Échéance à 90 jours. Jusqu'en 1979, taux des dépôts à six mois, taux en fin d'année.

3. Les chiffres annuels sont les moyennes des chiffres enregistrés au milieu de chaque mois.

Sources : Soumission de la Banque Centrale. Bureau central de statistiques. *Abrégé mensuel de statistiques suédoises, l'Économie suédoise*. Institut National de la Recherche Économique, et OCDE. *Principaux indicateurs économiques*.

Tableau J. Monnaie et crédit (suite)
Millions de couronnes

Structure des dépôts bancaires				Crédits bancaires ¹					Marché des obligations				Émissions d'actions (non compris les émissions gratuites)	
Banques commerciales	Principales caisses d'épargne	Caisses de crédit agricole	Total	Banques commerciales		Principales caisses d'épargne	Caisses de crédit agricole	Total	Émissions nettes					
				Total	dont : en monnaies étrangères				Total	État	Secteur du logement	Entreprises privées		
Fin de période									Pendant la période					
1974	88 975	38 234	8 379	135 588	70 171	847	32 528	7 129	109 828	18 375	6 515	9 860	1 031	1 894
1975	98 573	42 776	9 871	151 200	78 712	2 931	35 890	8 527	123 129	26 567	10 012	10 493	3 705	2 822
1976	100 653	46 748	11 270	158 671	88 576	4 520	40 076	9 577	138 229	25 568	9 033	9 508	4 612	4 000
1977	109 235	50 692	12 644	172 571	102 955	8 927	43 591	10 685	157 231	28 130	10 891	11 354	4 094	2 806
1978	130 286	57 947	14 568	202 801	115 552	11 345	47 589	12 040	175 181	44 859	26 155	14 203	2 232	4 292
1979	151 640	70 044	17 834	239 518	133 920	18 267	53 299	13 186	200 405	44 194	27 653	13 681	1 633	3 003
1980	164 523	77 553	19 858	261 934	150 847	25 197	57 220	14 278	222 345	49 164	34 446	13 024	-481	4 766
1981	195 618	85 853	22 517	303 988	171 743	41 783	59 458	15 415	246 616	85 048	60 321	19 226	957	5 630
1982	212 155	92 499	24 695	329 349	201 425	61 770	64 843	17 112	283 380	52 094	27 223	15 417	1 030	7 098
1983	225 214	97 419	26 565	349 198	221 073	..	70 201	17 986	309 260	101 932	71 100	20 431	2 114	6 944

1. Montants utilisés.

Sources : Bureau central de statistiques, *Abregé mensuel de statistiques suédoises. Statistiques bancaires mensuelles* et *Bulletin de la Banque centrale.*

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

		Unités	Période de référence ¹	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie
Population	Total	Milliers	1984	15 379 (83)	7 552	9 860 (83)	25 150	5 111	4 882	54 947	61 181	9 848 (83)	237 (83)	3 508 (83)	56 983	120 018	366 (83)	14 420	3 245	4 141	10 099 (83)	38 173 (83)	8 337	6 482 (83)	47 750 (83)	56 377 (83)	236 634	22 855 (83)
	Densité au km ² de superficie terrestre	Nombre		2	90	323	3	119	14	100	246	75	2	50	189	322	141	387	12	13	110	76	19	157	61	230	25	88
	Accroissement moyen annuel net sur 10 ans	%		1.3	-0.1	0.1	1.2	0.1	0.4	0.5	-0.1	1.0	1.1	1.3	0.3	0.9	0.4	0.6	0.7	0.4	1.2	0.9	0.2	0.1	2.2	0.1	1.0	0.9
Emploi	Emploi civil net (ECN) ²	Milliers	1983	6 471 (84)	3 199	3 577	11 000 (84)	2 389	2 404 (84)	20 839	24 649 (84)	3 508	114	1 111	20 439 (84)	57 660 (84)	157	4 929	1 266	1 970 (84)	3 892	10 382 (84)	4 255 (84)	2 994	14 927	23 470	105 005 (84)	...
	dont : Agriculture	% de l'ECN		6.2	8.7	3.0	5.3	7.4	12.2	8.1	5.6	30.0	10.5	17.0	11.9	8.9	4.5	5.1	11.2	7.1	24.6	18.0	5.1	7.1	58.9	2.7	3.3	...
	Industrie	% de l'ECN		28.1	37.5	30.9	25.9	28.4	32.6	33.8	41.6	28.6	36.8	29.8	34.5	34.8	35.7	27.8	32.2	28.3	37.5	32.7	29.8	37.6	16.6	33.6	28.5	...
	Services	% de l'ECN		65.7	53.8	66.1	68.8	64.2	55.2	58.1	52.8	41.4	52.6	53.2	53.7	56.3	59.9	67.1	56.6	64.6	38.0	49.3	65.1	55.3	24.5	63.8	68.2	...
Produit intérieur brut (PIB)	Aux prix et aux taux de change courants	Milliards de \$ÉU	1983	155.5	67.1	80.1	324.0	56.4	49.4	519.2	653.1	34.5	2.3	18.0	352.8	1 156.0	3.2	132.0	23.0	55.1	20.7	158.2	91.9	97.1	49.7	455.1	3 275.7	62.8 (82)
	Par habitant	\$ÉU		10 119	8 892	8 126	13 008	11 020	10 155	9 538	10 633	3 505	9 523	5 120	6 208	9 693	8 721	9 190	7 183	13 333	2 055	4 137	11 029	14 930	1 041	8 072	13 969	2 774 (82)
	Aux prix courants convertis à l'aide des PPA courantes ³	Milliards de \$ÉU	1983	...	75.6	105.4	343.8	59.0	49.7	613.8	703.1	54.3	...	23.6	495.1	1 280.7	4.2	147.2	...	53.7	45.7	266.7	...	...	...	552.6	3 275.7	...
	Par habitant	\$ÉU		...	10 010	10 690	13 803	11 538	10 220	11 276	11 447	5 512	...	6 740	8 711	10 739	11 381	10 247	...	12 999	4 549	6 977	...	...	...	9 802	13 969	...
Croissance annuelle moyenne, en volume, sur 5 ans	%	1983	2.2	2.1	1.1	1.3	1.4	4.1	1.5	1.2	1.0	0.9	2.3	1.4	4.1	0.0	0.3	1.9	2.8	2.8	1.0	1.7	1.6	2.3	0.8	1.1	...	
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Construction de logements	% du PIB	1982	12.4 (81)	10.8	5.8	7.6	7.4	9.4	9.1	7.8	8.3	6.8	13.2 (81)	7.7	10.2	9.2 (80)	7.6	9.1 (81)	8.9	13.8 (81)	7.0 (81)	8.0	6.9	8.7 (77)	7.6	7.4	...
	Machines et autres équipements	% du PIB	1982	4.8 (81)	3.5	3.4	3.5	3.5	6.3	5.7	6.1	4.8	5.0	6.7 (81)	5.3	6.0	5.5 (80)	5.2	4.0 (81)	4.7	7.8 (81)	5.5 (81)	4.3	16.2	2.7 (77)	2.2	2.9	...
	Croissance annuelle moyenne, en volume, sur 5 ans	%	1983	0.7	-0.8	-4.6	0.2	-5.2	4.4	0.6	0.8	-1.8	-1.2	-0.3	0.9	2.6	-1.9	-3.5	4.0	0.5	1.8	-1.6	0.5	3.7	-1.2	-0.3	-0.2	...
	Taux d'épargne brute ⁴	% du PIB	1983	18.0	22.8	14.8	19.2	14.1	24.1	18.6	21.8	17.0	18.9	16.6	17.5	30.3	70.0	20.8	18.0	28.5	21.3	17.6	16.3	27.7	16.3	18.1	15.2	...
Ensemble des administrations publiques	Dépenses courantes en biens et services	% du PIB	1983	17.6	18.7	17.7	21.0	27.2	19.4	16.3	20.0	18.8	12.3	20.2	19.5	10.2	17.3	17.7	17.0	19.5	14.6	12.3	28.5	13.5	10.8	22.0	19.3	15.8 (82)
	Emplois courants ⁵	% du PIB	1983	32.8 (82)	45.5	53.5	43.0	58.2	36.1	48.2	44.4	38.3	27.6 (80)	48.3 (81)	51.5	28.1	45.7 (80)	58.3 (82)	...	45.9	37.4 (81)	31.8 (82)	61.7 (82)	30.8	...	44.3	36.9	...
	Ressources courantes	% du PIB	1983	34.3 (82)	46.6	44.6	39.0	53.1	37.4	47.0	45.2	33.1	36.0 (80)	40.5 (81)	45.3	30.4	51.5 (80)	55.7 (82)	...	52.6	33.0 (81)	30.7 (82)	59.3 (82)	33.9	...	42.5	31.7	...
Apports nets d'aide publique au développement	% du PNB	1983	10.5	10.3	5.2	7.3	5.2	9.4	6.6	9.2	8.0	3.7	7.5	6.9	15.7	57.3	10.3	13.8	14.0	17.0	7.2	4.3	17.5	10.9	6.0	2.2	...	
Indicateurs du niveau de vie	Consommation privée par habitant ⁶	\$ÉU	1983	6 287*	5 716	6 669	7 858	5 900	5 359	7 110	6 287	3 570	6 024*	3 775	5 408	5 877	7 195	6 415	4 260*	5 893	2 936	4 690	5 728*	9 354*	769*	5 706	9 451	1 426 (82)
	Voitures de tourisme pour 1 000 habitants	Nombre	1983	...	306 (81)	325 (81)	428 (81)	272	288	349 (81)	402	94 (81)	405	225 (81)	325 (81)	209 (81)	398	321 (82)	446 (84)	334	128 (81)	228	361	370 (81)	15 (81)	283 (81)	537 (81)	118
	Postes de téléphones pour 1 000 habitants	Nombre	1983	540	460	417	664	719	570	541	571	336	525	235	404	535	589 (81)	575	622	580	166	345	890	789	55	524	760 (82)	111
	Postes de télévision pour 1 000 habitants	Nombre	1983	...	300 (81)	293 (79)	466 (79)	370	370	292 (79)	362	147 (79)	282 (82)	223 (79)	231 (79)	245 (79)	335 (81)	303 (82)	...	318	122 (79)	253 (79)	390	312 (79)	...	331 (79)	635 (79)	174 (82)
	Médecins pour 1 000 habitants	Nombre	1983	...	1.7 (82)	...	...	2.4 (82)	...	2.1 (82)	...	2.4	...	2.2 (82)	...	...	1.7	2.0	...	2.1	...	2.7 (82)	2.2 (82)	...	...	...	...	1.5 (81)
	Mortalité infantile	Nombre	1983	9.6	11.9	11.2	9.1	7.7	6.2	8.9	10.3	14.6	6.2	9.8	12.4	6.2	11.2	8.4	12.5	7.9	19.0	9.6 (82)	7.0	8.0	...	10.2	11.2	29.9 (82)
	Salaires et prix (Accroissement annuel moyen sur 5 ans)	%	1984	14.9 (83)	5.7	6.9	8.5	8.4	11.4 (83)	13.8 (83)	4.4	25.4 (83)	15.7 (83)	17.9	5.3	...	3.6	...	9.9	...	18.4 (83)	8.9	5.1 (83)	...	11.9	6.5
Prix à la consommation	%	1984	9.0	5.5	7.4	8.7	9.5	9.6	11.1	4.5	21.8	54.0	...	14.9	16.1	3.9	7.6	5.0	12.3	10.1	22.7	13.6	10.2	4.4	46.0	9.5	7.4	32.3
Commerce extérieur	Exportations de marchandises, fob ⁷	Milliards de \$ÉU	1984	23 856	15 720	51 840 (83) ⁸	86 868	15 912	13 476	93 120	171 012	4 464 (83)	768	9 672	72 780 (83)	169 740	...	65 652	5 281 (83)	18 888	5 172	23 508	29 316	25 812	7 068	94 224	217 884	8 700
	en pourcentage du PIB	%		15.3	23.4	64.7	26.8	28.2	27.3	17.9	26.2	12.9	34.0	53.9	20.6	14.7	...	49.7	23.0	34.3	25.0	14.9	31.9	26.6	14.2	20.7	6.7	13.8
	accroissement annuel sur 5 ans	%		5.1	0.4	3.0	9.2	1.7	3.9	-1.0	-0.1	6.0	-0.6	6.2	5.4	10.5	...	0.6	2.3	7.0	8.2	5.3	1.3	-0.5	23.4	0.7	3.7	6.9
	Importations de marchandises, caf ⁸	Milliards de \$ÉU	1984	23 436	19 596	54 096 (83) ⁷	74 004	16 584	12 384	103 440	152 016	9 636 (83)	864	9 612	80 328 (83)	136 140	...	61 980	5 333 (83)	13 860	7 752	28 800	26 340	29 376	10 680	105 180	325 728	10 200
en pourcentage du PIB	%		15.1	29.2	67.5	22.8	29.4	25.1	19.9	23.3	12.9	38.2	27.9	22.8	11.8	...	47.0	23.2	25.2	37.5	18.2	28.7	30.2	21.5	23.1	9.9	16.2	
accroissement annuel moyen sur 5 ans	%		7.2	-0.6	2.3	6.7	-2.1	1.8	-0.7	-0.7	-0.2	0.9	-0.5	7.3	4.2	...	-1.6	3.2	0.2	3.5	2.6	-1.6	0.0	13.4	0.5	9.5	-3.8	
Réserves officielles totales ⁸	En ratio des importations de marchandises	Millions de DTS	1984	7 869	5 070	5 853 ⁷	3 246	3 127	2 854	24 227	44 282	1 117	132	2 241	23 527	27 811	...	10 961	1 995	9 596	1 237	12 709	4 135	18 520	1 418	10 295	33 517	1 247
	Ratio			3.9	3.0	1.3	0.5	2.2	2.7	2.8	3.4	1.4	1.8	2.7	3.4	2.4	...	2.1	0.4	8.1	1.9	5.2	1.8	7.4	1.6	1.2	1.2	1.4

* Aux prix et taux de change courants.
 1. Sauf indication contraire.
 2. Suivant la définition retenue dans *Statistiques de la Population active de l'OCDE*.
 3. PPA = Parité de Pouvoir d'Achat.
 4. Epargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.
 5. Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les changements courants et le revenu de la propriété.
 6. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once.
 7. Y compris le Luxembourg.
 8. Inclus dans la Belgique.

Sources :
 Population et Emploi : *Statistiques de la Population active*, OCDE.
 PIB, FBCF et Administrations publiques : *Comptes nationaux*, Vol. 1, OCDE, et *Perspectives économiques de l'OCDE*, *Statistiques rétrospectives*.
 Indicateurs du niveau de vie : Publications nationales diverses.
 Salaires et Prix : *Principaux indicateurs économiques*, OCDE.
 Commerce extérieur : *Statistiques mensuelles du commerce extérieur*, OCDE.
 Réserves officielles totales : *Statistiques financières internationales*, FMI.

OFFRES D'EMPLOI

Département des Affaires Économiques et Statistiques

OCDE

A. Administrateur. Un certain nombre de postes d'économistes pourraient se libérer en 1985 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. *Qualifications et expérience requises* : diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques ; bonne connaissance des méthodes statistiques et économétrie appliquée ; deux ou trois années d'expérience de l'analyse économique appliquée ; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français). *Autres qualifications et expérience souhaitées* : connaissance des problèmes économiques et de sources de données d'un certain nombre de pays Membres ; aptitude confirmée à rédiger ; expérience de l'estimation, de la simulation et de l'application des modèles économiques informatisés ; notions de la deuxième langue officielle.

B. Administrateur Principal. Un certain nombre de postes d'économistes de haut niveau pourraient se libérer en 1985 dans des domaines tels que la politique monétaire et budgétaire, la balance des paiements, l'affectation des ressources, les questions de politique macroéconomique, les prévisions à court terme et les études par pays. *Qualifications et expérience requises* : diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques ; vaste expérience de l'analyse économique appliquée, de préférence acquise auprès d'une banque centrale, d'un ministère de l'économie ou des finances ou d'un institut de recherche économique ; bonne connaissance des méthodes statistiques et de l'économétrie appliquée ; maîtrise de l'une des deux langues officielles (anglais et français) et aptitude confirmée à rédiger dans cette langue. *Autres qualifications et expérience souhaitées* : expérience de l'utilisation de l'analyse économique pour la formulation d'avis concernant l'orientation de l'action ; très bonne connaissance de l'économie de plusieurs pays de l'OCDE ; expérience des modèles économiques informatisés ; bonne connaissance de la deuxième langue officielle.

Il est offert pour ces postes un traitement de base (net d'impôts) à partir de FF 165 760 ou FF 204 511 (Administrateur) et de FF 234 430 (Administrateur Principal). Les agents qui ne sont pas ressortissants français ou qui ne résidaient pas de façon permanente en France avant leur entrée à l'OCDE reçoivent une indemnité d'expatriation égale à 16% du traitement de base, à quoi s'ajoutent d'autres allocations selon la situation de famille et le lieu de résidence de l'agent.

L'engagement initial sera de durée déterminée (deux ou trois ans).

Ces postes sont ouverts aux candidats des deux sexes ressortissants des pays Membres de l'OCDE. Les candidatures en anglais ou en français, accompagnées d'un curriculum vitæ, doivent être envoyées, sous la référence "ECSUR", à l'adresse suivante :

Chef du Personnel
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
France

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty. Ltd.,
10 Aquatic Drive, French Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100. Tel. (02) 452.44.11

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 Bonn (Germany). Tel. (0228) 21.60.45

Local Agents/Agents locaux:

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Jean De Lannoy, Service Publications OCDE
avenue du Roi 202, B-1060 BRUXELLES. Tel. 02/538.51.69

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
Central Distribution Centre,
61 Sparks Street (Mail),
P.O. Box 1008 - Station B,
OTTAWA, Ont. K1P 5R1.
Tel. (613) 238.8985-6
Toll Free: 1-900.267.4164
Librairie Renouf Limitée
980 rue Notre-Dame,
Lachine, P.Q. H3S 2B9,
Tel. (514) 634-7068

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HÉLSINKI 10. Tel. 65.11.22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67

Principal correspondant:

13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN (Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Publications (Sales) Office,
Beaconsfield House, 4/F.,
Queen's Road Central

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O. Box 1131, REYKJAVÍK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI-1, Scindia House, Tel. 45896
CALCUTTA 700016, 17 Park Street, Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA. Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street, DÚBLIN 1 Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751/584468
Via Bertolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083

Sub-depositari:

Ugo Tassi:
Via A. Farneau 28, 00192 ROMA. Tel. 310590

Edizicore e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA. Tel. 6794628

Costantino Ercolano, Via Generale Orsini 46, 80132 NAPOLI. Tel. 405210

Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20123 MILANO. Tel. 865446

Libreria Scientifica, Dott. Lucio de Biasio "Aesou"
Via Meravigli 16, 20123 MILANO. Tel. 807679

Libreria Zanichelli
Piazza Galvani 1/A, 40124 Bologna. Tel. 237389

Libreria Laties, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274

La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle
città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107. Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box # 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Medico,
Edson Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429 - 344425

MALAYSIA - MALAISIE

University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 577701/577072

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij, Verzendtoekhandel,
Chr. Plantijnstraat 1 Postbus 20014
2500 EA S-GRAVENHAGE. Tel. nr. 070.789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,
Government Printing Office Bookshops:
AUCKLAND: Retail Bookshop: 25 Rutland Street,
Mail Order: 85 Beach Road, Private Bag C.P.O.
HAMILTON: Retail: Ward Street,
Mail Order, P.O. Box 857
WELLINGTON: Retail: Mulgrave Street (Head Office),
Cubacade World Trade Centre
Mail Order: Private Bag
CHRISTCHURCH: Retail: 159 Hereford Street,
Mail Order: Private Bag
DUNEDIN: Retail: Princes Street
Mail Order: P.O. Box 1104

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1. Tel. (02) 80.12.60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66339

PORTUGAL

Libreria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SINGAPORE - SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd,
Pai-Fu Industrial Building,
24 New Industrial Road N° 02-06
SINGAPORE 1953, Tel. 2831786, 2831798

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castell 37, Apartado 1223, MADRID-28001. Tel. 275.46.55

Libreria Bosch, Ronda Universidad 11, BARCELONA 7.
Tel. 317.53.08, 317.53.58

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzen Kungl Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

Subscription Agency/Abonnement:
Wennergren-Williams AB,
Box 30004, S104 25 STOCKHOLM.
Tel. 08/54.12.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN (Germany). Tel. (0228) 21.60.45

Local Agents/Agents locaux
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENEVE 11. Tel. 022.31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l Co. Ltd.
9th floor, No. 118, Sec. 2,
Chung Hsiao E. Road
TAIPEI. Tel. 391.7396/391.7397

THAILAND - THAÏLANDE

Sukit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayınları İ-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvarı No : 191/Kat. 2
Kavaklıdere/ANKARA. Tel. 17 02 66

Dolmabahçe Cad. No : 29
BESİKTAS/İSTANBUL. Tel. 60 71 88

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,
P.O. Box 276, LONDON SW8 5DT.
(postal orders only)
Telephone orders: (01) 622.3316, or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006 - 4382
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Knez Mihajlova 2, P.O. Box 36, BEOGRAD.
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:

OECD, Publications Office, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 43252

**(10 85 31 2) ISBN 92-64-22711-3
ISSN 0304-3363**



IMPRIMÉ EN FRANCE



ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et en décembre, dans les Perspectives économiques de l'OCDE, le Secrétariat étudie les évolutions économiques les plus récentes dans la zone de l'OCDE et évalue les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.

REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE

Cette publication semestrielle, réalisée par le Département des Affaires Économiques et Statistiques du Secrétariat de l'OCDE, contient des articles axés sur des analyses macro-économiques et statistiques appliquées qui sont faites, généralement, dans une optique internationale ou comparative.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles du développement et des perspectives économiques dans chaque pays de l'OCDE.

Abonnement (Série 1984-1985) US\$ 75,00 £ 34,00 F 340,00

(10 85 25 2) ISBN 92-64-22712-1
ISSN 0304-3363

F 20/500